INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 331 - SEPTEMBRE 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 331

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Reprise de la restauration et du commerce extérieur de viande bovine
    - Prix en hausse, pour les vaches comme pour les JB
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les prix grimpent encore !
- Femelles
  - Europe
    - Les cours des réformes toujours au plus haut
- Maigre
  - Les prix à contre-saison
- Veaux de boucherie
  - Hausse saisonnière des cours précoce
- Veaux nourrissons
  - Le marché s'encombre

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Envol de la collecte lait bio qui dépasse la demande
  - Peu dynamique dans l'UE-27 malgré la remontée du prix du lait
- Marché des produits laitiers
  - Fermes et solides
- France
  - Reprise du commerce extérieur de la France au 1er semestre

Viande ovine
- France
  - Commerce calme et offre en recul
- UE et monde
  - Une offre toujours restreinte à l'échelle mondiale

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Approvisionnement limité
- Prix du lait de chèvre
  - Évolution favorable au printemps

Marchés des grains : un automne sous haute tension

Prix des bovins finis en hausse

Dernière révision le 14 septembre 2021

Les prix des bovins finis – vaches, jeunes bovins, veaux de boucherie – grimpent partout en Europe. Les fondamentaux sont au vert pour les prix des broutards : des naissances peu nombreuses, de bonnes récoltes de fourrage et des prix en hausse pour les mâles finis. Seuls les prix des veaux nourrissons restent à la peine, entre reprise saisonnière des naissances laitières et hausse des coûts d'alimentation en atelier de veau de boucherie.

L'offre de viandes bovines est globalement limitée : peu de réformes laitières en Europe grâce à un été moins sec que les années précédentes, déclin structurel de l'engraissement en Allemagne, plafonnement de la production polonaise, réajustement de la production de veau de boucherie aux Pays-Bas… La demande est quant à elle plutôt dynamique, avec la réouverture de la restauration hors domicile qui profite aux viandes de bœuf et de veau. Les échanges entre États-membres ont repris.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

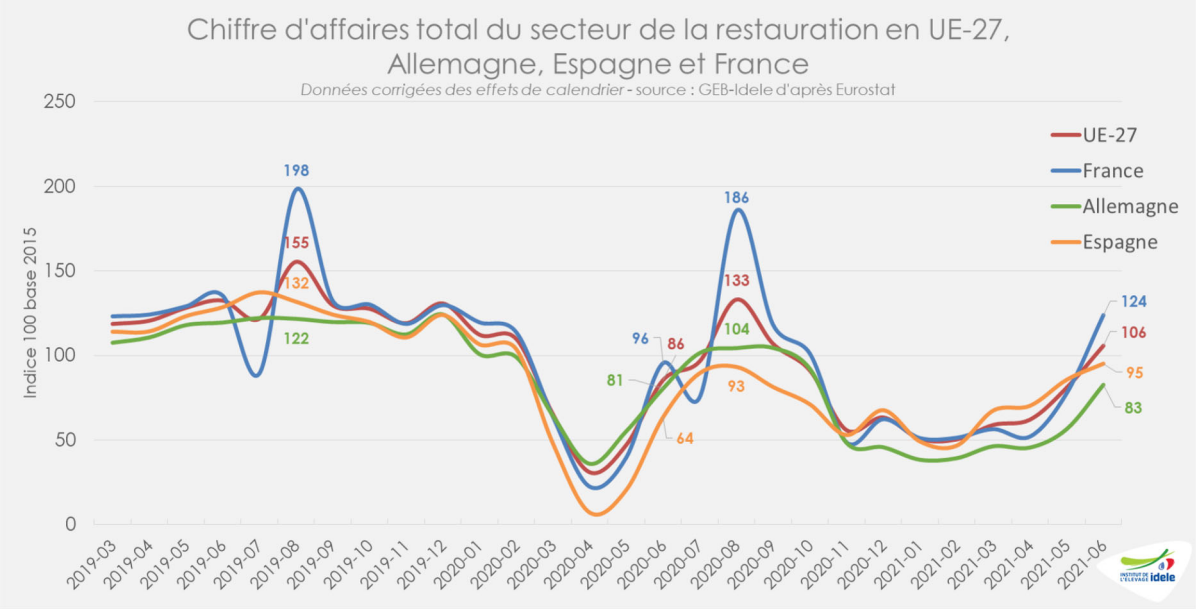
Reprise de la restauration et du commerce extérieur de viande bovine

Dernière révision le 13 septembre 2021

Avec la suppression quasi-totale des contraintes liées à la pandémie, le jeu de vases communicants entre les achats au détail des ménages et la RHD joue au profit de ce dernier. Les dépenses alimentaires des Français pour la viande hachée restent cependant soutenues. Le commerce extérieur français de viande bovine a poursuivi son redressement en juillet dernier.

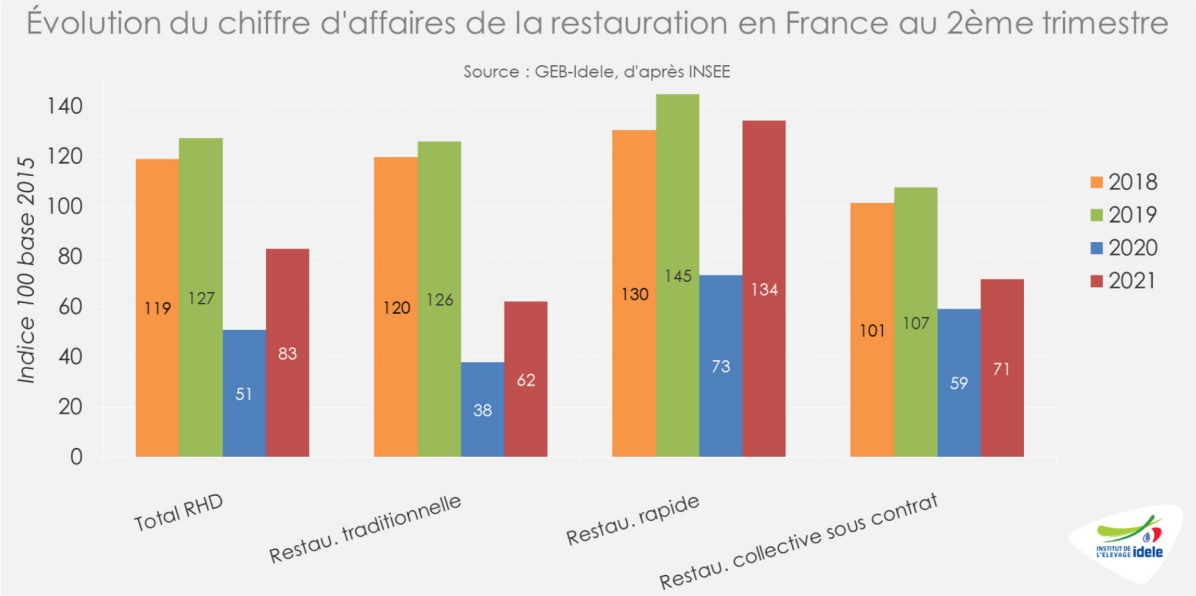
Poursuite du redressement de la restauration

Avec l'amélioration de la situation pandémique un peu partout en Europe, la levée progressive des restrictions a notamment bénéficié au secteur de la restauration. En juin 2021, celui-ci a poursuivi son redressement : son chiffre d'affaires dans l'UE à 27 a ainsi sensiblement progressé sans toutefois atteindre les niveaux d'avant pandémie (+24% /2020 et -15% /2019). La situation est restée hétérogène au sein de l'espace européen. Le redressement restait très partiel en Allemagne (+3% /2020 et -28% /2019), mais bien plus soutenu en France (+30% /2020 et -2% /2019).

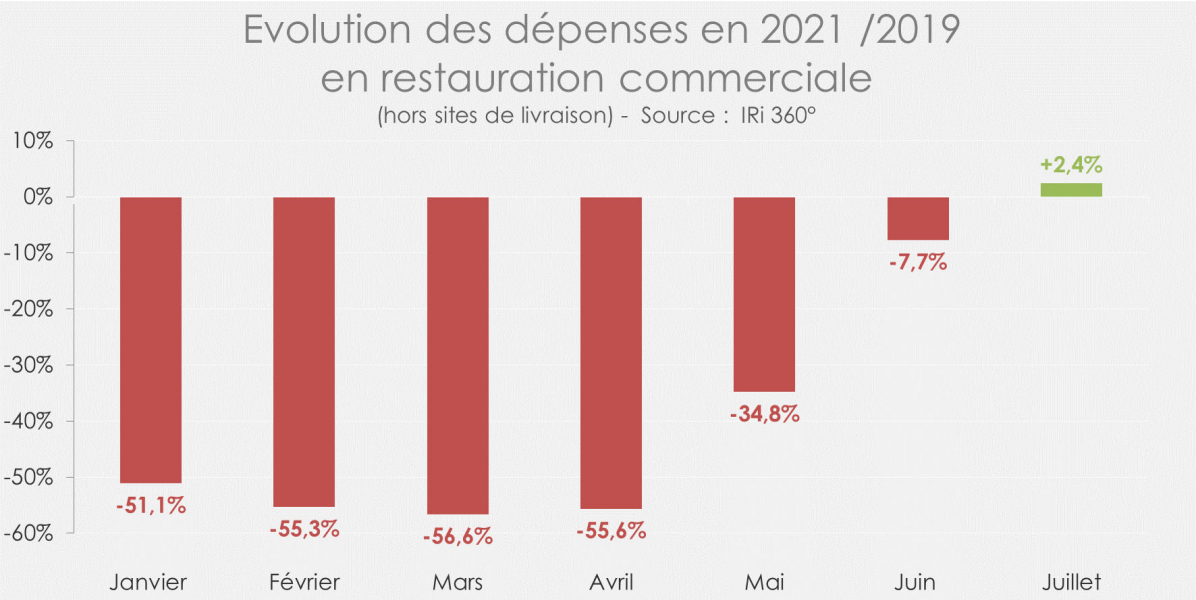


La progression du chiffre d'affaires en France restait cependant variable suivant le type de restauration. La hausse la moins marquée concernait la restauration collective sous contrat (+19% /2020, mais -28% /2019) quand la restauration rapide semble avoir pleinement récupéré (+30% /2020 et +4% /2019).

Sur l'ensemble du 2ème trimestre, le rattrapage d'activité du secteur de la restauration restait donc très partiel, à l'exception de la restauration rapide.

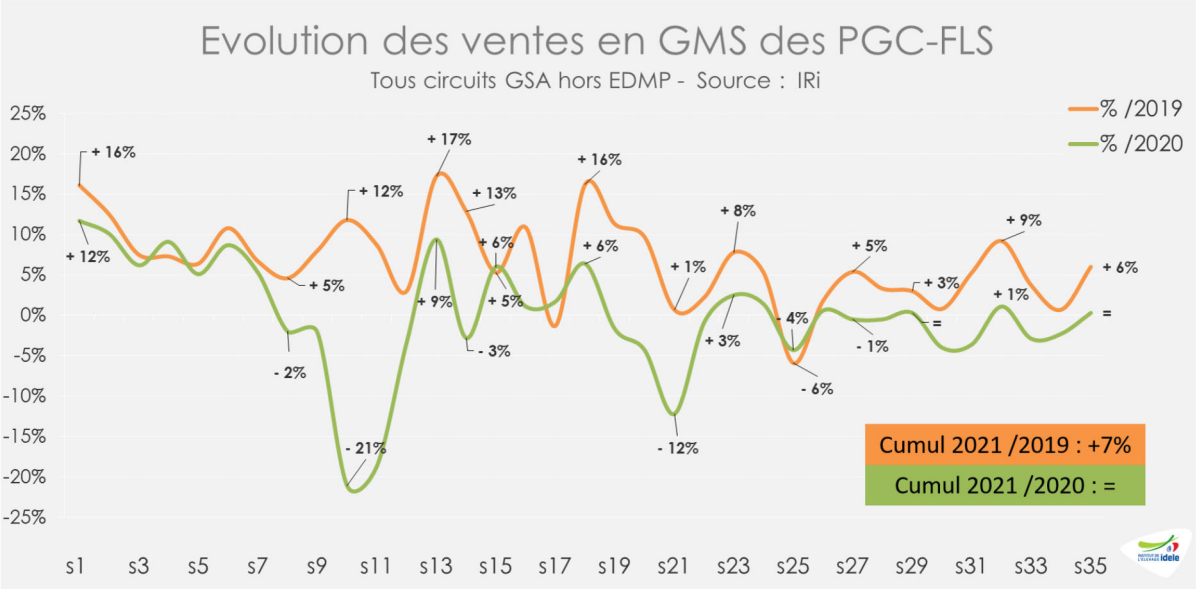


La progression de l'activité de la restauration commerciale a été plus forte au cœur de l'été selon IRi. En juillet 2021, les dépenses globales en restauration commerciale ont dépassé celles d'avant pandémie (+2% /2019).

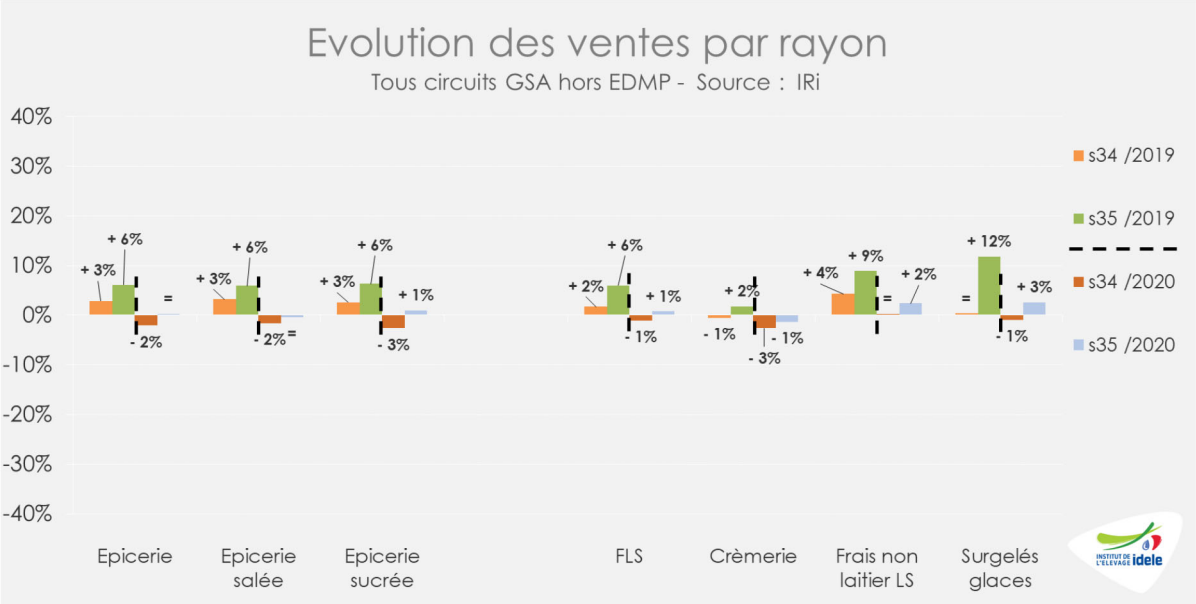


Recul général des ventes au détail dans l'été, pas pour la viande hachée

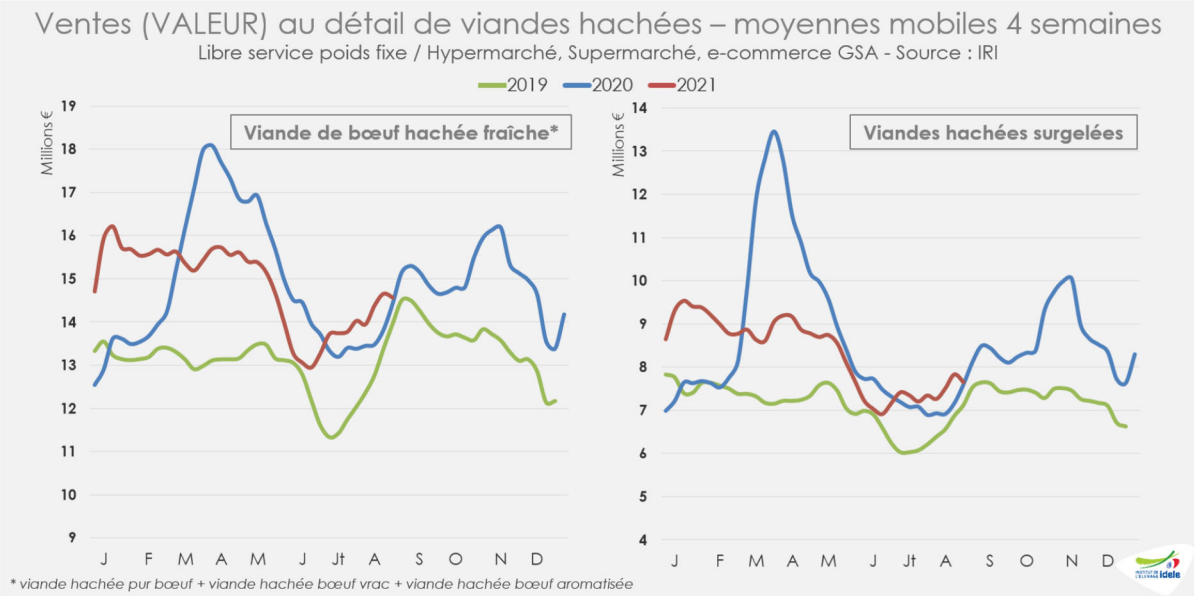
Après la baisse de juillet (-1% /2020), les ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) ont à nouveau reculé au mois d'août (-2%) d'après IRi. Début septembre (s.35) les ventes ont cependant été portées par une météo enfin clémente, comme en 2020 (= /2020 et +6% /2019). En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS ont été globalement stables par rapport à l'année dernière (= /2020 et +7% /2019).



Après plusieurs semaines plus difficiles, les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme de surgelés (dont les viandes congelées) ont rebondi entre les semaines 34 et 35 pour rejoindre des niveaux équivalents à ceux d'une année 2020 déjà exceptionnelle.



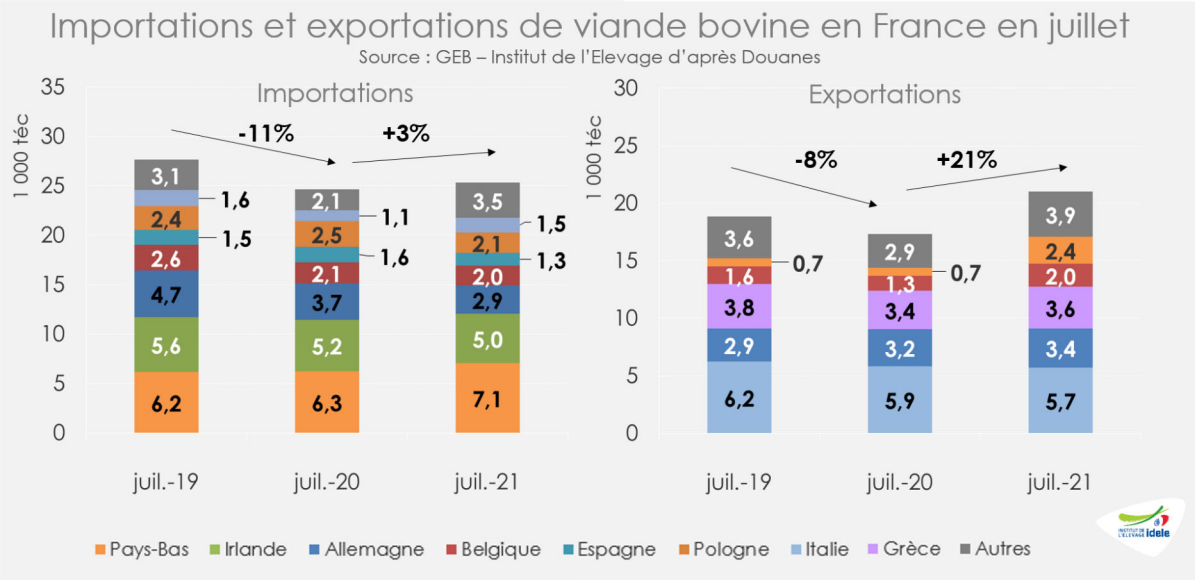
En parallèle, **les ventes de viandes hachées** ont à nouveau progressé en valeur au cœur d'un été où la météo a globalement été maussade sur l'Hexagone. Entre les semaines 31 et 34, les ventes de haché frais (+6% /2020 ; +9% /2019) comme de haché surgelé (+9% /2020 ; +14% /2019) continuaient d'être extrêmement dynamiques.



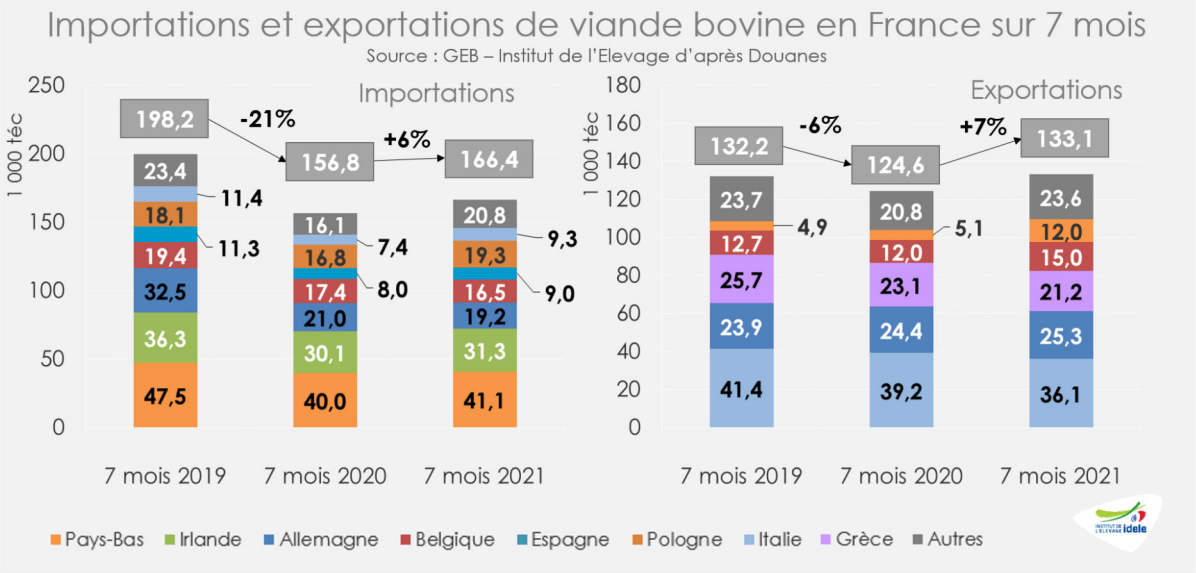
Nouvelle progression des échanges

A nouveau, le commerce extérieur français de viande bovine s'est redressé en juillet 2021 :

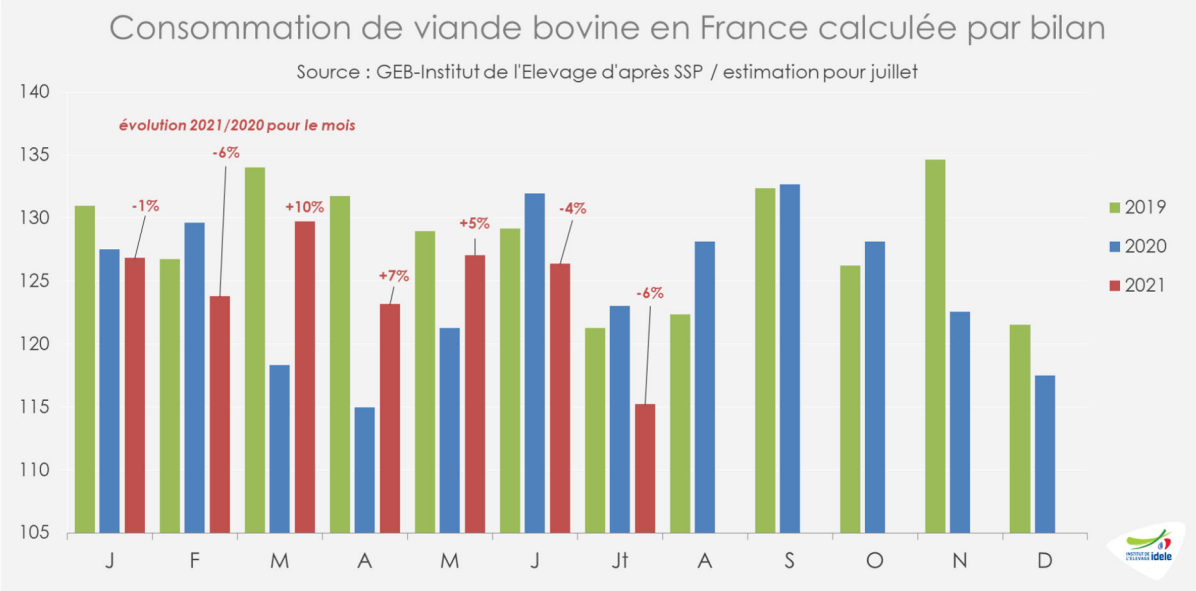
- Les **exportations** ont atteint 21 000 téc (+21% /2020 et +11% /2019). Parmi les principales destinations, seuls les envois vers l'Italie ont été en retrait à 5 700 téc (-2% /2020 et -8% /2019). A noter que les envois vers la Chine et Hong-Kong ont atteint 380 téc (x2,5 /2020).
- Les **importations** ont dépassé les 25 300 téc, niveau intermédiaire aux deux dernières années (+3% /2020 et -8% /2019). Les achats depuis les Pays-Bas ont notamment progressé à 7 100 téc (+13% / 2020 et +15% /2019).



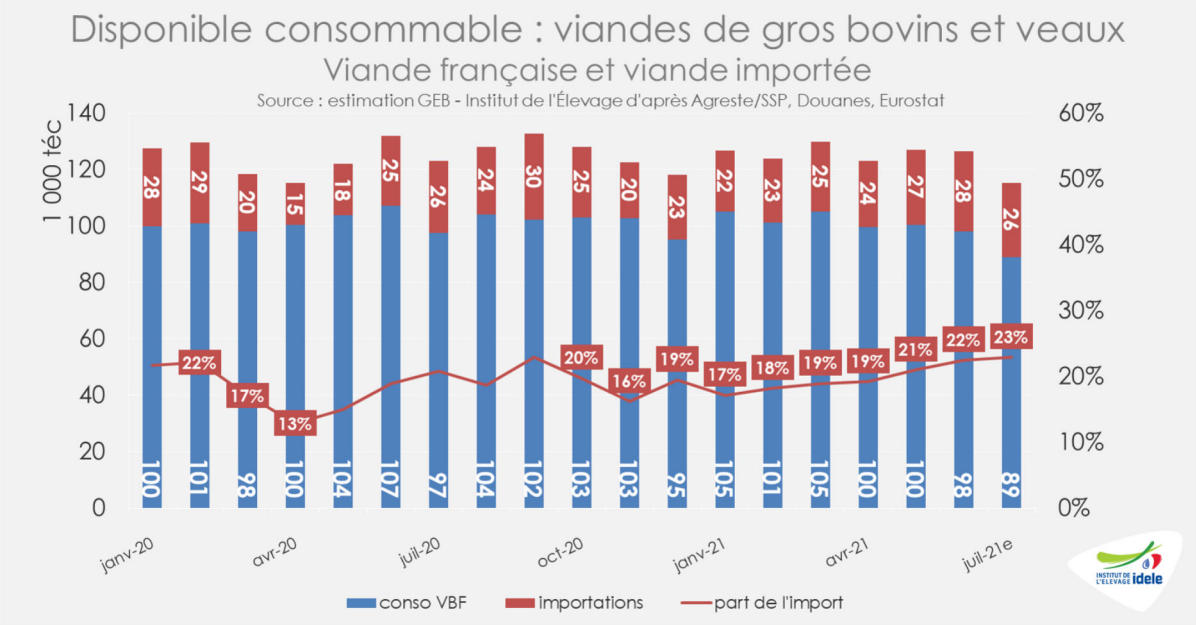
En cumul sur les sept premiers mois de 2021, les **exportations françaises de viande bovine** ont désormais dépassé le niveau d'avant pandémie avec 133 000 téc expédiées (+7% /2020 et +1% /2019). Les importations n'ont pas encore atteint le niveau d'avant pandémie : 166 000 téc ont été importées (+6% /2020, mais -16% /2019).



En juillet 2021, **la consommation calculée par bilan** a enregistré une baisse marquée, tombant à 115 200 téc (-6% /2020 et -5% /2019).



La consommation de viande bovine française (veau inclus) subit un retrait encore plus marqué en juillet dernier (-9% /2020), alors que la part des viandes importées dans les disponibilités totales a retrouvé un niveau similaire à celui de l'avant pandémie. **Sur les sept premiers mois de l'année, la consommation française de VBF est quasi stable à 702 000 téc (-1% /2020 et = /2019).**



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

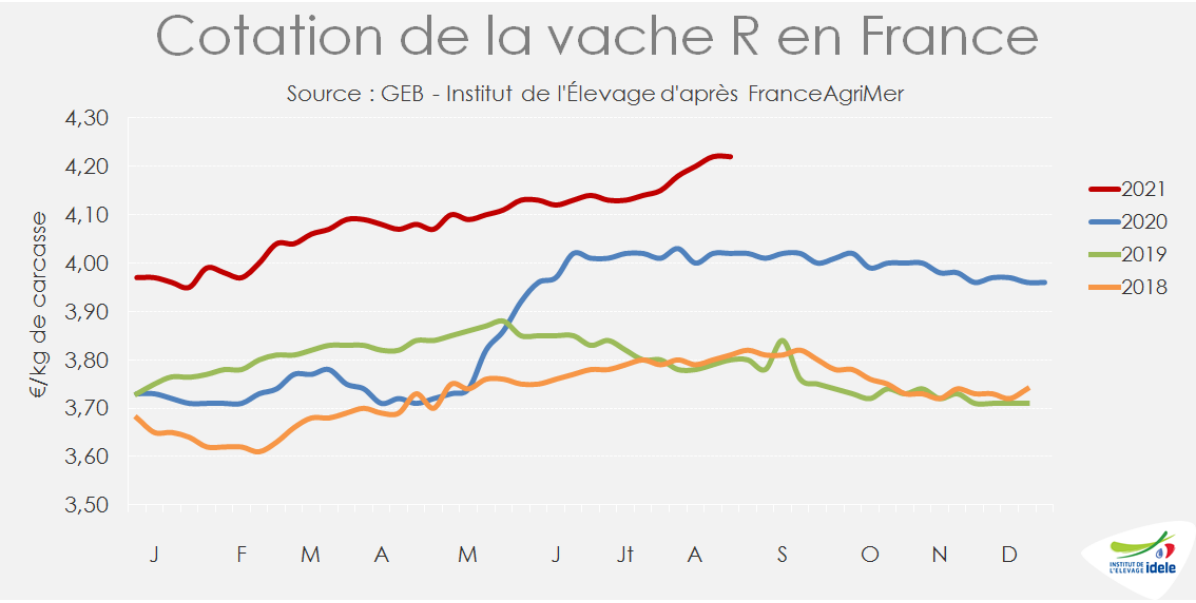
Prix en hausse, pour les vaches comme pour les JB

Dernière révision le 13 septembre 2021

Les prix des bovins finis continuent de grimper en France. Non seulement la bonne demande pour la viande française fait face à une offre en retrait, mais la viande importée se renchérit du fait de la pénurie sur le marché européen.

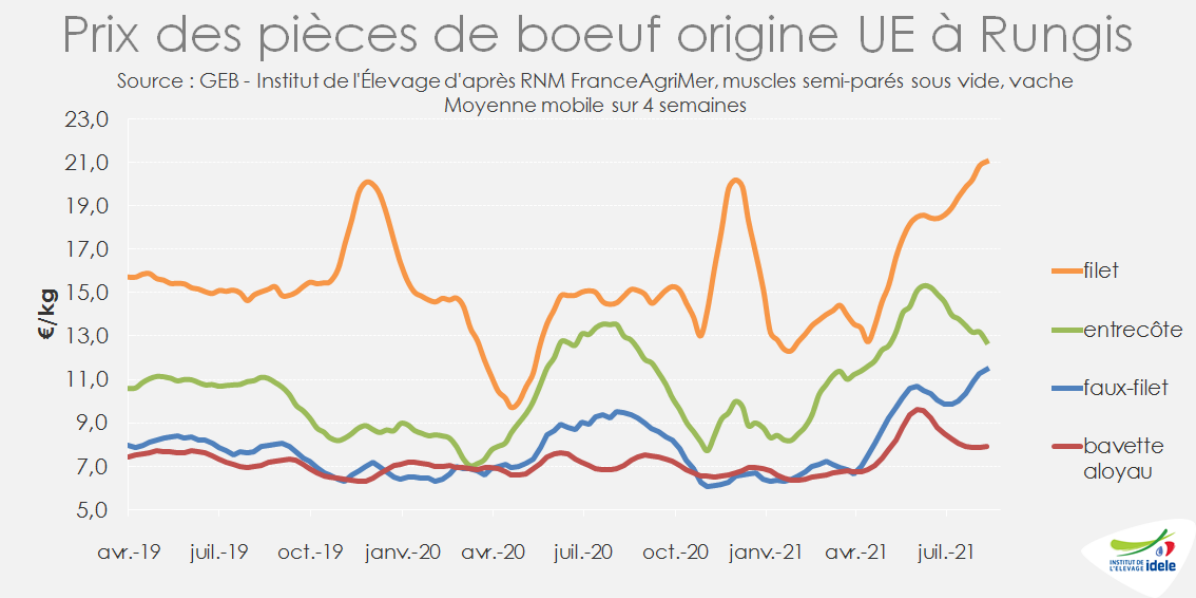
La vache R à 4,22 € fin août, la vache O à 3,53 €

La pénurie d'offre continue de soutenir les prix des femelles qui ont poursuivi leur progression pendant l'été. En semaine 35, la vache U cotait 4,81 €/kg (+5% /2020 et +10% /2019) et la vache R 4,22 €/kg (+5% /2020 et +13% /2019). Les cotations des vaches laitières ont progressé encore plus fortement sur les dernières semaines pour atteindre 3,83 €/kg pour la vache O (+11% /2020 ; +9% /2019) et 3,32 €/kg pour la vache P (+14% /2020 et +17% /2019).



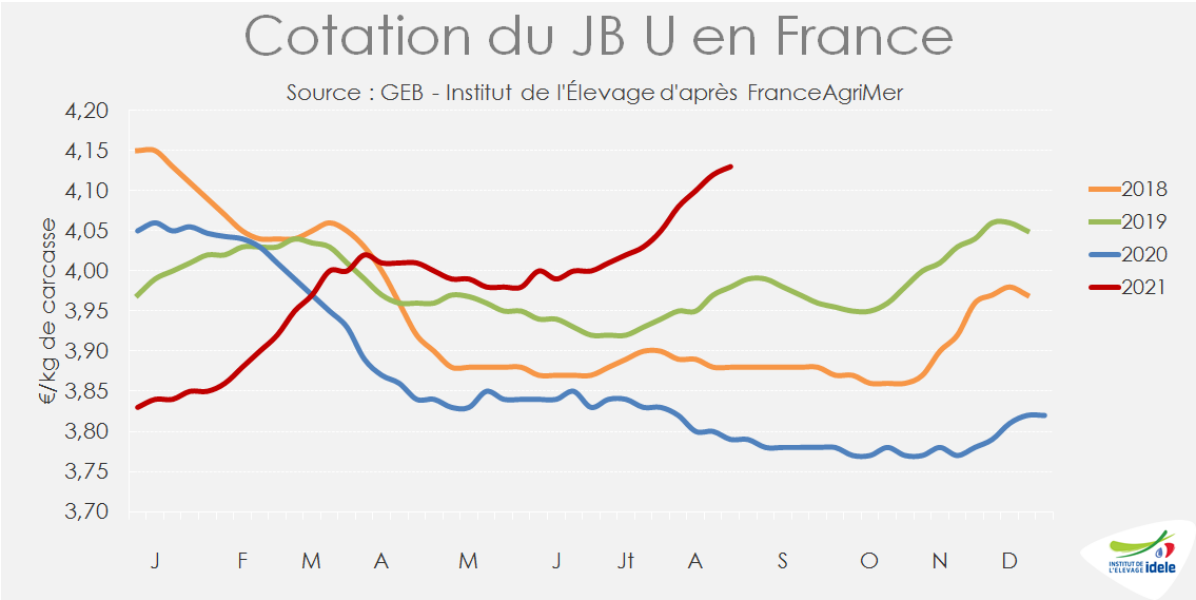
L'offre de femelles abattues en France est faible. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches laitières sur les semaines 28 à 35 étaient en fort recul (-6% /2020) et ceux de femelles de type viande étaient également réduits (-1% pour les vaches et -2% pour les génisses). Les abattages de bœufs ont poursuivi leur repli (-9% /2020).

Par ailleurs, l'offre européenne de viande de réforme est elle-même restreinte, avec des prix élevés (lire l'article sur les femelles en Europe). Ceci conduit à une forte revalorisation des pièces de bœuf importées, d'autant que la réouverture des restaurants dynamise la demande pour ces viandes. A titre d'exemple, la bavette d'aloyau origine UE sur le marché de Rungis était à 7,95 €/kg le 3 septembre (+9% /2020 et +13% /2019) le faux-filet origine UE à 11,60 €/kg (+17% /2020 et +51% /2019) et le filet origine UE à 21,85 €/kg (+37% /2020 et +35% /2019).



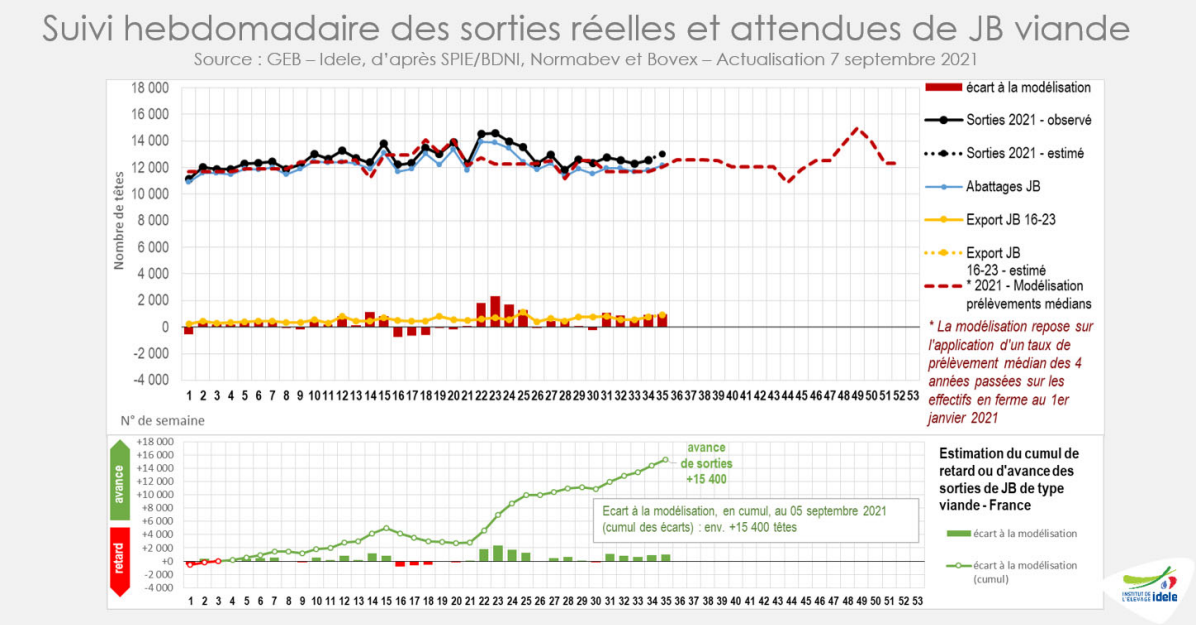
Marché fluide pour les JB, les prix grimpent

La hausse des cours des jeunes bovins, quasiment partout en Europe, participe à faire grimper les cours français. Le JB U a atteint 4,13 €/kg de carcasse fin août (+8% /2020 et +4% /2019), le JB R 3,95 €/kg (+9% /2020 et +5% /2019) et le JB O 3,48 €/kg (+9% /2020 et +9% /2019).



Les abattages sont dynamiques, tirés par la hausse de la demande. Selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de JB de type viande sur les semaines 28 à 35 étaient en hausse par rapport aux années précédentes (+3% /2020 et +8% /2019). L'âge moyen des animaux abattus était par ailleurs redescendu à son niveau de 2019, soit 13 jours de moins qu'en 2020.

Les sorties de JB viande depuis le début de l'année sont supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 5 septembre, l'avance de sorties cumulée depuis le début de l'année atteignait +15 400 têtes.



Les abattages de JB de type lait étaient toujours en net recul sur les semaines 28 à 35 (-7% /2020 et -10% /2019) en lien avec le déclin de cette production. Les animaux abattus était par ailleurs plus jeunes (-16 jours /2020 et -9 jours /2019) traduisant là encore des sorties anticipées par rapport aux années précédentes.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

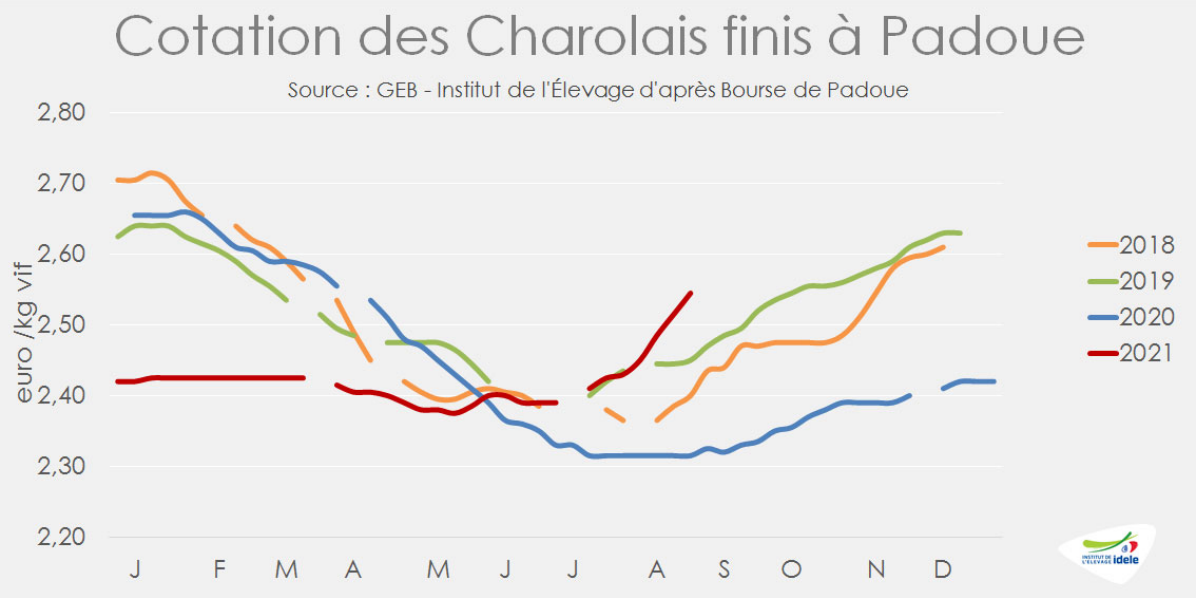
Les prix grimpent encore !

Dernière révision le 13 septembre 2021

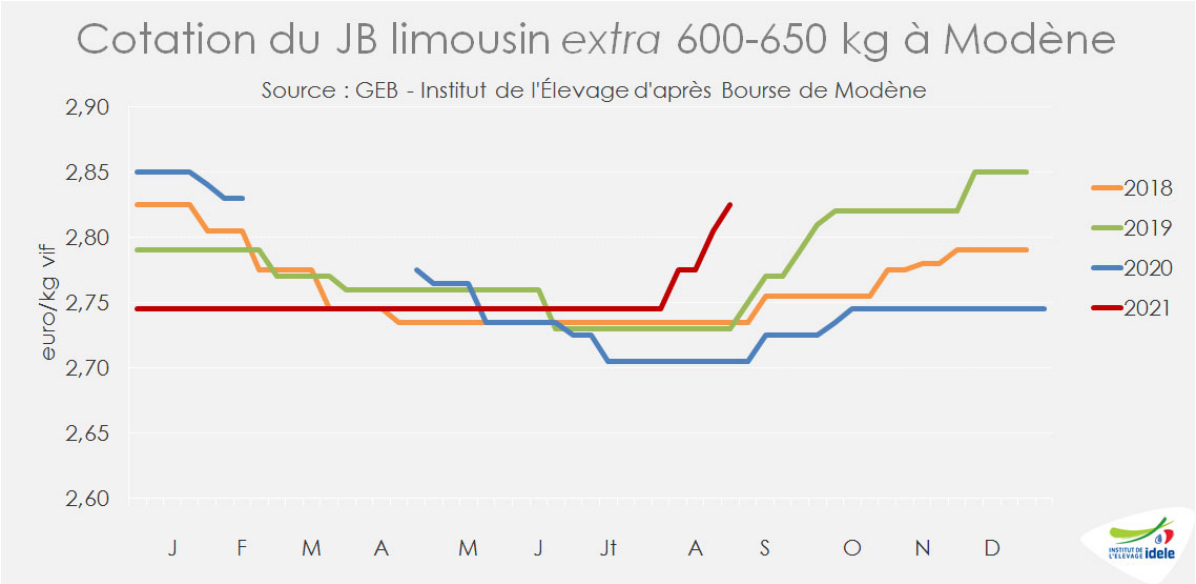
Les prix des jeunes bovins poursuivent leur progression, y compris depuis juillet en Italie où ils étaient restés au plancher plus longtemps qu'en Allemagne ou en Pologne.

ITALIE : hausse des cours

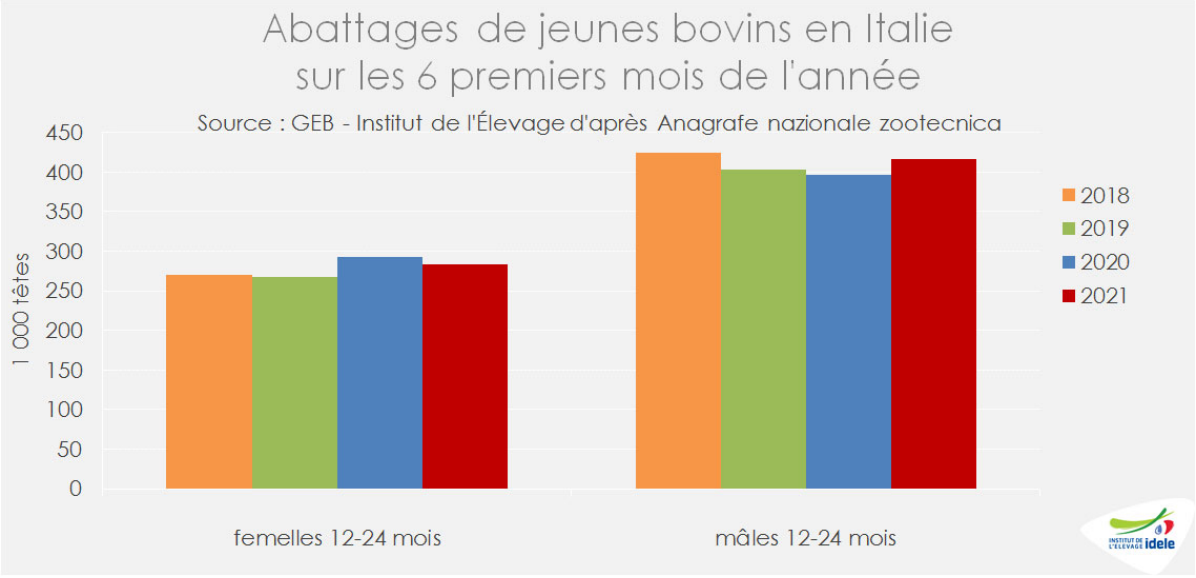
En **Italie**, les cotations des mâles charolais ont enregistré de belles remontées depuis de début de l'été. A la bourse le Modène, la cotation du Charolais « extra » a gagné 12 centimes /kg vif en 8 semaines pour atteindre 2,72 €/kg vif en semaine 35. Celle du Charolais « prima qualità » a gagné 13 centimes pour atteindre 2,61 €/kg vif. Ces deux nouvelles cotations ne sont pas comparables à la cotation précédente qui a été arrêtée en mai dernier. En revanche, la cotation de Padoue permet d'avoir un recul pluriannuel. Elle a progressé de 16 centimes en 8 semaines pour atteindre 2,55 €/kg vif en semaine 35, dépassant de +9% son niveau de 2020 et de +4% celui de 2019.



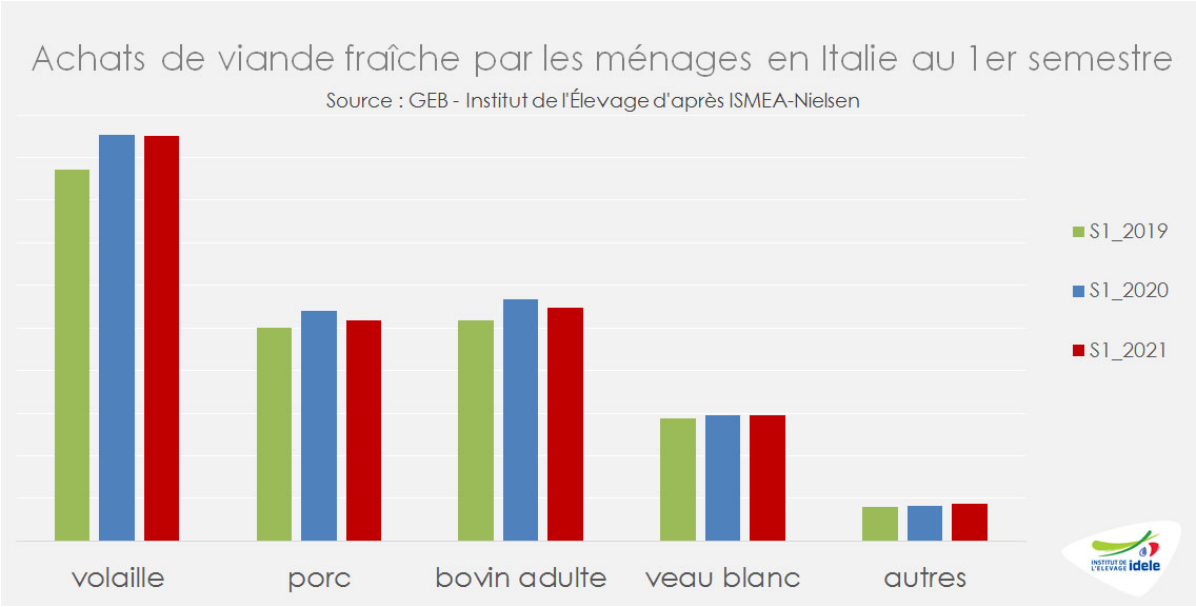
La cotation du mâle limousin extra à Modène, d'habitude « *flat* » durant l'été, est elle-aussi nettement haussière : elle a gagné 8 centimes en 8 semaines, à 2,83 €/kg vif en semaine 35 (+4% /2020 et +3% /2019).



La remontée des cours des JB mâles en Italie, plus tardive que dans les autres États membres, est probablement liée à une offre abondante au 1er semestre. De nombreux mâles avaient en effet été mis en place dans les ateliers italiens à partir de l'été 2020 quand les prix des broutards français avaient fortement chuté. Sur le 1er semestre 2021, 417 000 bovins mâles de 12 à 24 mois ont ainsi été abattus d'après la base de données sanitaires transalpine (+5% /2020 et +4% /2019). Ils s'ajoutaient à 284 000 femelles du même âge (-3% /2020 mais +6% /2019), totalisant 701 000 jeunes bovins des 2 sexes (+2% /2020 et +4% /2019).

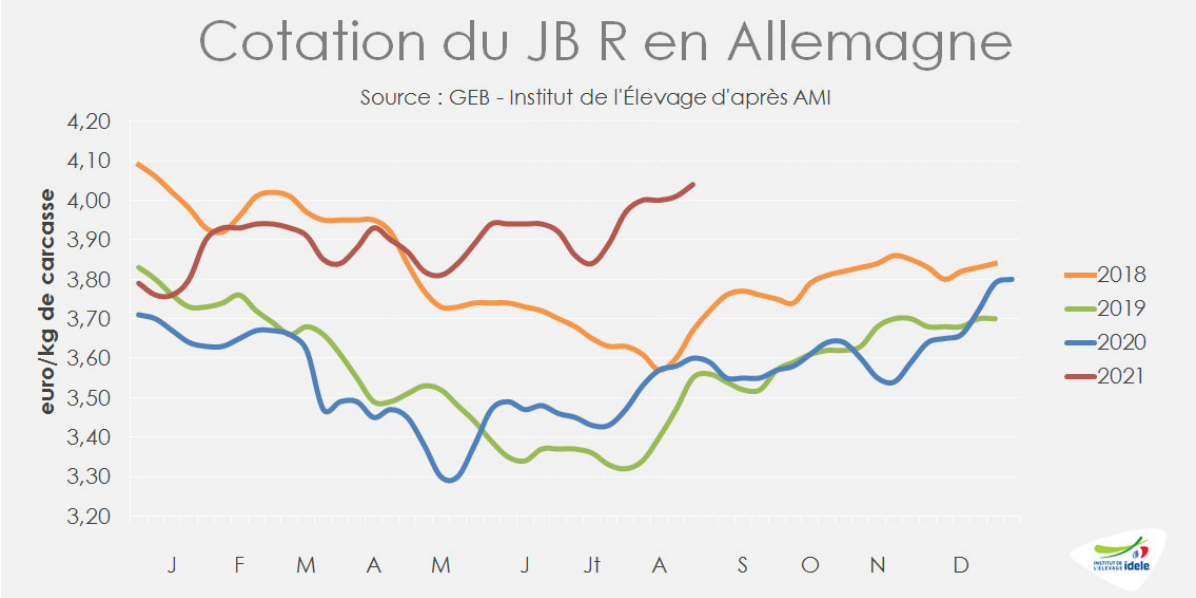


Avec des restrictions sur la restauration un peu moins fortes qu'en 2020, les achats de viande bovine par les ménages italiens au 1er semestre ont été moins dynamiques qu'au 1er semestre 2020 (-4%) mais sont restés très supérieurs à 2019 (+6%). C'est une meilleure performance que pour la viande de porc (+4% /2019) mais moins bonne que pour la volaille (+9% /2019).



ALLEMAGNE : le prix du JB s'envole

En **Allemagne**, les cours des jeunes bovins ont gagné +7 à 9 centimes en 1 mois. Le JB U cotait 4,10 €/kg de carcasse en semaine 34 (+13% /2020 et +14% /2019), le JB R 4,04 €/kg (+12% /2020 et +14% /2019) et le JB O 3,83 €/kg (+15% /2020 et +17% /2019).

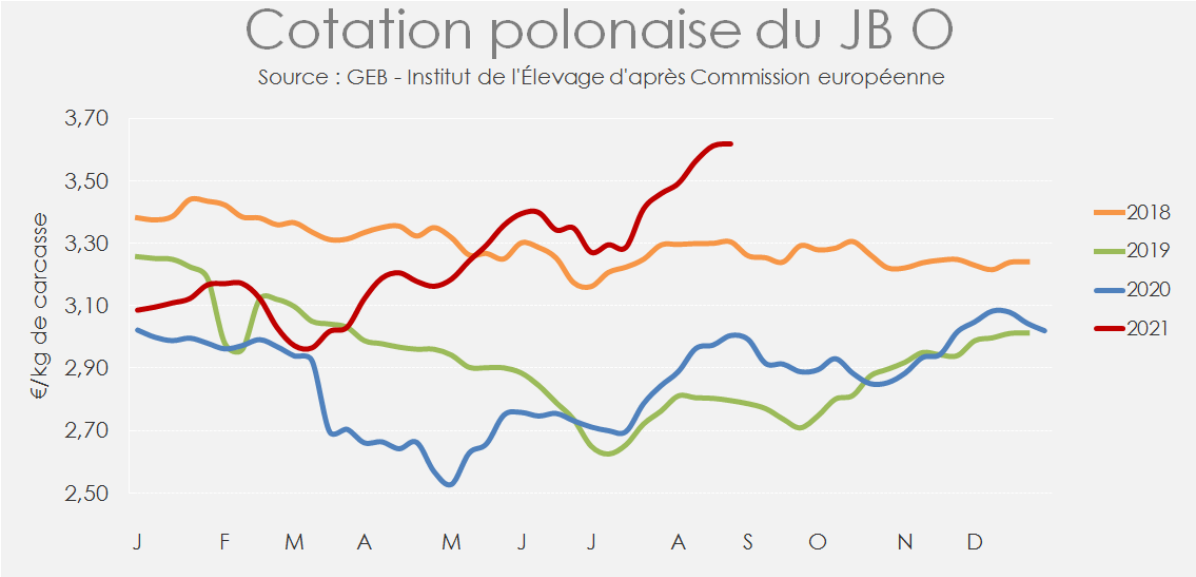


Sur les 8 semaines 27 à 34, les abattages de taurillons étaient stables par rapport à 2020, mais en recul de -4% /2019 selon l'indicateur hebdomadaire AMI. L'offre outre-Rhin est en forte baisse : l'enquête cheptel de mai dernier recensait 820 000 bovins mâles de 1 à 2 ans (-4,4% /2020), témoignant du déclin structurel de l'engraissement.

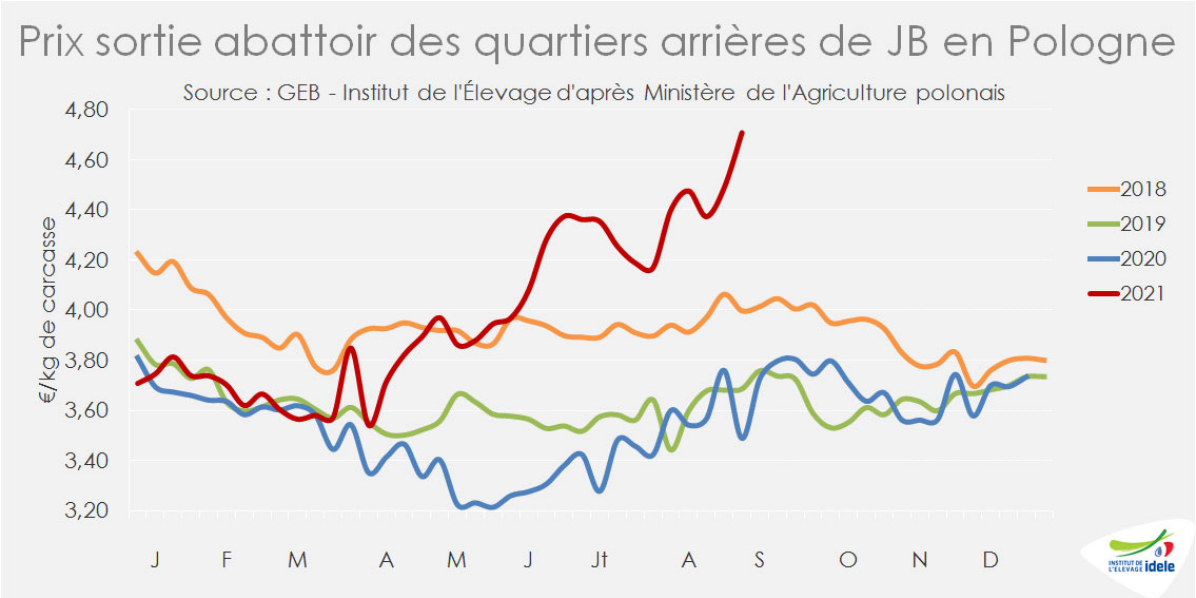
La consommation dynamique contribue également à tirer les prix. Les achats des ménages de viande bovine sur les 7 premiers mois de l'année étaient en hausse de +4% /2020 en volume et de +5% en valeur (pour plus de détails lire l'article sur les femelles en Europe).

POLOGNE : jusqu'où monteront les prix ?

En **Pologne**, le manque d'offre face à la reprise de la demande pour la restauration partout en Europe tire les prix à la hausse. Le JB O cotait ainsi 3,62 €/kg de carcasse en semaine 35 (+20% /2020, +29% /2019 et même +9% /2018).



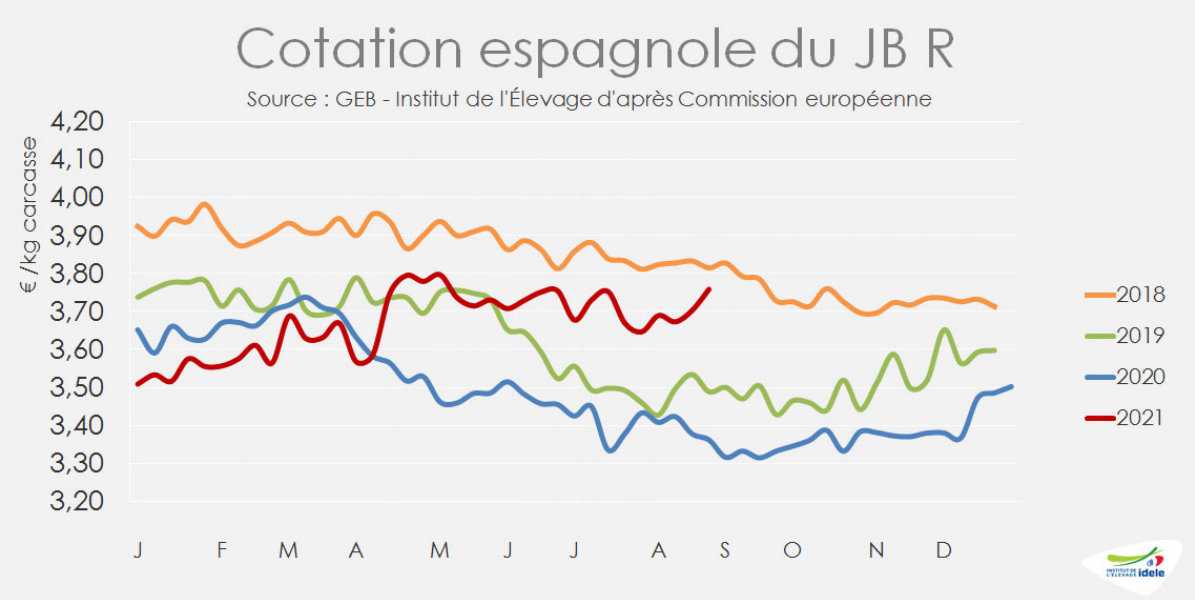
Les quartiers arrières, dont certaines pièces sont particulièrement demandées en restauration commerciale, ont vu leur prix flamber à partir de mi-mai et la hausse ne semble pas près de s'arrêter. D'après les données du ministère de l'Agriculture polonais, le prix moyen sortie abattoir d'un quartier arrière de JB s'établissait à 4,71 € en semaine 35 (+35% /2020, +28% /2019 et +16% /2018).



Après 15 ans de croissance ininterrompue, la production polonaise plafonne. Au premier semestre 2021, les abattages de bovins ont totalisé 277 000 tonnes équivalent carcasse (= /2020, +2% /2019 et -3% /2018). Pour rappel, 2019 avait été marquée par une crise sanitaire qui avaient conduit à un décalage des abattages sur le 2nd semestre.

ESPAGNE : les prix remontent mais l'offre reste abondante

En **Espagne**, la cotation du JB R est remontée à 3,76 €/kg de carcasse en semaine 35 (+12% /2020, +8% /2019). Cette remontée des cours est bienvenue pour les engraisseurs espagnols, très dépendants de l'achat d'aliment, et donc confrontés à une très forte hausse de leurs coûts de production.



Au 1er semestre, les abattages de bovins mâles et femelles de 8 à 24 mois ont totalisé 288 000 tonnes équivalent carcasse (+7% /2020, +5% /2019 et même +9% /2018, année durant laquelle les Espagnols envoyaient encore de nombreux bovins finis vers la Turquie).

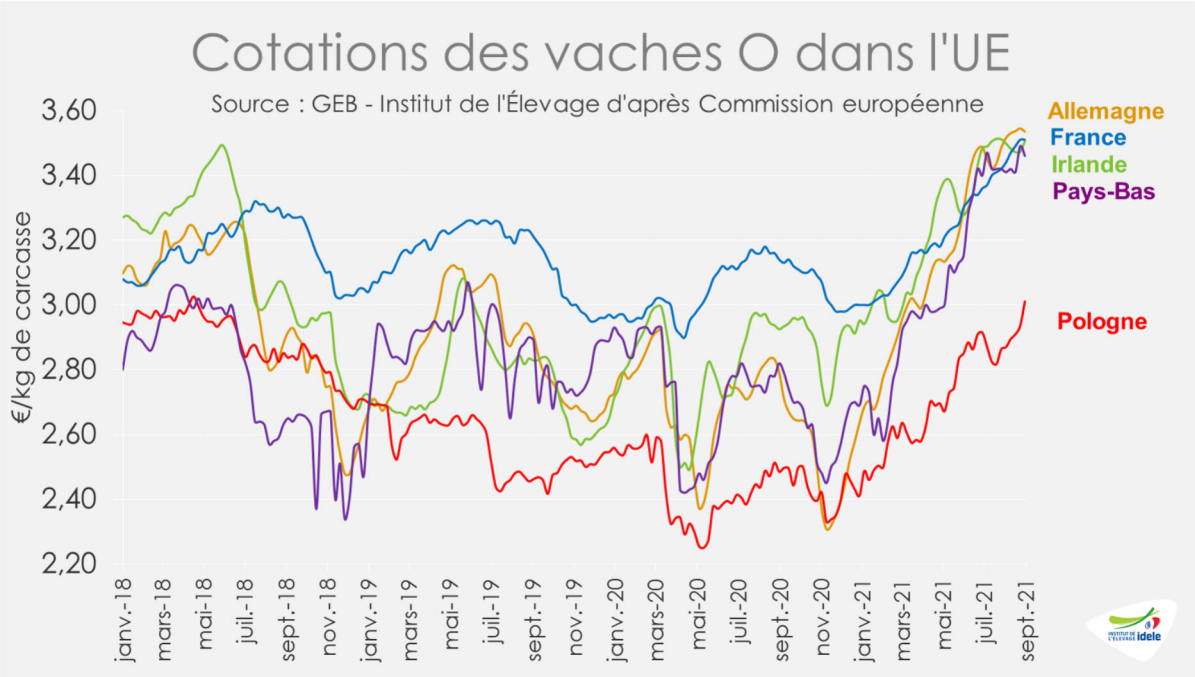
Fin août, les opérateurs espagnols espéraient un allègement du marché grâce au redémarrage des exportations de bovins vivants vers le pourtour méditerranéen, des bateaux étant prêts à partir pour la Libye et le Liban notamment.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours des réformes toujours au plus haut

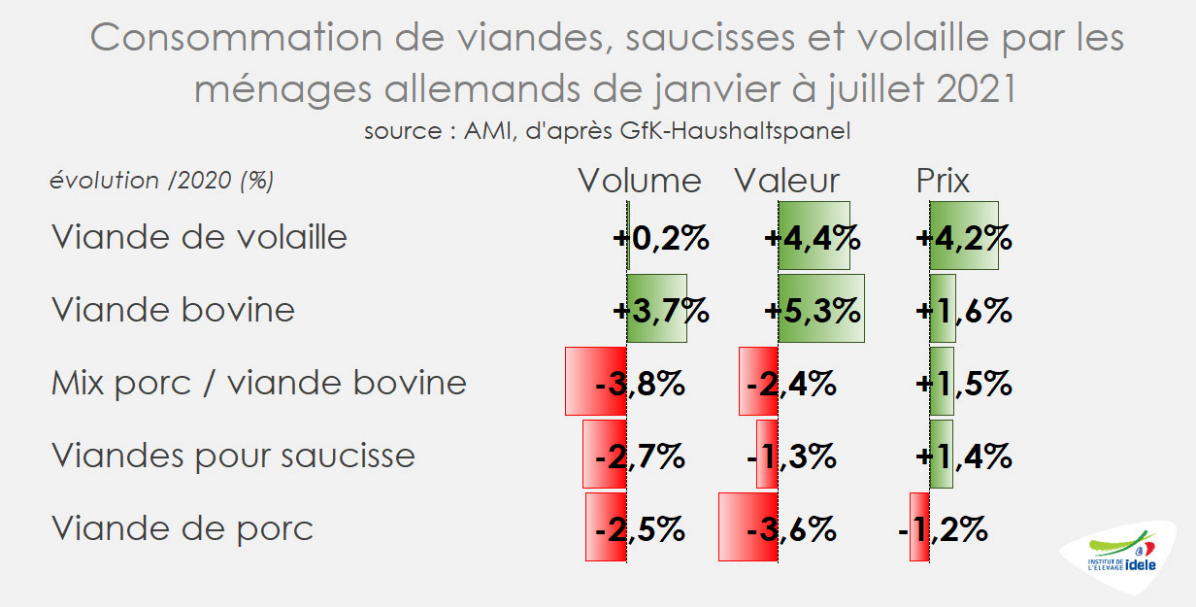
Dernière révision le 13 septembre 2021

Partout en Europe, les cours des réformes restent au plus haut alors que l'offre reste globalement contenue. La campagne fourragère a été cependant plus hétérogène : de plutôt favorable dans l'Ouest de l'UE (France, Irlande, Sud de l'Allemagne…) à plus mitigée au Sud et dans le Nord et l'Est de l'Europe (Italie, Nord de la Pologne…).

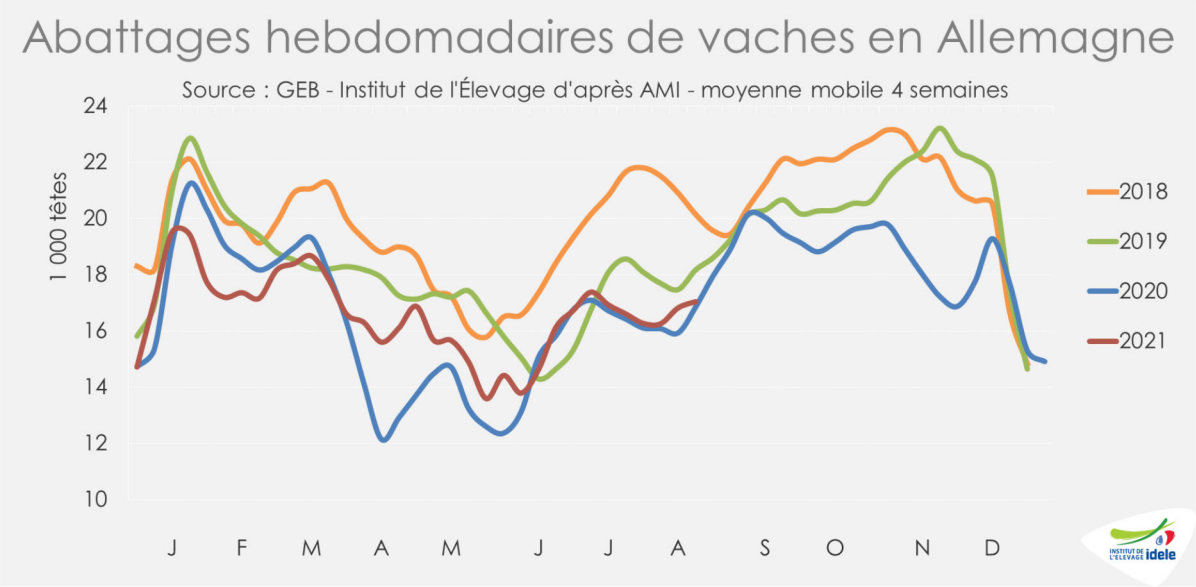


ALLEMAGNE : les cotations des femelles toujours en hausse

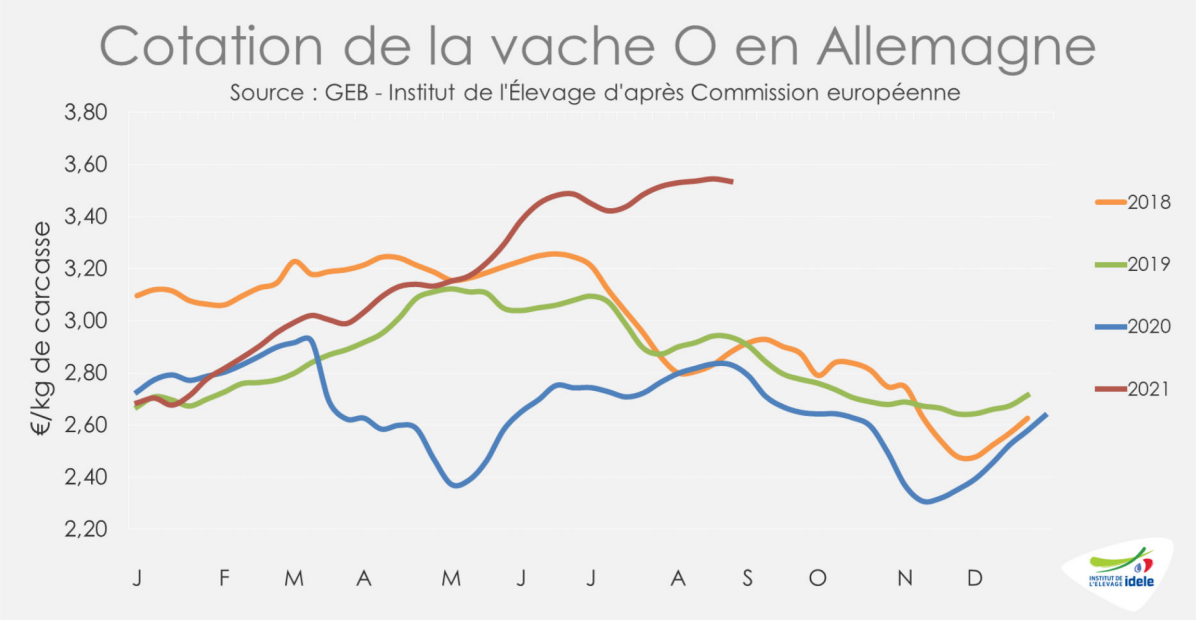
En **Allemagne**, malgré la levée progressive des restrictions sur la RHD, les ventes au détail de viande bovine sont restées en progression sur les sept premiers mois de 2021 (+4% /2020). Le bilan est moins flatteur pour l'ensemble des ventes de viande, incluant saucisses et volaille (-2%). La consommation de viande hachée mélangée, très demandée en début de confinement en 2020, est désormais en retrait (-4%). D'après AMI, le report de consommation vers le détail a flanché à partir de la mi-mai avec la réouverture des terrasses. Les départs en vacances au début de l'été ont aussi limité les ventes au détail.



Actuellement, l'offre en ferme de femelles de réforme reste limitée. Sur les quatre dernières semaines connues (s.31 à 34), les abattages de vaches sont restés bien inférieurs aux niveaux d'avant pandémie (+1% /2020, mais -6% /2019 et –15% /2018).



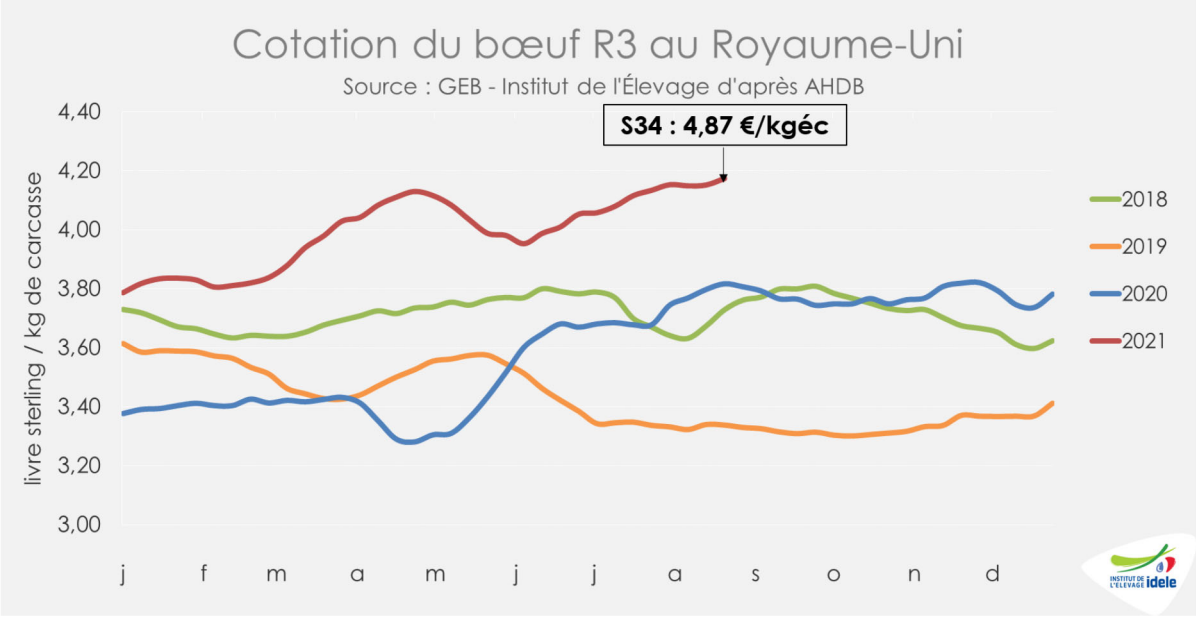
Les prix des vaches sont à la hausse depuis le début de l'année et ont atteint fin août des niveaux record. La vache O cotait 3,54 €/kg de carcasse en semaine 35 (+25% /2020 et +20% /2019), soit +90 centimes depuis le début de l'année.



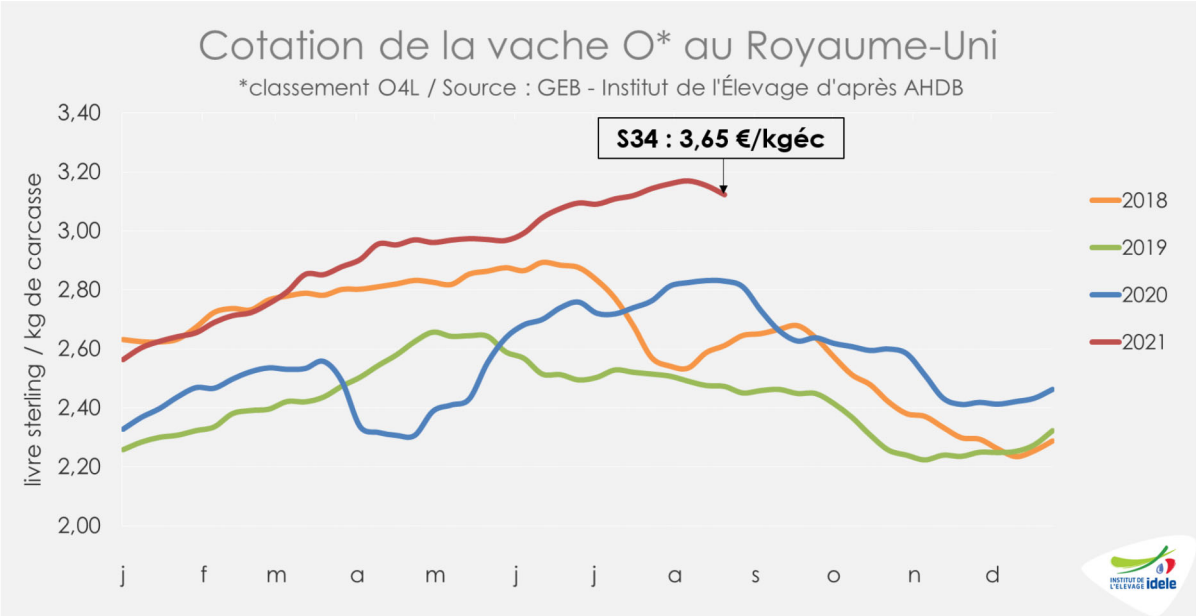
Selon AMI, la demande en réforme pourrait être à nouveau limitée à la rentrée. Mais l'offre en ferme devrait rester faible.

ROYAUME-UNI : les cotations au plus haut pour toutes les catégories

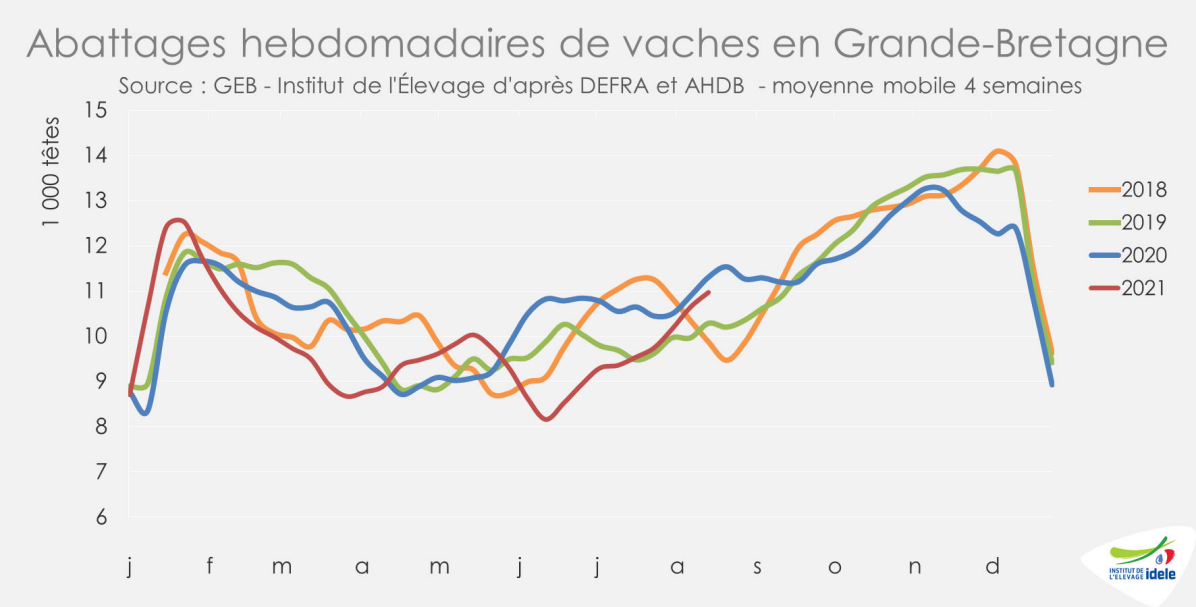
Au **Royaume-Uni**, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») ont poursuivi leur hausse. Si les achats au détail ont reflué comparés à une année 2020 atypique (-9% /2020 en volume sur les semaines 20 à 31), la levée des restrictions notamment en restauration a globalement soutenu la demande. Ainsi, la cotation du bœuf R3 atteignait 4,17 £/kg de carcasse en semaine 34 (+9% /2020 et +25% /2019), soit 4,87 €/kg de carcasse, un sommet !



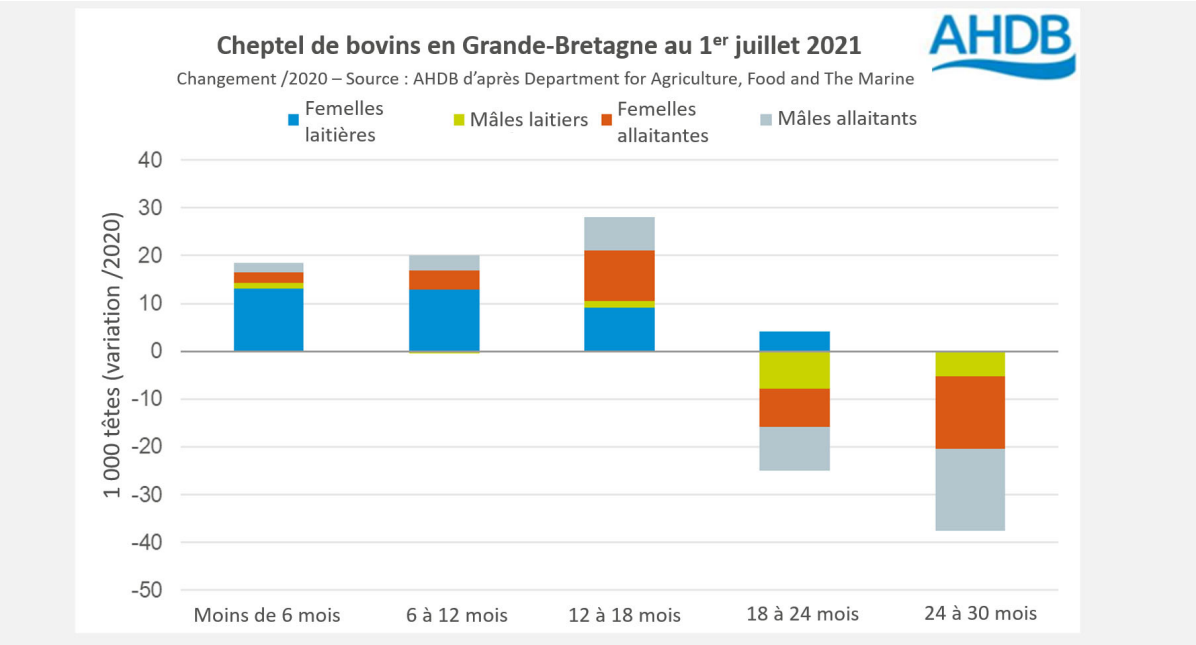
En revanche, les cotations des réformes ont entamé un léger reflux même si elles se maintiennent à des niveaux record. Le cours de la vache O a perdu 4 pence en un mois à 3,12 £/kg de carcasse en semaine 34, niveau qui demeure cependant très élevé (+10% /2020 et +26% /2019). En euros, cela équivaut à 3,65 €/kg.



Le niveau des abattages s'est en effet récemment étoffé. Les abattages de vaches sont toujours en baisse d'une année sur l'autre (-3% /2020), mais ont rebondi de +7% /2019 sur les quatre dernières semaines connues (s.31 à 34).

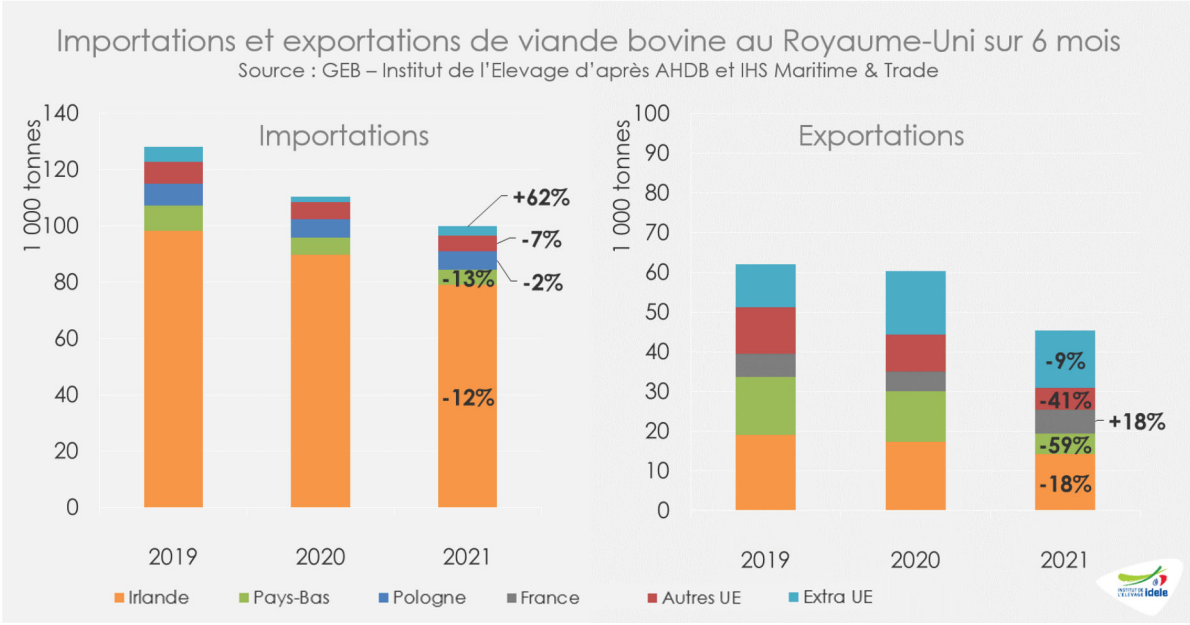


L'offre en ferme devrait cependant rester globalement limitée à court terme. La décapitalisation se poursuit. Le cheptel de bovins en Grande-Bretagne est passé sous les 8 millions de têtes le 1er juillet dernier (-1% /2020). Le cheptel reproducteur dépassait à peine 2,8 millions de têtes (- 31 000 vaches et génisses >30 mois pour le cheptel allaitant, idem pour le cheptel laitier). Et les disponibilités à court terme en « *prime cattle* » (mâles laitiers et bovins allaitants des deux sexes âgés de 12 à 30 mois) ont diminué de -2% (-41 000 têtes) pour s'établir à 1,73 million de têtes.



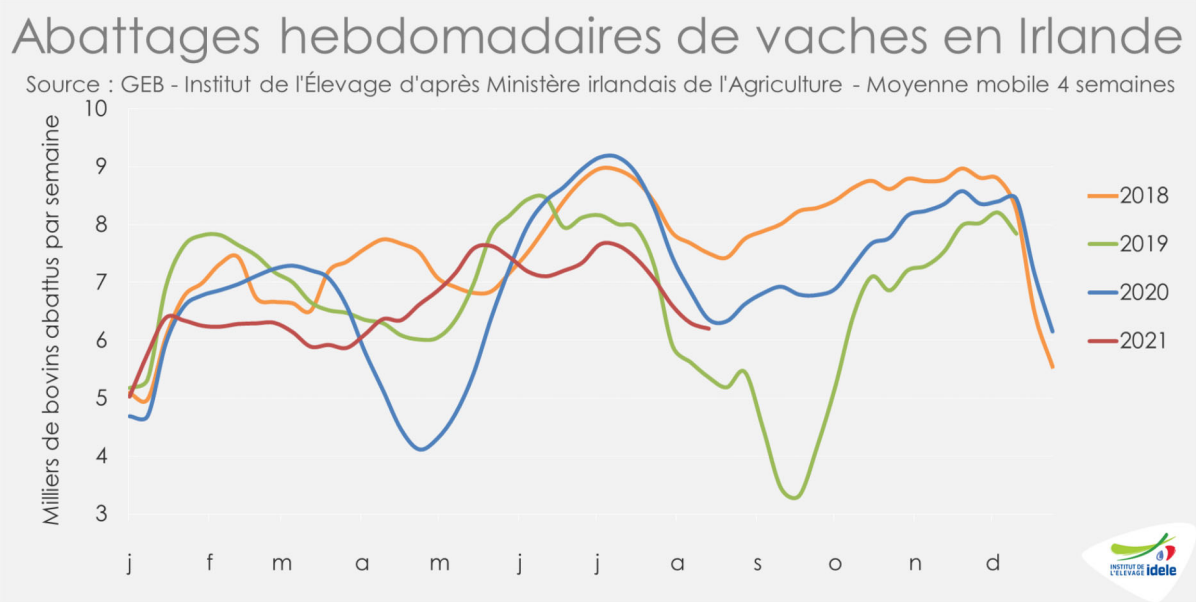
En parallèle, le commerce extérieur de viande bovine a commencé à se redresser après un début d'année compliqué. Les exportations britanniques de viande bovine réfrigérée et congelée ont progressé en juin à 9 700 tonnes (+4% /2020). Dans le même temps, les importations ont atteint 20 900 tonnes (+9%). D'après AHDB, la baisse de la production et la réouverture des restaurants pourraient faire augmenter la demande à l'import. Les prix domestiques particulièrement élevés pourraient jouer en ce sens, même si les prix progressent également dans l'UE-27.

Sur l'ensemble du 1er semestre 2021, les échanges britanniques ont été nettement réduits : 100 000 tonnes ont été importées (-10% /2020) et 45 000 tonnes ont été exportées (-25%).

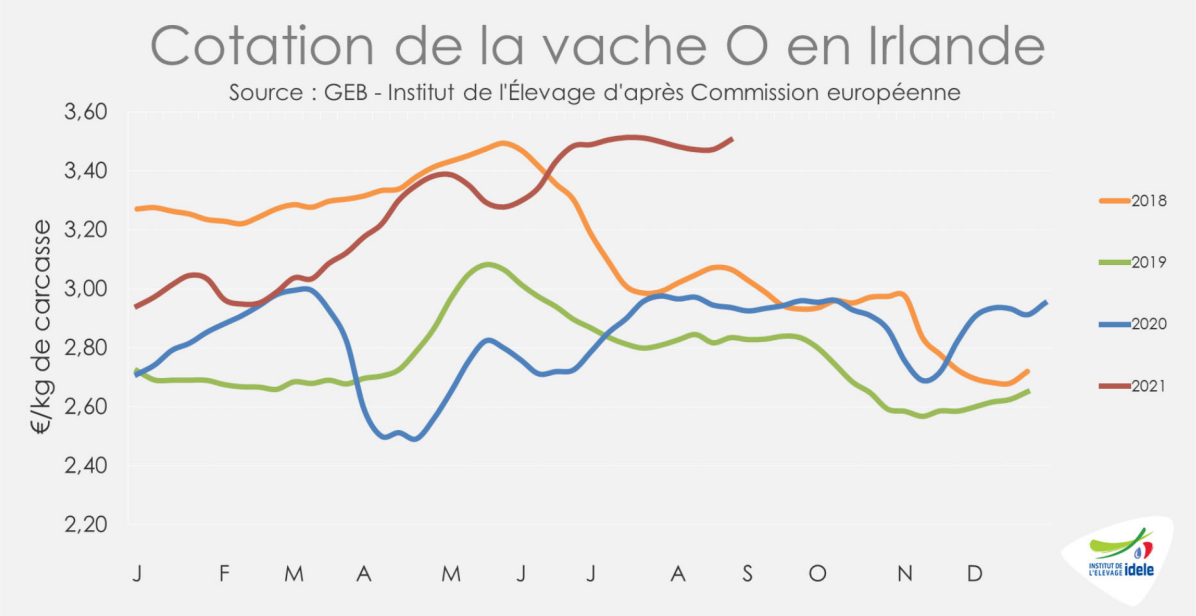


IRLANDE : un marché toujours soutenu

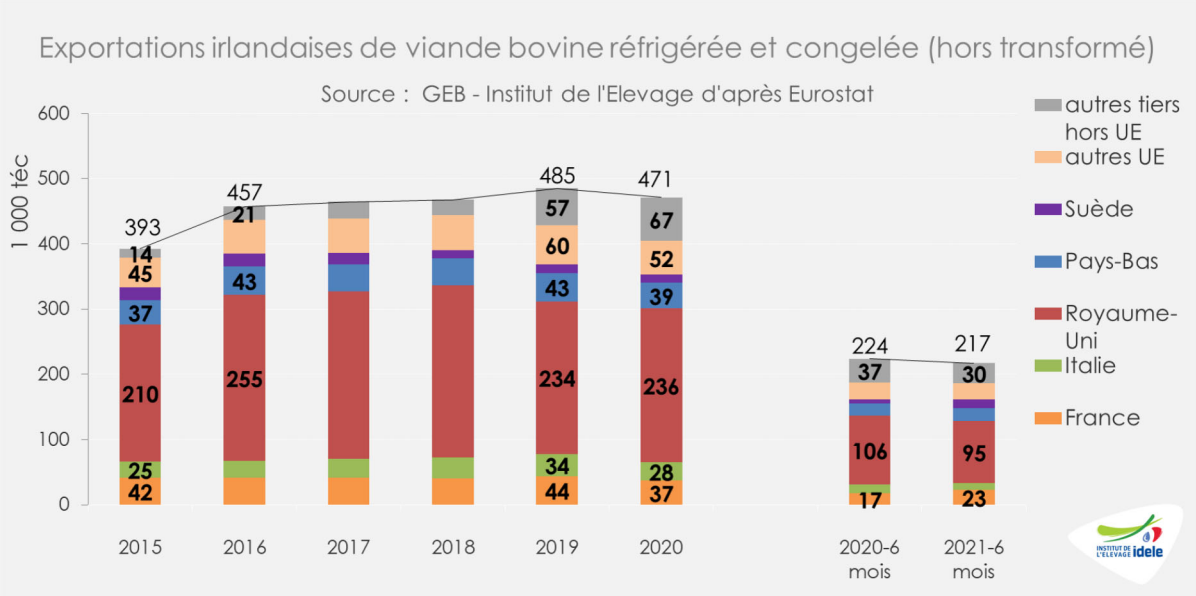
En **Irlande**, les abattages de gros bovins ont été récemment plutôt limités dans les abattoirs agréés pour l'export (-2% /2020 d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais sur les semaines 31 à 34). Ceux de « *Prime Cattle* » ont suivi la même tendance, en baisse de -2% par rapport au niveau de 2020, mais en hausse de +3% par rapport au niveau de 2019, marqué alors par une grève d'approvisionnement des abattoirs. C'est également le cas pour les abattages de réformes (-2% /2020 et +16% /2019).



Avec des disponibilités limitées, le cours de la vache O oscillait à un niveau élevé : 3,51 €/kg de carcasse en semaine 35 (+19% /2020 et +24% /2019).

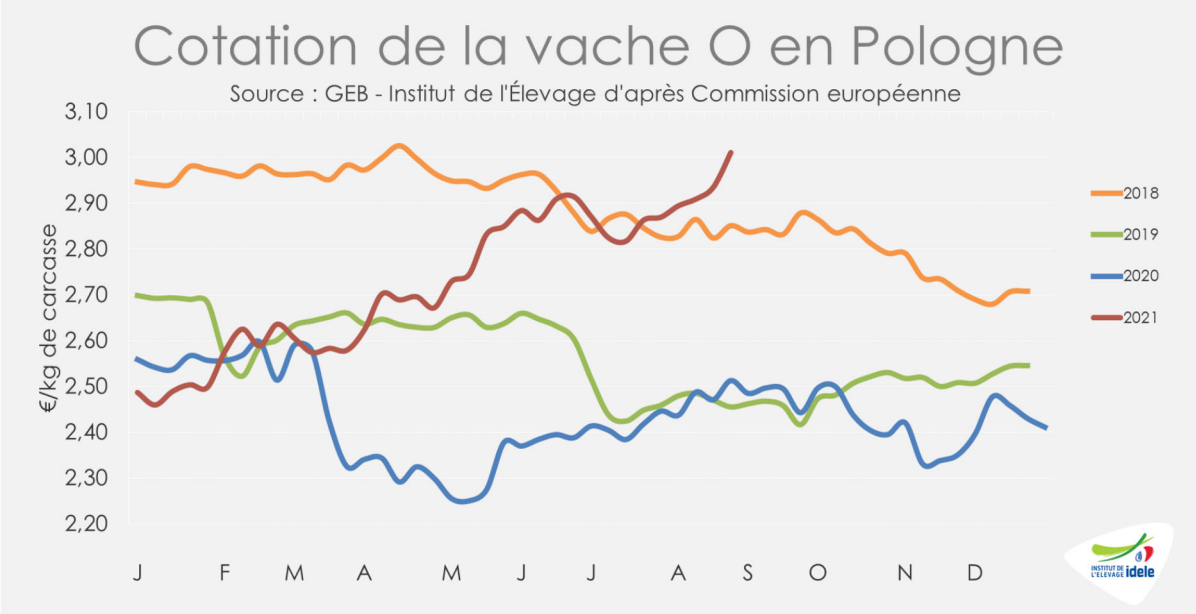


Après un début d'année 2021 encore perturbé par la pandémie, les exportations irlandaises de viande bovine se sont très partiellement redressées grâce aux réouvertures progressives dans le secteur de la restauration en Europe. Avec 217 000 téc expédiées sur le 1er semestre 2021, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée restent cependant inférieures à leur niveau de 2020 (-3% /2020 et -11% /2019). Le Royaume-Uni reste la principale destination de la viande irlandaise, mais les envois n'ont atteint que 95 000 téc sur la période (-11% /2020 et -21% /2019). Si les envois n'ont pas progressé notamment vers les autres pays tiers, ceux vers la France sont à nouveau en hausse, à 23 000 téc (+30% /2020 et +5% /2019)

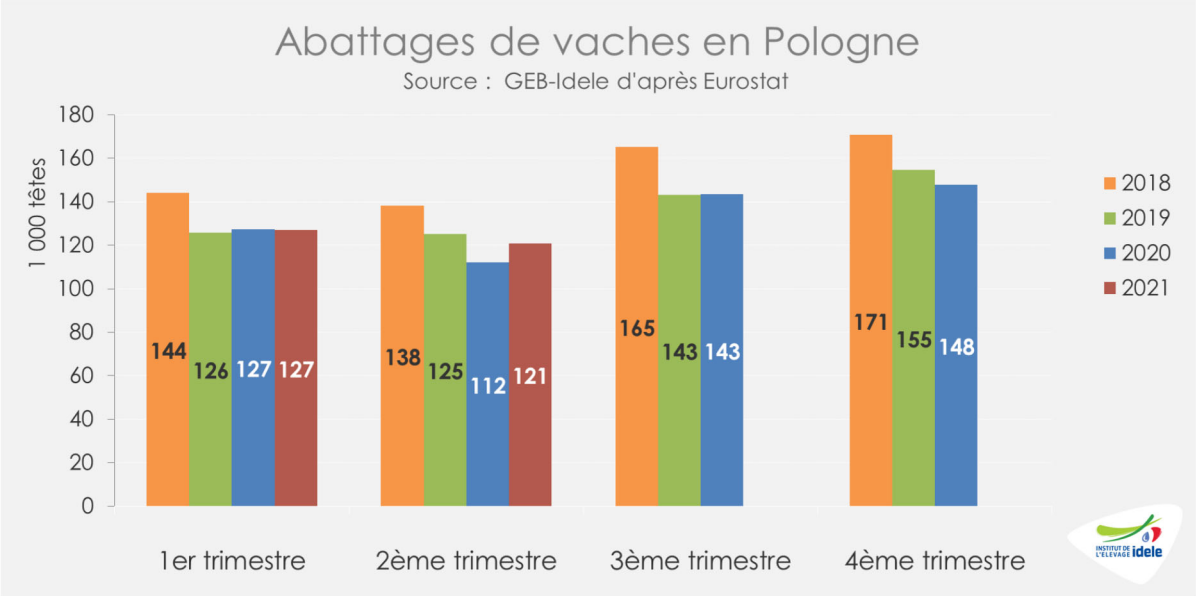


POLOGNE les cotations poursuivent leur hausse

Le marché polonais des réformes continue d'être tiré par la réouverture de la restauration partout en Europe. Comme ailleurs en Europe continentale, l'évolution de la cotation de la vache O polonaise est donc restée orientée à la hausse. En semaine 35, elle s'établissait à 3,01 €/kg de carcasse (+20% /2020 et +23% /2019), soit 14 centimes de plus en un mois (+5%).



Sur le 1er semestre 2021, les abattages de bovins en Pologne ont été plutôt limités alors que la dernière enquête cheptel de décembre 2020 faisait état d'un recul des disponibilités. En 6 mois, les abattages de vaches de réforme ont atteint 248 000 têtes (+4% /2020 et -1% /2019).



Viandes bovines » Maigre »

Les prix à contre-saison

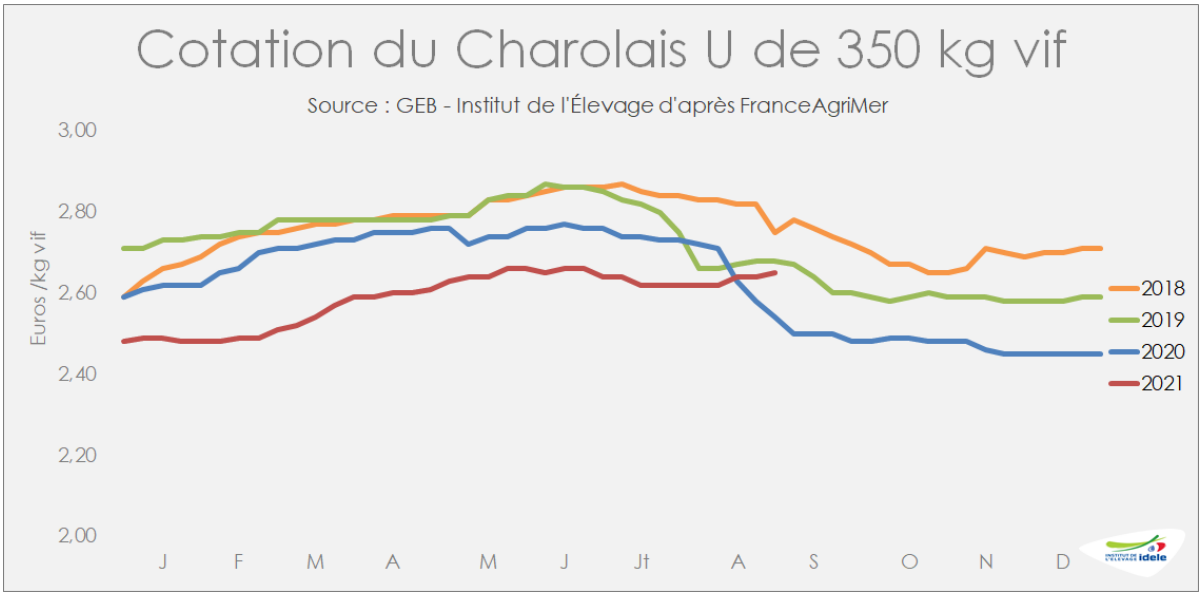
Dernière révision le 13 septembre 2021

Après s'être repliées en juin, les cotations des broutards mâles se sont stabilisées mi-juillet et ont commencé à rebondir fin août. L'été pluvieux et les bonnes récoltes de fourrages ne pressent pas les sorties, tandis que les hausses des cours des JB finis en France et en Europe ont stimulé la demande. Avec un cheptel mère en recul, les naissances se contractent encore.

Les cotations ont résisté à la baisse saisonnière

Les cotations des broutards mâles sont restées stables de la mi-juillet à la fin août, repassant au-dessus des niveaux bas de la fin de l'été 2020, sans parvenir à rejoindre les niveaux de 2019. Fin août sur les marchés, l'ambiance était au manque de broutards par rapport à la demande française et italienne, encouragée par la hausse du prix du JB en Europe.

Pour la première fois depuis 4 ans, la saison fourragère a été bonne à très bonne sur l'ensemble de l'Hexagone. Du coup, il n'y a pas d'urgence à décharger les prairies. Le prix du Charolais U 350 kg a rebondi durant la 2nd quinzaine d'août à 2,65 €/kg vif en s35 (+11 cts /2020 ou +4% /2020 et -1% /2019). Cependant, ce rebond reste loin de traduire la hausse du prix du JB U !



Après avoir stoppé sa baisse au 14 juillet, le prix du Charolais U 450 kg stagnait à 2,49 €/kg en s35, croisant la courbe de 2020 (+10 cts /2020 ou +4% /2020 et -2% /2019).

Les cours du Limousin E de 350 kg et du croisé R de 300 kg ont suivi les mêmes évolutions, cotant respectivement à 2,74 €/kg vif en s35 (= /2020 et -6% /2019) et à 2,41 €/kg pour le croisé R (-1% /2020 et -8% /2019).

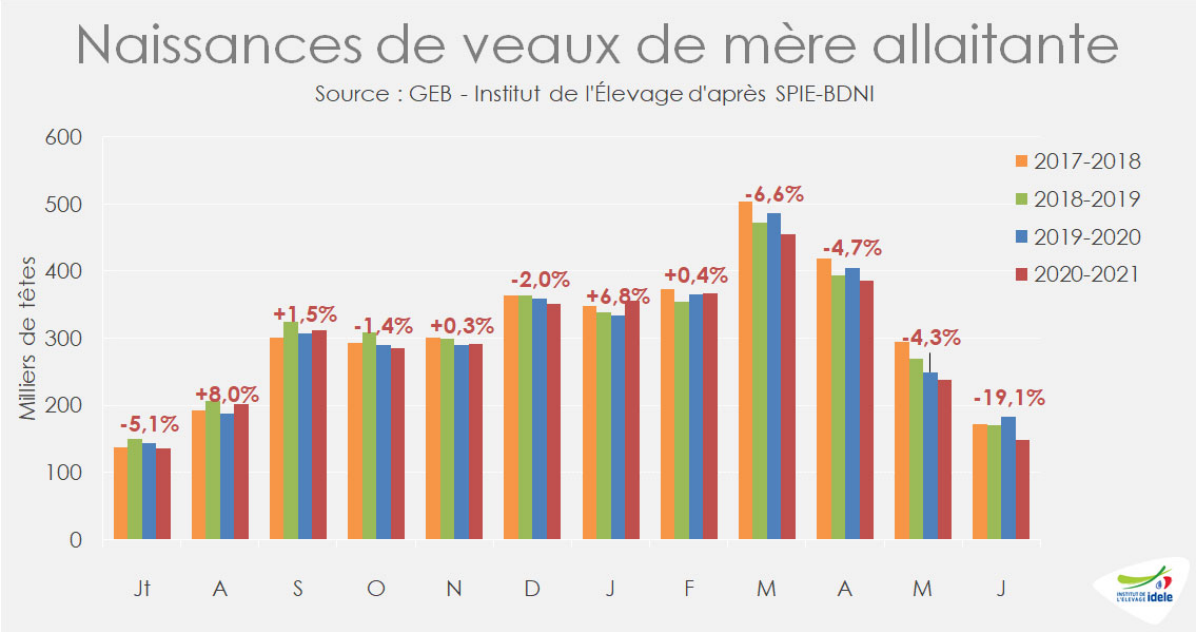
Les cotations des femelles sont restées stables. En s35, le prix de la Limousine E de 270 kg était de 2,82 €/kg vif (+3% /2020) et celle de la Charolaise U de 270 kg se maintenait à 2,66 €/kg (+3% /2020). La part des femelles dans les envois de broutards était de 32% en juin et juillet 2021 (= /2020).

En juillet, recul des naissances allaitantes

D'après SPIE-BDNI, 115 000 veaux de mère allaitante sont nés en juillet 2021 (un mois d'étiage pour les naissances) soit -15% /2020 et -19% /2019.

Sur l'ensemble de la campagne de 2020-2021 (jusque fin juin), les naissances allaitantes n'ont pas dépassé 3 528 000 têtes soit -2,0% /2019-2020 (-73 000 veaux) et -3,4% /2018-2019, avec un ralentissement plus net des naissances depuis mars 2021.

Le recul du cheptel de vaches allaitantes (-2,3% /2020 au 1er août) explique en partie cette chute. La sécheresse de l'été dernier a aussi retardé les mises à la reproduction et a pu entrainer un décalage des naissances, venant amplifier au printemps 2021 l'effet du recul du cheptel reproducteur.



Si on reprend le bilan depuis le début de la décapitalisation actuelle (mi-2016), en 5 ans le cheptel allaitant français a perdu 308 000 vaches (-7,6%) et les naissances de veaux allaitants ont reculé de 346 000 (-8,9%). La fertilité globale du cheptel allaitant français a donc reculé aussi, du fait des sécheresses printanières et estivales ayant affecté les zones d'élevage de 2017 à 2019.

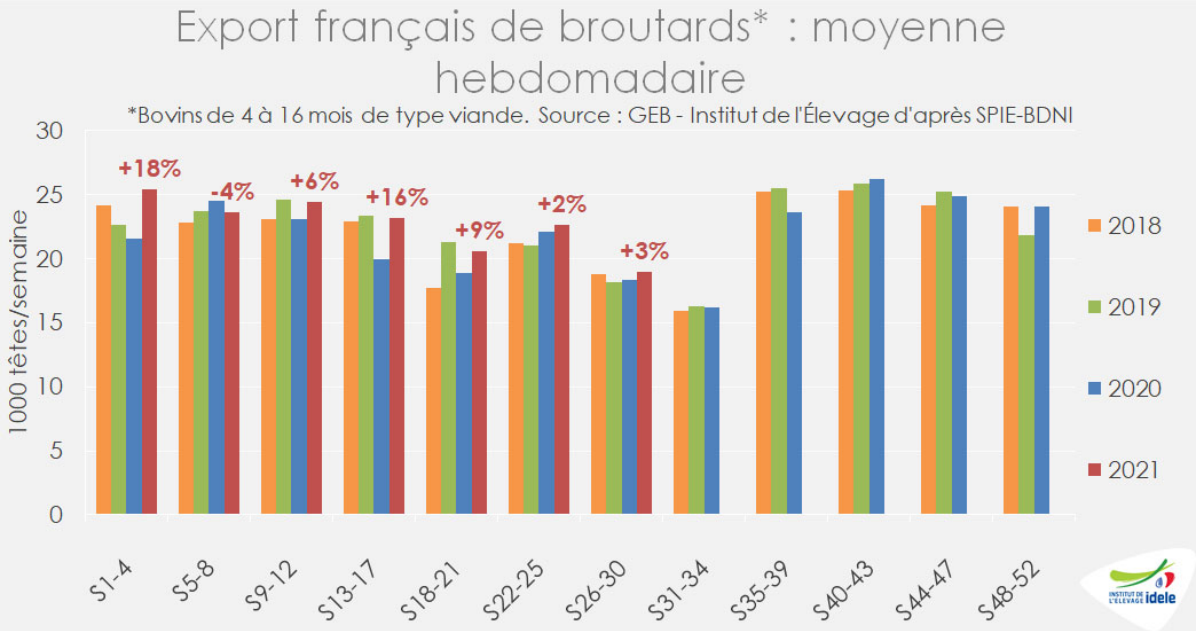
Les effectifs de mâles allaitants de 0-6 mois toujours en retrait

Au fil des mois, avec un rythme de naissances ralenti, le recul des effectifs de mâles de 0-6 mois s'accentue. Au 1er août 2021, on décomptait ainsi 794 000 mâles de 0-6 mois de mère allaitante (-6% /2020 et -5% /2019). La baisse des effectifs était particulièrement marquée en Charolais (-9% /2020) et en Blond (-7%).

Avec 634 000 têtes au 1er août 2021, les effectifs en ferme de mâles de 6-12 mois de mère allaitante sont stables /2020, mais en baisse de -2% /2019.

En juillet, les exports de broutards toujours dynamiques

Selon SPIE-BDNI, en période 7 (s26 à s30) 95 000 bovins de 4-16 mois de type viande ont été exportés, en hausse de +3% /2020 (perturbé par le covid-19) et +4% /2019.



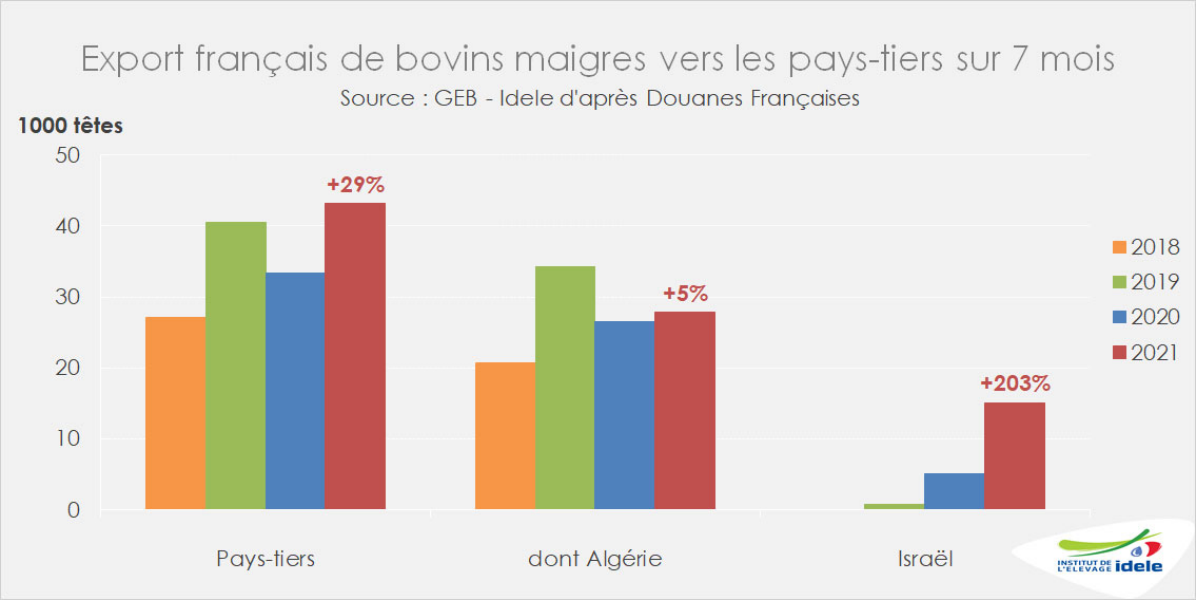
En cumul sur les semaines 1 à 30, 673 000 broutards mâles et femelles ont été expédiés, soit +6% /2020 et +2% /2019, traduisant une bonne dynamique des exports en 2021.

Vers l'Espagne, 9 000 broutards ont été exportés en juillet d'après les Douanes, soit un effectif quasi stable d'une année sur l'autre (-1% /2020), mais -9% /2019. Sur 7 mois, l'Espagne a importé 77 000 broutards français (+4% par rapport à un 1er semestre 2020 perturbé), mais -21% /2019, l'Espagne s'étant tourné depuis 2020 vers davantage de veaux laitiers que de broutards.

Vers l'Italie, selon TRACES, les exportations étaient encore dynamiques sur la période la plus récente de s31 à s35, comme depuis le début de l'année. 87 000 bovins de tous âges ont été exportés vers l'Italie (+4% /2020 et +1% /2019). En cumul sur 7 mois, 651 000 bovins ont été envoyés en Italie, soit +4% /2019 et 2020.

15 000 têtes exportées vers Israël en 7 mois

Selon les Douanes, 5 000 broutards ont été exportés vers les pays tiers en juillet (+29% /2020, année impactée par le covid-19, et +6% /2019), dont 3 000 têtes vers Israël et 2 000 têtes vers l'Algérie, la suspension des exports de génisses laitières freinant le remplissage des bateaux.



En 7 mois, les exports vers les pays tiers ont dépassé le bas niveau de 2020 (+29%) et aussi le bon niveau de 2019 (+6%). Ils ont totalisé 43 000 têtes, dont 15 000 vers Israël et 28 000 vers l'Algérie.

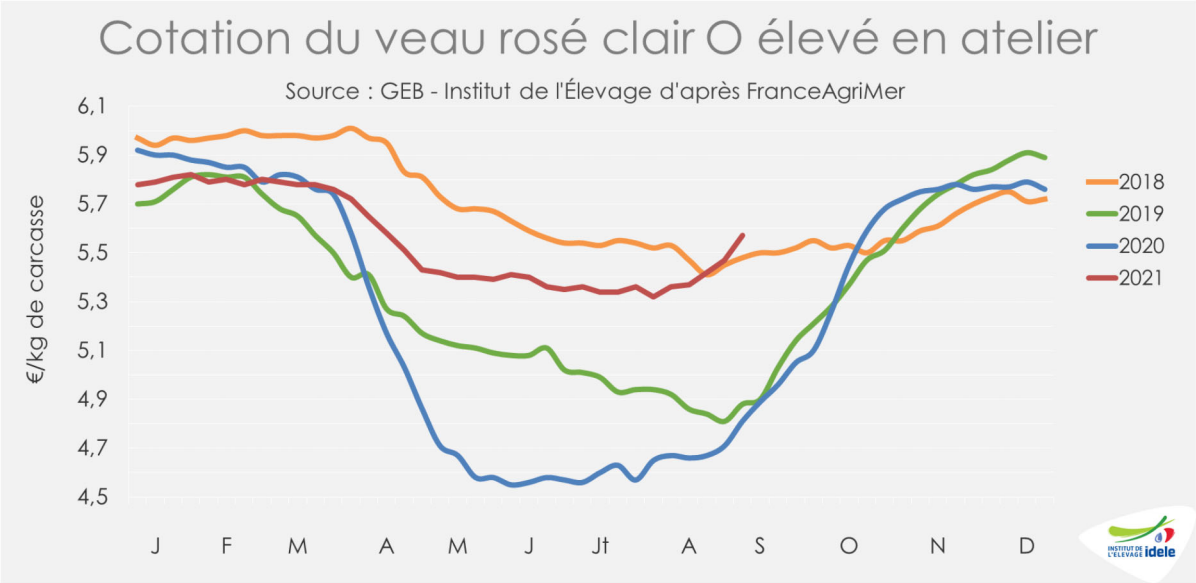
Hausse saisonnière des cours précoce

Dernière révision le 13 septembre 2021

La fraicheur des températures estivales ainsi que la reprise de l'activité touristique en Europe ont permis à la consommation de se maintenir. Le marché du veau de boucherie n'a pas trop souffert du creux estival habituel, les cotations connaissent même une hausse saisonnière précoce. Mais l'alimentation continue de peser sur les coûts de production.

Les cours se redressent

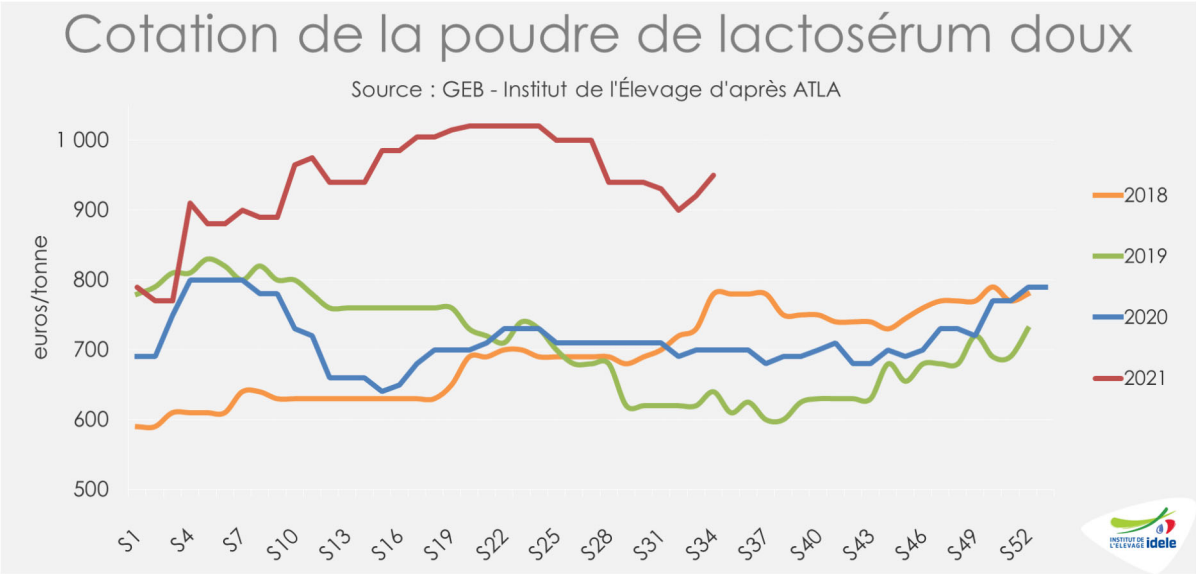
La cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a engagé une hausse saisonnière très prononcée si bien qu'elle a dépassé en août son niveau 2018 (+1,6%). A 5,57 €/kg de carcasse en semaine 35, elle est supérieure de +76 centimes /2020 (+16%).



Les prix des veaux de conformation supérieure ont également initié leur hausse saisonnière. Le veau rosé clair R élevé en atelier cotait 6,20 €/kg de carcasse en semaine 35, soit +13% /2020 et /2019.

Les cours des aliments se maintiennent à de hauts niveaux

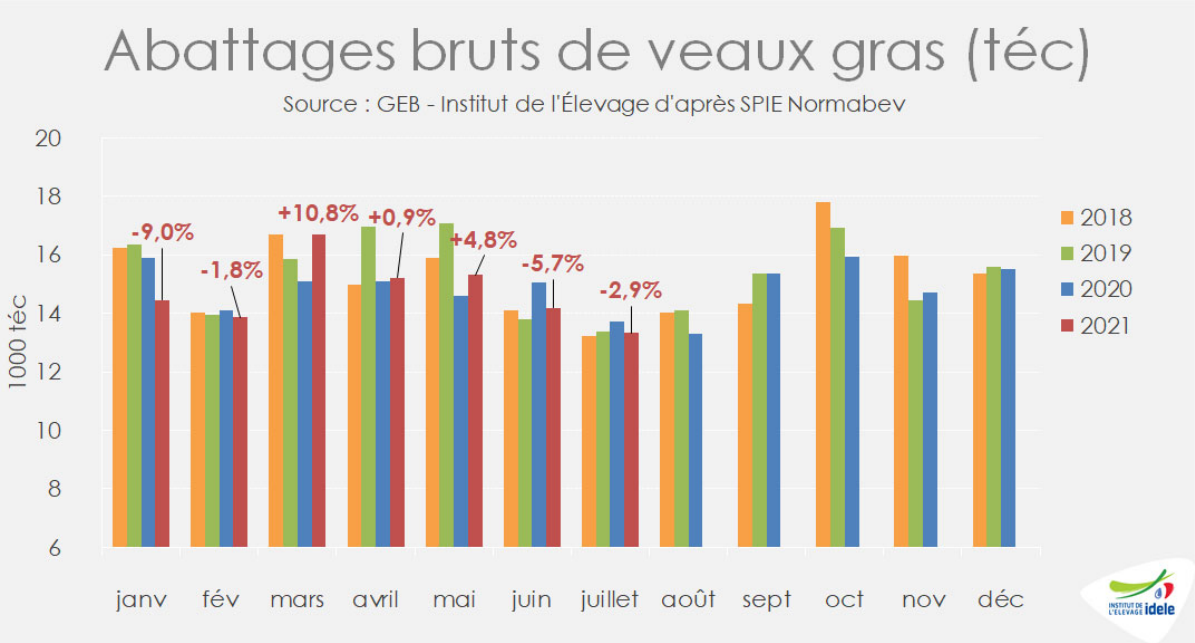
Les cours de la poudre de lactosérum doux se sont envolés au 1er semestre, puis ont plafonné en mai-juin à 1 020 €/t, avant de baisser au mois de juillet. La hausse des disponibilités mondiales en produits laitiers a fait baisser la pression sur les prix malgré une demande ferme des principaux importateurs, notamment la Chine. La cotation de la poudre de lactosérum doux a de nouveau progressé fin août pour atteindre 950 €/t en semaine 34 (+36% /2020 et +20% /2019).



L'IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux, qui mesure les variations des prix d'achat des aliments d'allaitement, a continué de progresser pour atteindre l'indice 126,4 en juin 2021 (base 100 en 2015), soit 16,3 points au-dessus de son niveau de 2020.

Recul des abattages en juillet

88 700 veaux gras ont été abattus en juillet 2021 (-2,6% /2020), pour un tonnage de 13 300 téc (-2,9% /2020). Sur les 7 premiers mois de l'année, les abattages enregistrent un recul modeste comparé à 2020, à 103 100 téc soit -0,4% /2020, mais un net recul par rapport à 2019, à -4,1% /2019.

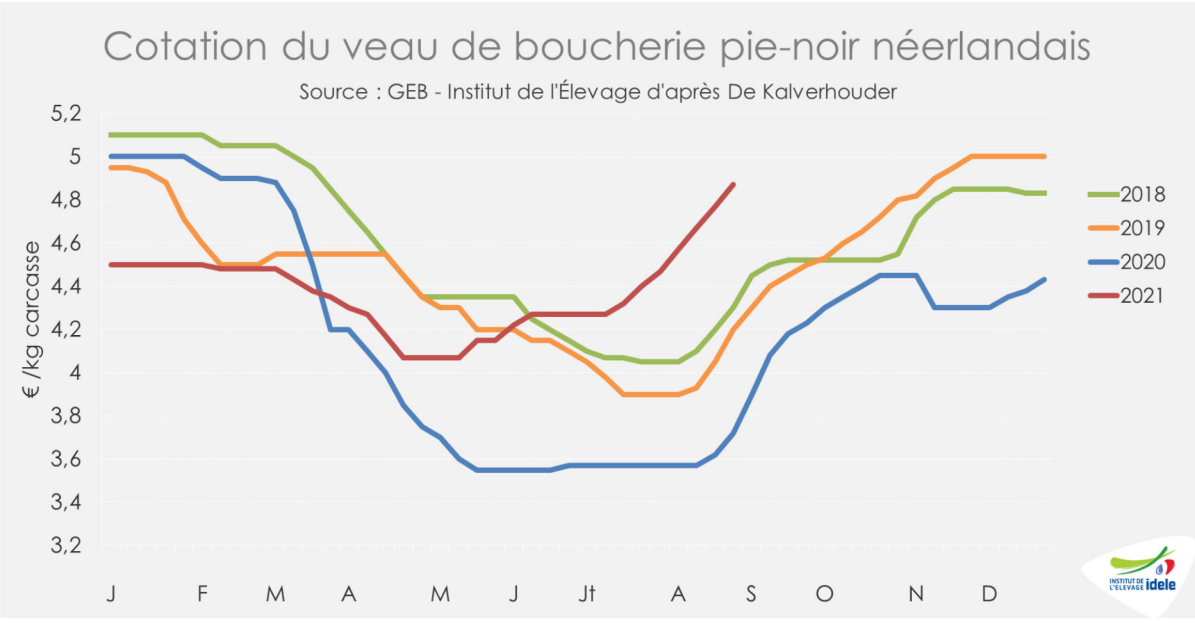


Net recul de l'âge à l'abattage en août 2021

D'après les données de Normabev, en août, l'âge moyen des veaux abattus a nettement baissé à 190 jours : il est inférieur de 3,4 jours à l'âge en août 2020 et même inférieur de 0,7 jour à l'âge à l'abattage en août 2019. Le poids de carcasse moyen des veaux a reculé à 149,8 kg, soit -0,8 kg /2020, mais +1,1 kg /2019. La réduction de l'âge à l'abattage traduit un marché plus fluide grâce à une demande plus dynamique qu'en août 2020, avec la météo fraîche et pluvieuse et la RHD commerciale très active en France durant cet été.

Le marché néerlandais a redécollé

Aux **Pays-Bas**, la cotation du veau de boucherie pie-noir s'est redressée de manière spectaculaire dès la mi-juillet pour atteindre 4,87 €/kg en semaine 35, soit une progression de 60 cts en seulement 7 semaines. Cette hausse, inhabituelle en période estivale, a fait progresser les cours bien au-dessus de leurs niveaux de 2020 (+31%) et 2019 (+16%). Selon les opérateurs néerlandais, la réduction de l'offre, notamment du fait de l'allongement des vides sanitaires, couplée avec une reprise dynamique de la consommation européenne de viande pendant l'été, explique cette remontée.



Principalement orienté vers l'export, le marché néerlandais du veau de boucherie a été très affecté jusqu'en mai 2021 par les restrictions sanitaires et la nette réduction du débouché RHD. Avec 107 000 téc abattues au 1er semestre 2021, la production de veau gras est en retrait de -7% /2019.

En **Italie**, la cotation du veau gras à Modène s'est également redressée de façon spectaculaire : à 5,80 €/kg éc, elle dépasse de +47% son niveau de 2020 et de +13% celui de 2019.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

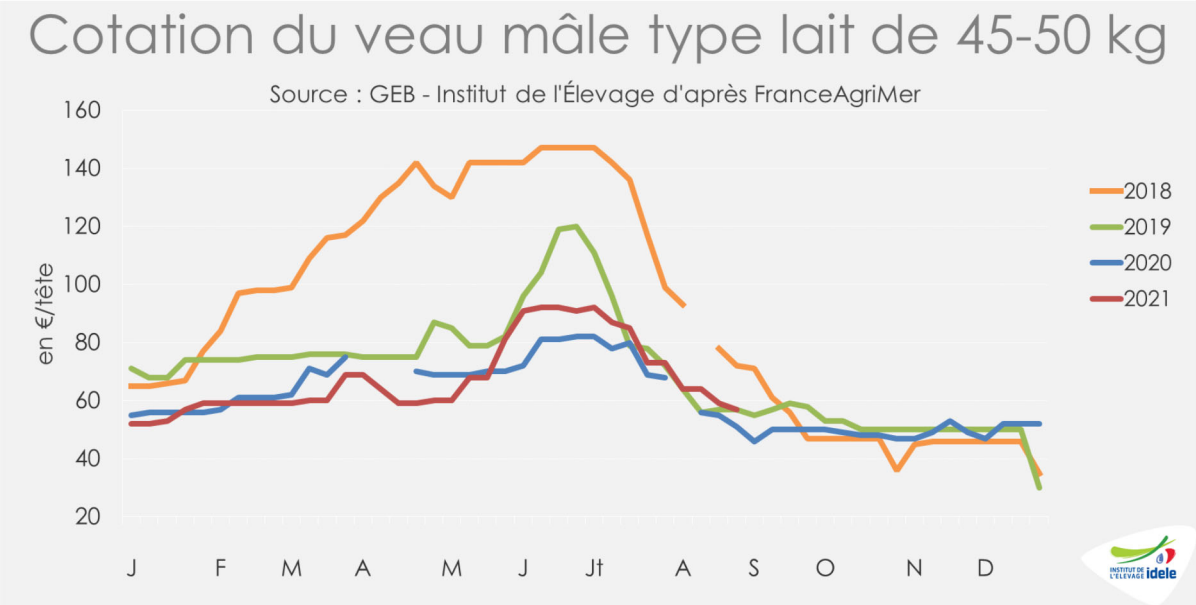
Le marché s'encombre

Dernière révision le 13 septembre 2021

La cotation française du veau nourrisson baisse depuis début juillet, en lien avec la reprise saisonnière des vêlages laitiers. La contraction des naissances sur la campagne 2020-2021 n'a pas suffi à compenser l'érosion de l'engraissement, le marché est encombré. Face au manque de débouchés en France, les exportations vers le marché espagnol ne faiblissent pas malgré la hausse des coûts alimentaires.

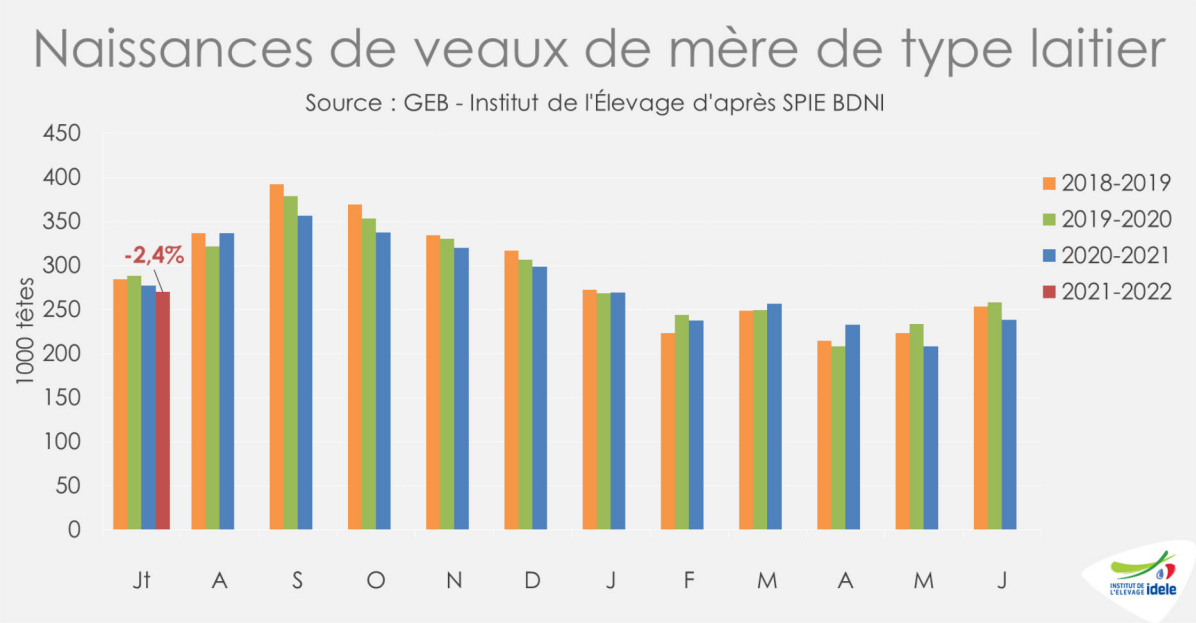
La baisse saisonnière est enclenchée

Début juillet, le cours du veau mâle de type lait de 45-50 kg était péniblement remonté à 92 €/tête, mais restait bien en deçà de 2019 (-19 €). Il a ensuite fortement chuté durant l'été pour s'établir à 57 €/tête fin août, à un niveau légèrement supérieur au prix plancher de 2020 (+6 €). La hausse saisonnière des naissances de veaux de mère laitière fait augmenter les disponibilités alors même que la hausse des coûts de l'alimentation pèse sur les ateliers d'engraissement, accentuant la pression sur les prix des veaux nourrissons. Le cours du veau laitier devrait atteindre son prix plancher dans les prochaines semaines.



Les naissances sont en retrait sur la campagne 2020-2021

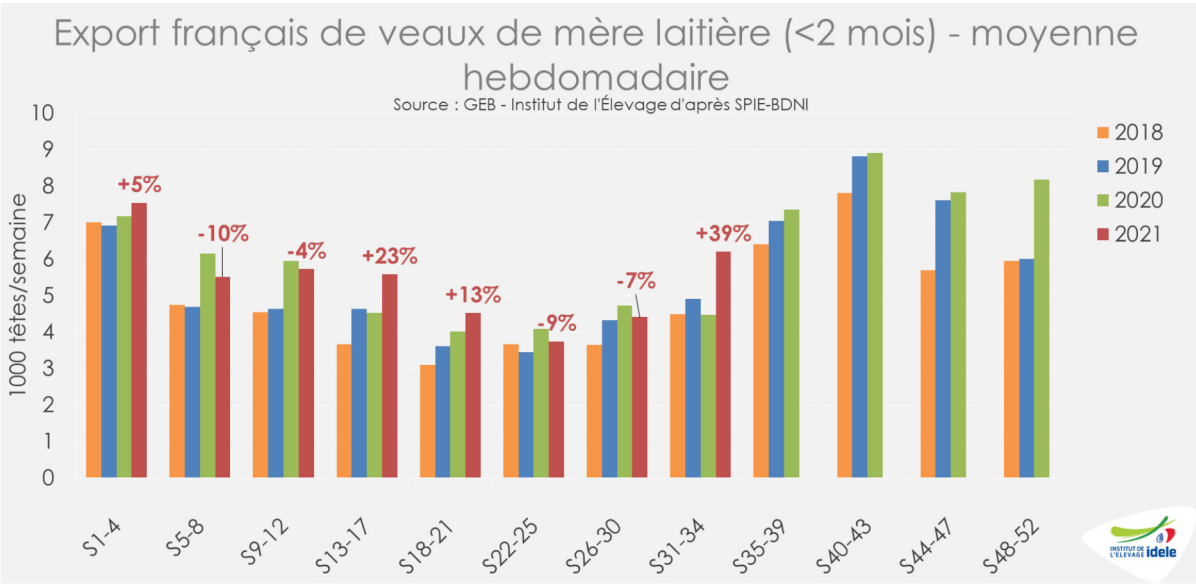
En juillet, les naissances de veaux de mère laitière se sont réduites de -2,4% /2020 à 270 300 têtes, portant à 1 712 000 têtes les naissances cumulées sur 7 mois (-1,5% /2020).



La campagne de naissances 2020-2021 s'est clôturée en juin avec un total de 3 367 000 veaux nés de femelle de type laitier, en recul de -2,1% /2019-2020 et -3% /2018-2019, dans le sillage de l'érosion du cheptel laitier.

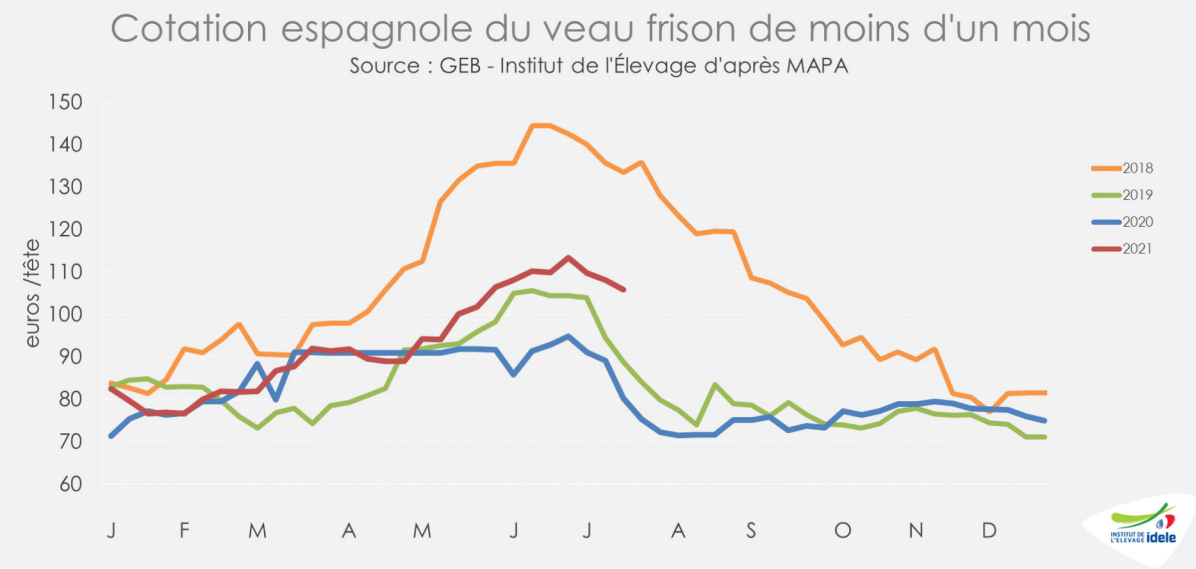
Les exportations ont bondi en août

Après une baisse des exportations en juin (-9% /2020) et juillet (-7%), les exportations ont bondi en août. Selon SPIE-BDNI, 24 800 veaux ont été exportés en semaines 31 à 34, soit un bond de +39 % /2020 et de +27% /2019. Depuis janvier, 188 700 animaux ont été exportés (+6% /2020 et +17% /2019).



En France, les mises en place de septembre alimenteront des sorties de veaux gras en mars, période encore propice à la consommation de viande de veau. Néanmoins, les intégrateurs sont fortement impactés par la hausse des coûts de l'alimentation. Les exportations devraient donc continuer à progresser dans les prochaines semaines, limitant l'encombrement du marché intérieur alors que les vêlages laitiers approchent de leur pic saisonnier.

Ces exportations sont poussées vers un marché espagnol qui achète à bas prix, pénalisé par le prix élevé des aliments. En juillet, la cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois a entamé, elle aussi, une baisse saisonnière. A 106 €/tête en semaine 29, elle reste néanmoins supérieure de +32% /2020 et de +19% /2019.


Cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MAPA
150
140
130
120
110
100
90
80
70
60
euros /tête
J
F
M
A
M
J
J
A
S
O
N
D
2018
2019
2020
2021

Conjoncture robuste sauf en lait bio

Dernière révision le 13 septembre 2021

Après avoir sensiblement fléchi au 2ème trimestre, les cours des produits laitiers sont mieux orientés depuis juillet sous l'effet d'une production laitière moins dynamique dans les grands bassins exportateurs et d'une demande internationale toujours ferme.

Cet été, la collecte a piétiné dans l'UE-27 et en France, malgré la production fourragère abondante. Le prix du lait se redresse, mais l'impact parait neutralisé, au moins en France, par la hausse des prix des intrants.

En revanche, la collecte de lait bio croît fortement et devrait continuer de progresser à un rythme soutenu dans les prochains mois, au regard des nombreuses conversions en cours. Ce dynamisme exceptionnel provoque un surplus d'offre préoccupant face à une demande des ménages qui marque le pas depuis le début de l'année.

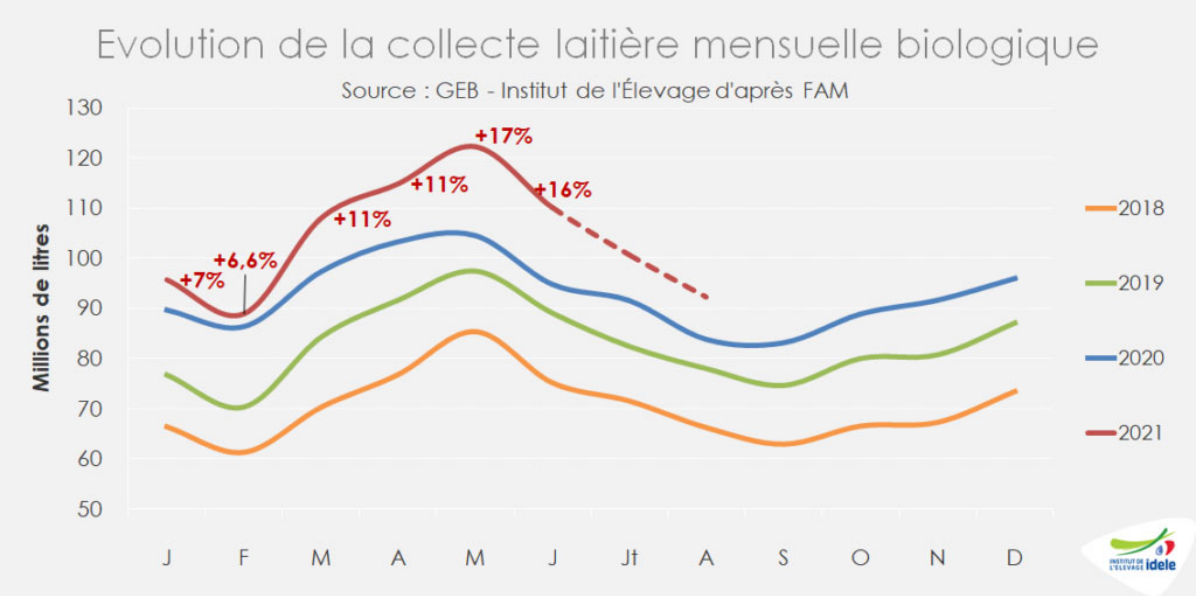
Lait de vache » Collecte laitière »

Envol de la collecte lait bio qui dépasse la demande

Dernière révision le 13 septembre 2021

La consommation de produits laitiers biologiques est en recul sur 2021. Au contraire, la collecte de lait bio croît fortement, et devrait continuer de progresser à un rythme soutenu dans les prochains mois, au regard des nombreuses conversions en cours.

Sur le premier semestre 2021, la collecte de lait biologique française (659 000 t), forte d'une croissance très forte (+11% / 2020 soit +65 700 t /2020), a dépassé la collecte allemande (648 000 t) pour la première fois. Parmi les principaux producteurs bio européens, la France est le seul à avoir connu une telle hausse de sa collecte, qui est restée mesurée en Autriche (+1% /2020), au Danemark (+4%) et en Suède (+2%).



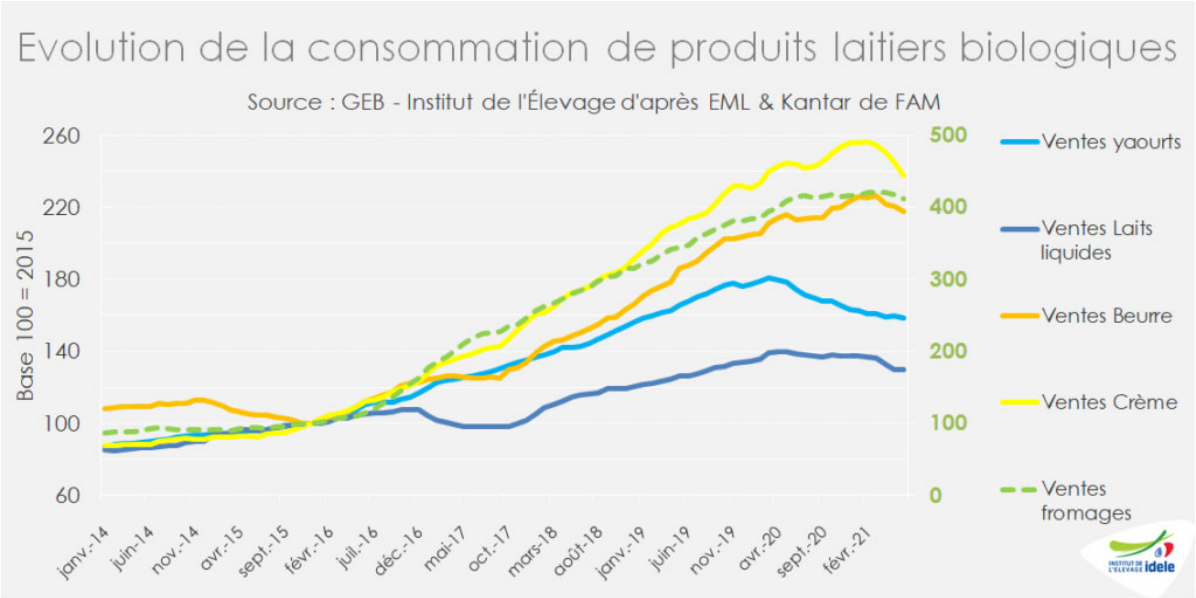
Cette croissance trouve d'abord sa source dans le nombre très important de nouvelles conversions intervenues cette année (environ 300 entre juin 2020 et 2021, soit une hausse de +7%). Sur les +11% de volumes supplémentaires depuis le début de l'année, 8 à 9 points seraient imputables à ce seul phénomène. En effet, les exploitations néo-converties se caractériseraient par une taille plus importante que la moyenne des élevages bio (près de 450 000 litres annuels par livreur selon l'étude de conjoncture lait bio du CNIEL, contre 285 000 litres pour les exploitations déjà converties en juin 2020).

Sur le seul mois de juin, la hausse est encore plus prononcée (+16% /2020, à 113 000 t), en raison de la très bonne pousse de l'herbe au printemps, dont la production des élevages bio est particulièrement météo-sensible. Le bond de production provient des deux principales régions productrices : la Bretagne (+18,3%), et les Pays de la Loire (+22,5%). Cette croissance représente un surplus de +15 millions de litres sur le seul mois de juin. Elle est d'autant plus surprenante qu'elle intervient dans un contexte où certains acteurs, à l'image de Biolait, ont appelé à une régulation des volumes pour le printemps.

Entre mai 2021 et octobre 2022, selon le CNIEL, les conversions en cours devraient amener l'équivalent de +170 millions de litres supplémentaires annuels (+14%) sur le marché biologique.

Cette croissance de la collecte se traduit par une inadéquation entre offre et demande de lait bio, puisque la consommation de produits laitiers biologiques a dans le même temps marqué un coup d'arrêt. Selon les données du panel Kantar, les ventes de bio ont reculé sur toutes les gammes lors du premier semestre (en volume de -10% /2020 pour le lait liquide, -5% sur les fromages, -4% sur les yaourts, -5% sur le beurre, -12% sur la crème). Une partie de ce fléchissement des ventes en volume est certes imputable à l'effet confinement, qui avait profité à l'ensemble des produits laitiers début 2020, mais la part de marché du bio régresse également sur toutes les gammes.

Les volumes de laits conditionnés et yaourts bio vendus seraient même repassés en-dessous des volumes écoulés au premier semestre 2019 (respectivement-8% et -2%), tandis que ceux de la crème bio ont retrouvé le niveau de 2019.



Lait de vache » Collecte laitière »

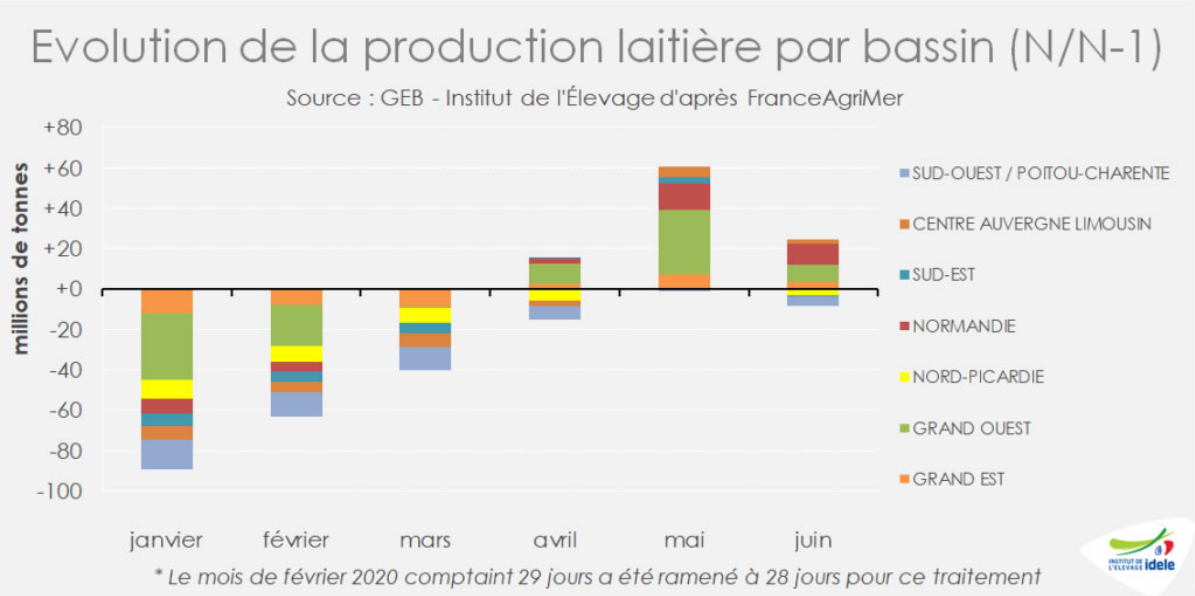
Peu dynamique dans l'UE-27 malgré la remontée du prix du lait

Dernière révision le 13 septembre 2021

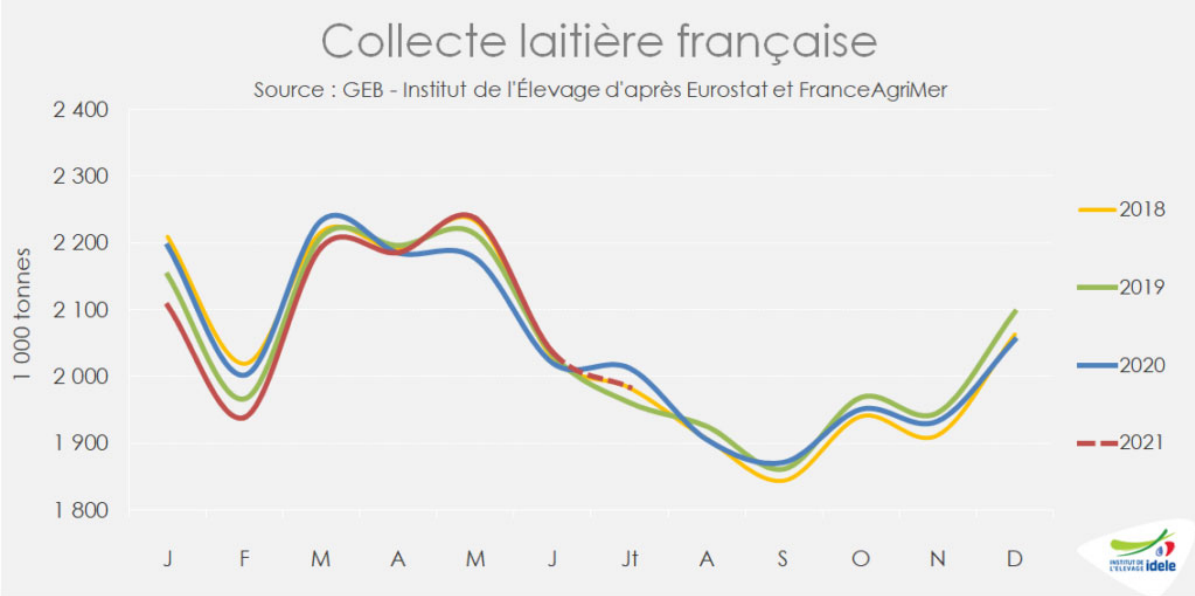
La collecte piétine en France et en Europe (fléchissement en juillet d'après AMI), malgré la bonne année fourragère. Le prix du lait se redresse, mais l'impact parait neutralisé, au moins en France, par la hausse des prix des intrants. La collecte française est en retrait sur le premier semestre malgré l'embellie du printemps.

Sur le premier semestre 2021, la collecte française s'est établie à 12,5 Mt, en recul de -117 000 t /2020 (soit -0,9%). Le redressement des livraisons observé au printemps n'a pas permis de compenser le déficit du début d'année.

Cette baisse concerne l'ensemble des bassins, sauf la Bretagne dont la collecte a été stable, et la Normandie (+0,7% /2020). Les plus fortes baisses sont à mettre à l'actif du bassin Sud-Ouest (-4,2% /2020) et du bassin Nord-Picardie (-2,5% /2020).

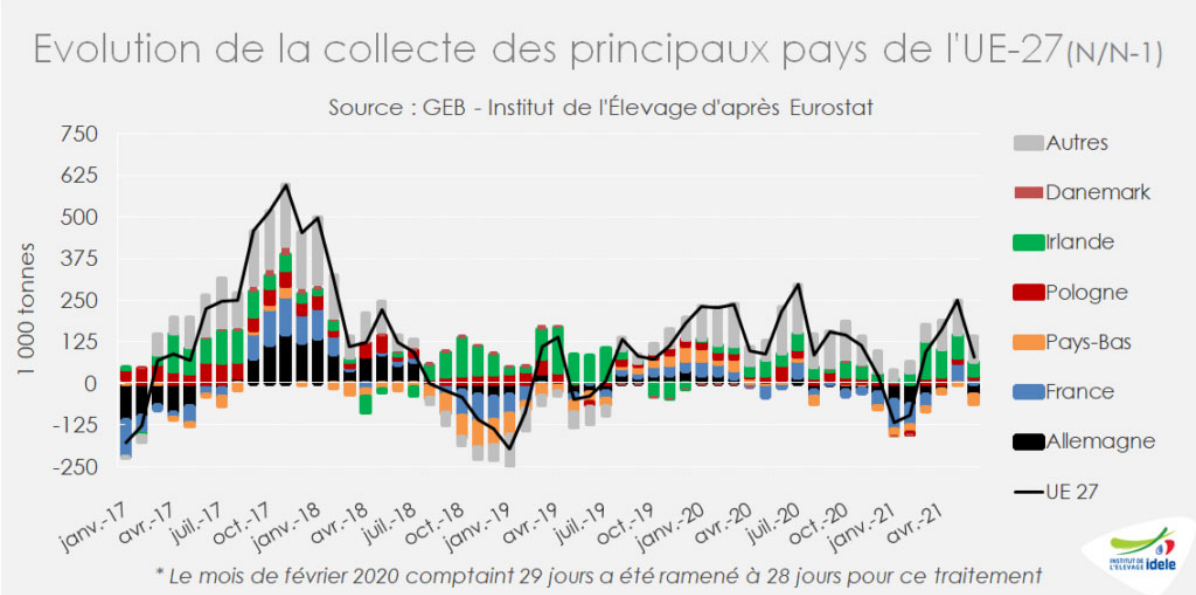


En juin, la collecte française s'établit à 2,036Mt (+0,8% /juin 2020). La progression est due à la forte croissance sur le lait bio (+16% /2020), qui a plus que compensé le recul du conventionnel (hors SIQO hors bio) de -0,9% /2020. La baisse structurelle du nombre d'exploitations (-4% /2020), couplée au basculement de la production vers le marché biologique des nouveaux convertis sur l'année (environ 300 livreurs, soit 0,7% des exploitations non bio), explique en grande partie ce recul.



En juillet, malgré de très bonnes disponibilités fourragères, la collecte nationale serait repassée sous le niveau de juillet 2020 (d'environ -1,6%), se situant à un niveau équivalent à 2018. Ce recul est à relativiser, car la collecte de juillet 2020 avait connu un rebond inhabituel.

La collecte européenne demeure en légère hausse en juin, mais recule en juillet



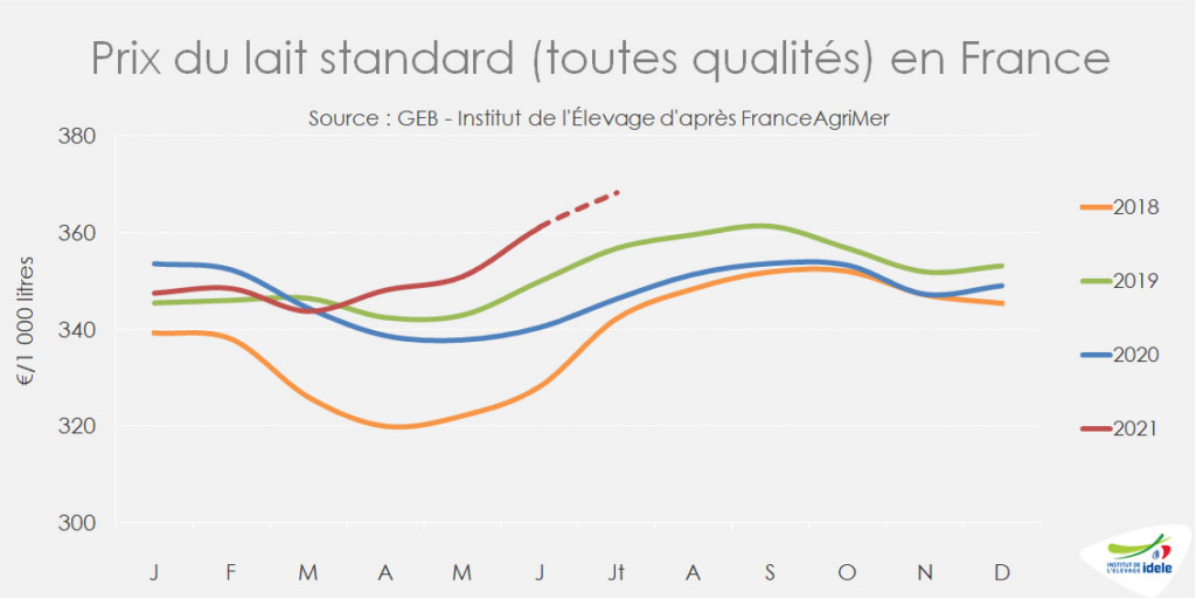
En juin, la collecte européenne n'a que faiblement augmenté (+0,6% /2020), enchainant un 4ème mois consécutif de hausse après le décrochage du début d'année. L'Irlande a conservé une croissance soutenue, mais inférieure aux mois précédents (+3,7% /2020, soit +39 000 t). Les autres pays moteurs de la hausse de collecte sont l'Autriche (+12% /2020, soit +32 000 t), et l'Italie (+3,5% /2020, +33 000 t). Le ralentissement de la croissance européenne s'explique notamment par la rechute des collectes allemande et néerlandaise (respectivement -1,3% et -2,3% /2020).

En juillet, d'après AMI, les livraisons de lait dans l'UE-27 sont tombées en dessous du niveau de l'année précédente (-0,7% /2020). Les collectes française et allemande ont notamment reculé, malgré une pousse de l'herbe nettement excédentaire sur leur territoire (d'après le *Pasture Productivity Index* du JRC).

Sur le premier semestre, la collecte dans l'UE-27 a crû de +0,5% /2020 pour s'établir à 74,1 millions de tonnes, ce qui correspond à un surplus d'environ 380 000 t. L'Irlande a été la force motrice de cette hausse (+7,7% /2020, soit +346 000 t). Les 3 principaux producteurs européens ont quant à eux cédé du terrain (-0,9% /2020 en France, -1,2% /2020 en Allemagne et aux Pays-Bas).

Prix du lait : confirmation de l'absence de creux saisonnier en France

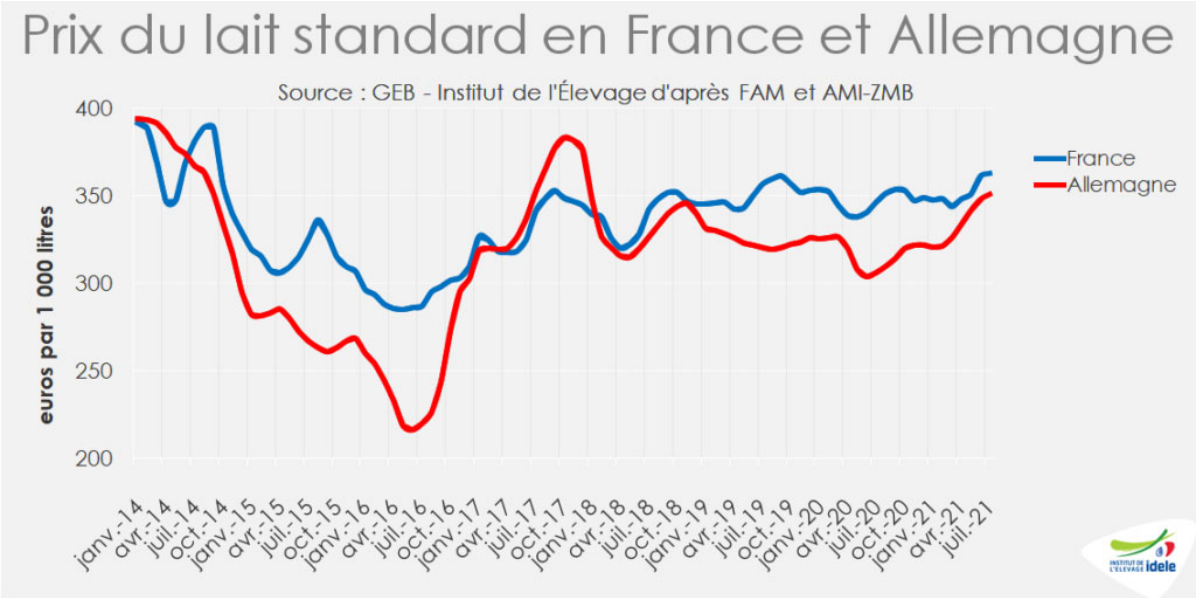
En juin, le prix standard toute qualité s'est établi à 361 €/1 000 l, en hausse de +6,3% par rapport à 2020 (+21€ /1 000 l), confirmant l'absence de l'habituelle baisse de prix saisonnière associée au pic de collecte du printemps. Il s'agit du plus haut niveau depuis 2014 pour un mois de juin.



Sur le premier semestre, le prix du lait réel n'a augmenté que de +1,5% /2020, à 375 €/1 000 l. Or, dans le même temps, l'indice des charges IPAMPA a poursuivi son emballement (+6% /2020 sur le semestre en moyenne). Selon l'observatoire des prix de la revue *l'Eleveur laitier*, la faible hausse de l'indice INSEE des prix de vente sortie d'usine (+8% /2020), thermomètre de la valorisation des PGC France, en serait symptomatique/responsable.

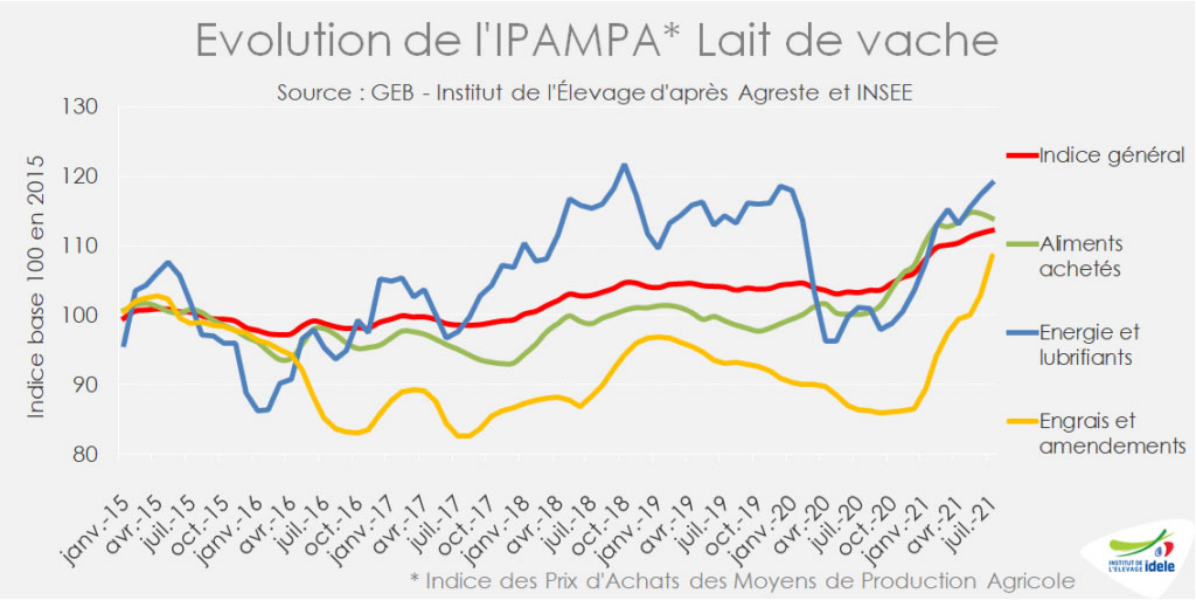
Hausse des prix souvent plus nette dans le reste de l'Europe

Le prix du lait a atteint son plus haut niveau depuis 2014 pour un mois de juin dans la plupart des pays européens, compensant en partie la hausse du coût de production. L'impact de la hausse des cours mondiaux des commodités a logiquement été le principal moteur dans les pays davantage tournés vers l'export. C'est le cas de l'Irlande (+17% /2020, +54 €/1 000 l), les Pays-Bas (+10%, +55 €/1 000 l), mais aussi l'Allemagne (+14%, +44 €/1 000 l). Le prix du lait conventionnel allemand (de même composition que le lait standard en France) s'est donc nettement rapproché du prix du lait français ces derniers mois, à 347 € /1 000 l.



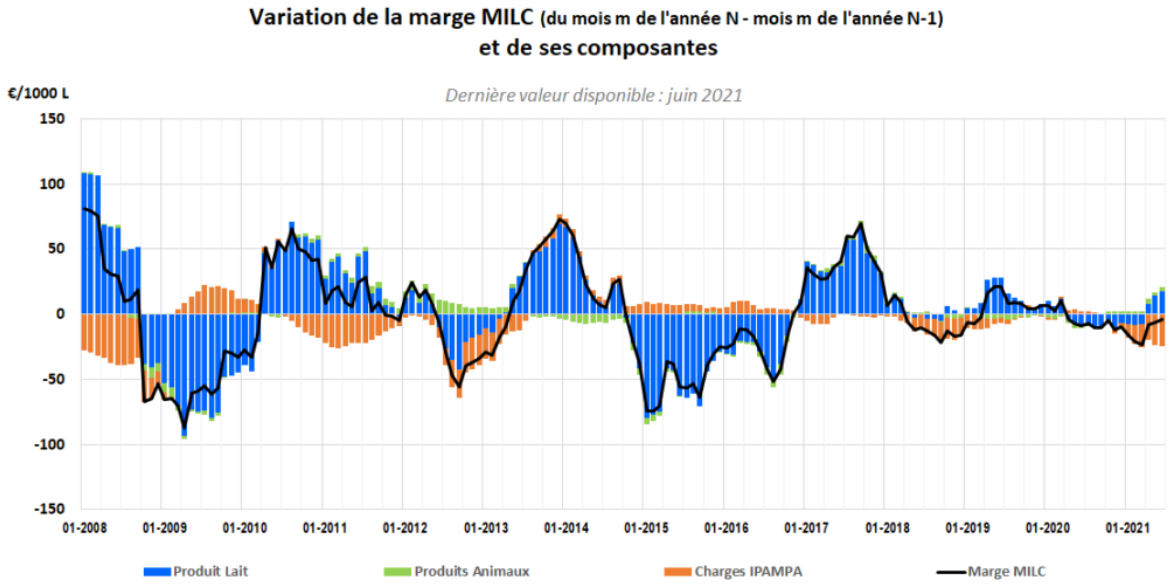
La flambée des charges se poursuit et neutralise la hausse des produits

En juillet, l'indice des Prix d'Achats des Moyens de Production Agricole a gagné 0,4 pt et atteint un nouveau record historique (112,2 pts), progressant pour le 12ème mois consécutif. Entre juillet 2020 et juillet 2021, l'IPAMPA a progressé de **+8,9 pts**, sous l'impulsion de la flambée des 3 postes dont la volatilité impactent le plus les comptes des exploitations. Sur cette période, le prix des aliments a bondi de +13,4%, celui des énergies et lubrifiants de +17,4%, et des engrais et amendements de +28,8%.



Cette flambée des prix se traduit par un renchérissement des charges de +24 €/1 000 l /juin 2020, supérieur à la hausse du prix du lait sur la même période (+17 € en prix réel) et des co-produits viande (+4 €/1 000 l), grâce à la hausse des cours des cotations vaches O et P.

En juin, la MILC, qui s'établit à 84,85 €/1 000 l, affiche donc un repli de -4 € environ d'une année sur l'autre (-4,3% /2020). Sur 12 mois glissants, la MILC s'établit à 90,90 € /1 000 l. Elle cède 0,3 € d'un mois sur l'autre et 12 € par rapport à son niveau de l'an passé à pareille époque. Elle se situe largement sous la moyenne 2007-2019 (99 €/1 000 l). Il faut désormais remonter à août 2017 pour trouver une valeur aussi faible.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

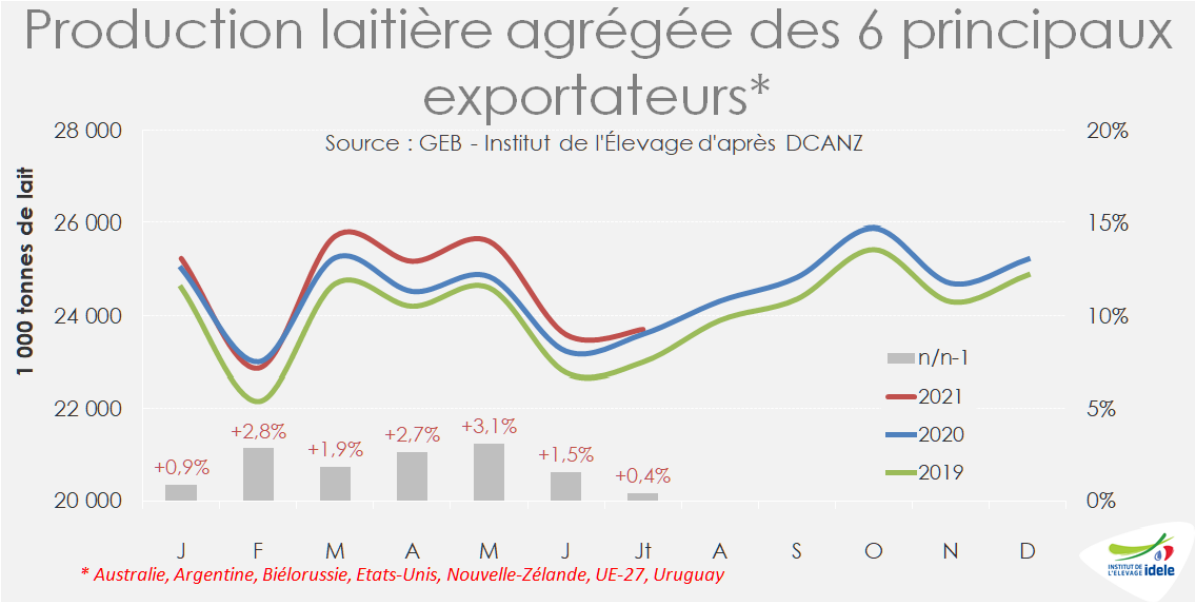
Fermes et solides

Dernière révision le 14 septembre 2021

Après avoir sensiblement fléchi au 2ème trimestre, les cours des produits laitiers sont mieux orientés depuis juillet sous l'effet d'une production laitière moins dynamique dans les grands bassins exportateurs et d'une demande internationale toujours ferme, stimulée par la reprise économique mondiale.

Depuis juin, la production laitière est globalement moins dynamique dans les principaux bassins excédentaires. En juillet, elle a sensiblement reculé dans l'UE-27 et plus fortement en Australie (-3% /2020). En revanche, elle demeure croissante aux Etats-Unis (+2%) et en Argentine (+3%). Enfin, en Nouvelle-Zélande, le fort dynamisme de la collecte en début de campagne a peu d'impact sur les disponibilités compte tenu des faibles volumes en jeu.

Le prix du lait, certes bien orienté, ne semble plus aussi stimulant sur la production, face à la hausse encore plus forte des prix intrants (aliments, énergie).

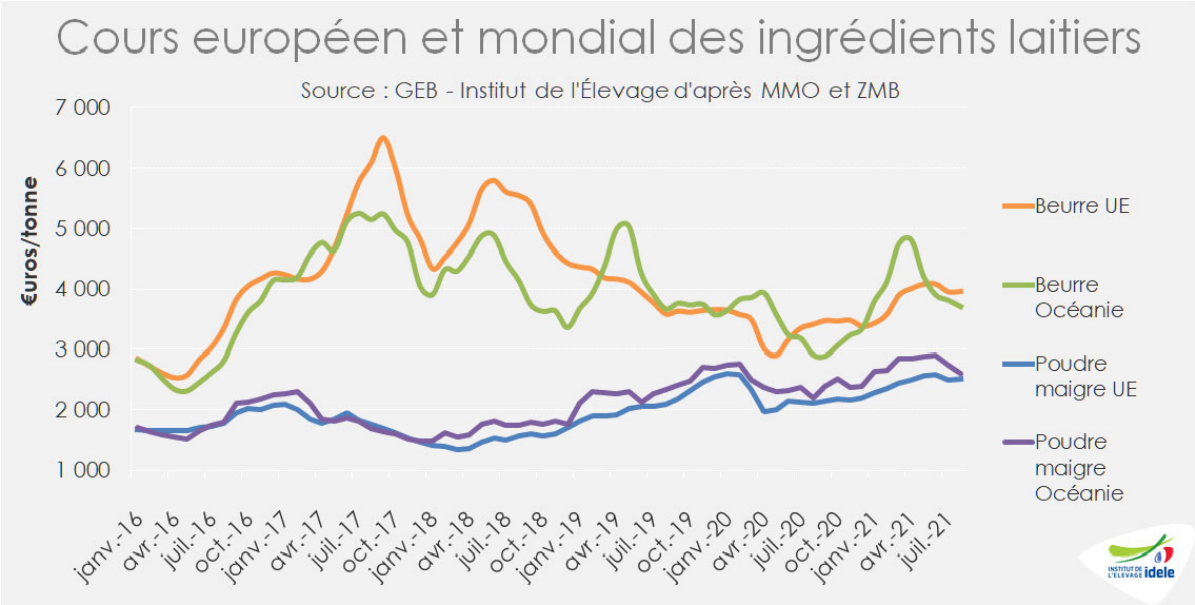


Le ralentissement de la croissance de la production laitière agrégée des 6 principaux pays exportateurs, lors du creux saisonnier de production, s'est répercuté positivement sur les marchés des produits laitiers.

Cours des ingrédients laitiers de nouveau bien orientés

Les cours des produits laitiers sont de nouveau bien orientés à veille de la reprise de la production laitière néo-zélandaise. Sur la plateforme Global Dairy Trade, les prix des enchères dans toutes les familles de produits se sont appréciés depuis juillet.

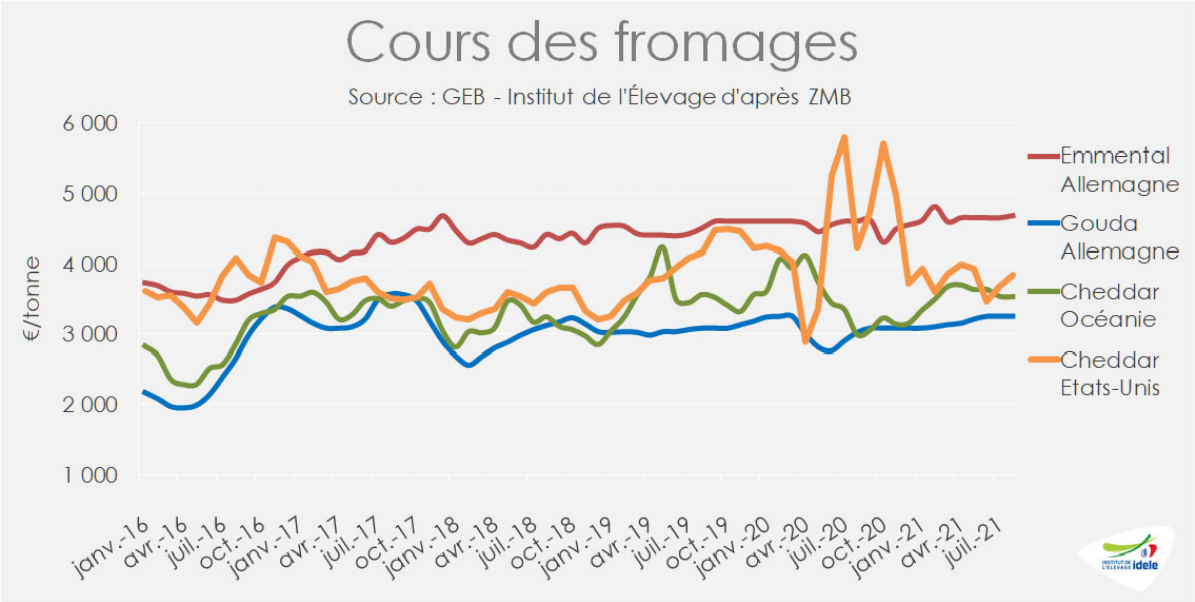
Le marché du beurre retrouve de la fermeté début septembre, après avoir sensiblement molli durant l'été. Les disponibilités sont globalement peu abondantes et les opérateurs se montrent attentistes à la veille de la reprise de la production néozélandaise. Dans l'UE-27, le prix du beurre est repassé au-dessus de 4 000 €/t fin août après avoir cédé 200 € depuis la mi-juin. En Nouvelle-Zélande, il a baissé d'autant durant l'hiver austral, pour s'établir à 3 700 €/t en août. Aux États-Unis, il s'est moins émoussé sur la même période (-100 €/t), mais demeure bien moins cher (3 150 €/t).



Le prix moyen de la poudre maigre est de nouveau haussier depuis fin juillet (+100 € en 6 semaines) après s'être émoussé en juillet. Il est remonté à 2 574 €/t début septembre. Aux Etats-Unis, le cours a connu la même évolution, mais à 2 420 €/t en août, il n'a pas retrouvé son niveau de juin 2021 malgré des fabrications en repli et moins abondantes qu'en 2020 à pareille époque. Toutefois, les disponibilités étatsuniennes demeurent les plus compétitives sur la scène internationale. Au départ de Nouvelle-Zélande, le cours de poudre maigre a chuté de -300 €/t en deux mois à 2 600 €/t en août.

Le marché des fromages est demeuré plus robuste

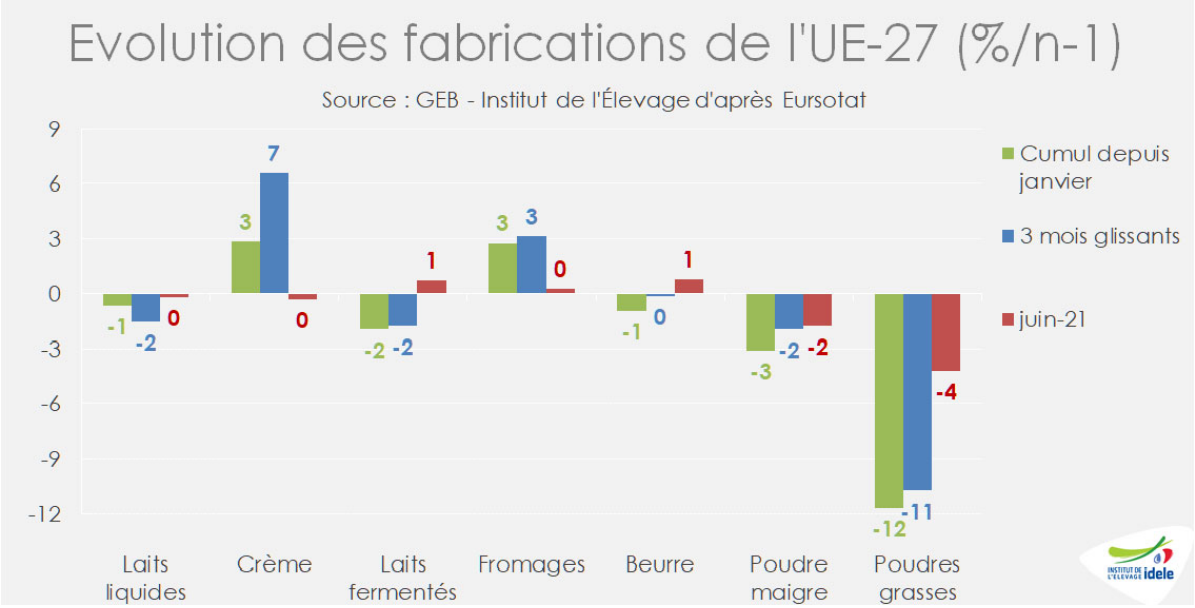
Les cours des fromages est d'une grande stabilité dans l'UE-27. Ils n'ont pratiquement pas varié depuis juin dernier, signe d'un bon équilibre des marchés. En revanche, le cours du cheddar a rebondi aux Etats-Unis (+400 €/t en 3 mois à 3 840 €/t), où le dynamisme des fabrications parait mieux ajusté à la reprise de la demande intérieure, encore plus forte. En Nouvelle-Zélande, le cours du cheddar s'est à l'inverse légèrement déprécié dans le sillage du cours du beurre.



Enfin, le cours de la poudre de lactosérum est moins tendu. Il a reculé de 70 €/t en deux mois à 930 €/t début septembre (cotation ATLA de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale).

Évolution contrastée des fabrications européennes

Le ralentissement de la collecte européenne durant l'été s'est probablement répercuté sur les fabrications de poudre lait au regard des évolutions constatées au 1er semestre.



Au 1er semestre, la faible croissance de la collecte européenne (+0,6% /2020 en juin et +1,2% au 2ème trimestre) s'est accompagnée d'une évolution contrastée des fabrications. Celles de laits conditionnés et de laits fermentés ont légèrement reculé au 1er semestre, probablement sous l'effet de moindres achats des ménages parallèlement à la réouverture de la restauration commerciale. Celles de crème sont demeurées en revanche très dynamiques.

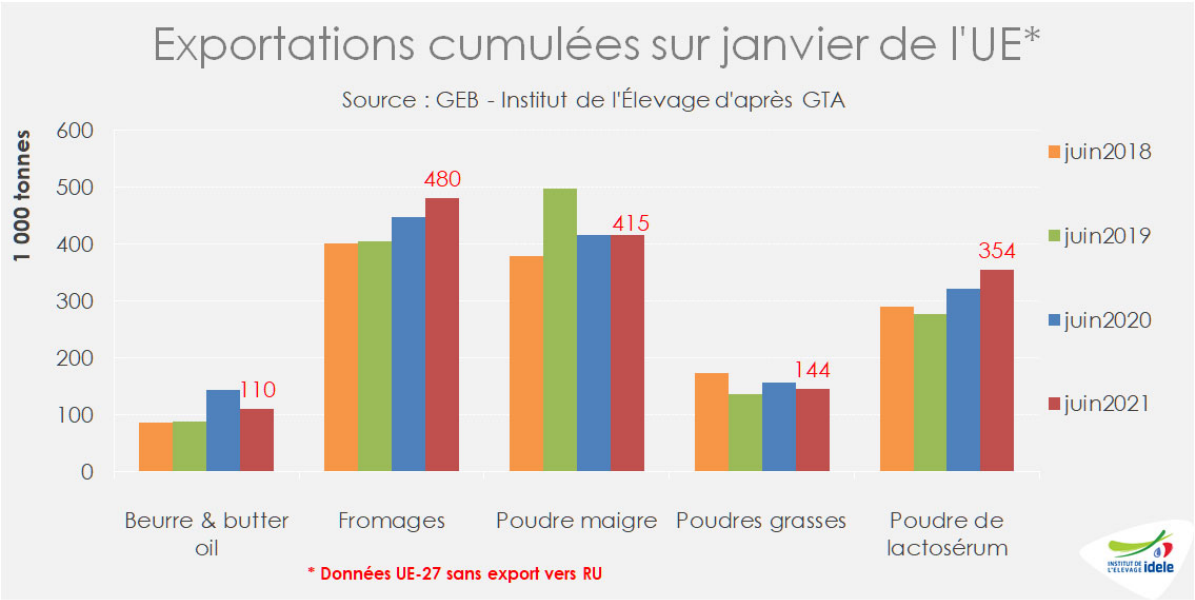
Les fabrications de fromages ont progressé en dents de scie (+3% /2020 au 1er semestre). Après avoir plafonné début 2021, elles ont été relancées de mars à mai, puis sont retombées en juin au niveau de 2020.

Faiblement décroissantes (-1% /2020 sur 6 mois), les fabrications de beurre ont suivi une trajectoire parallèle à celles de l'an dernier sur la même période.

Enfin, les fabrications de poudre maigre sont contenues faute de ressources, tandis que celles de poudres grasses sont demeurées ralenties faute de compétitivité face aux fabrications océaniennes.

Des exportations européennes au mieux stationnaires au 1er semestre

Au 1er semestre, les exportations européennes ont globalement marqué le pas d'après nos estimations (-1% /2020 en équivalent lait). Elles ont évolué diversement selon les produits.

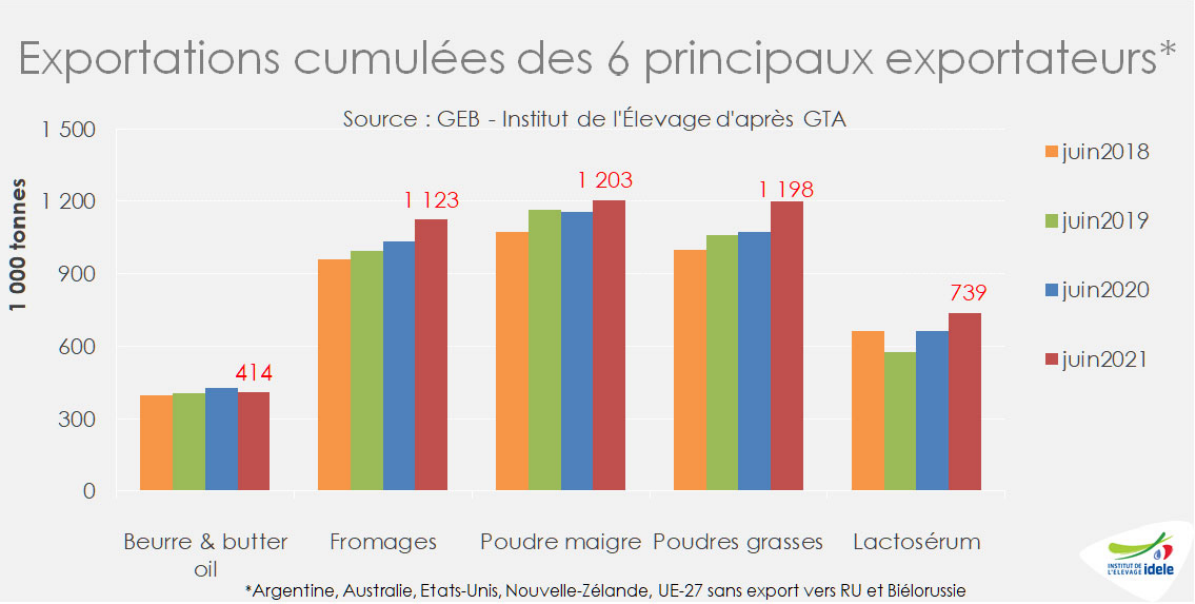


L'UE-27 a surtout accru ses exportations de fromages (+7% /2020 portées à 480 000 t sur 6 mois), qui ont fortement progressé vers la Chine (+80% à 22 000 t), les États-Unis (+18% à 61 850 t), mais aussi vers le Canada (+23%) et l'Ukraine. En revanche, elles ont nettement fléchi vers le Royaume-Uni (-11% à 158 000 t), surtout au 1er trimestre, et ont reculé significativement vers le Japon et la Corée du Sud, respectivement -7% et -5%.

L'UE-27 a ainsi tiré parti de la forte demande internationale en fromages dont les échanges internationaux auraient progressé au 1er semestre de +9% /2020, d'après ATLA. La Nouvelle-Zélande a davantage accru ses expéditions grâce à des fabrications exceptionnellement dynamiques au 1er semestre (+20% /2020 à près de 2198 000 t). En revanche, les États-Unis les ont faiblement accrues, malgré une forte reprise des fabrications dont les volumes supplémentaires ont été orientés sur le marché intérieur.

L'UE-27 a aussi fortement accru ses expéditions de poudre de lactosérum (+10% /2020 à 354 000 t), principalement à destination de la Chine (+40% à 98 000 t). Elle est talonnée par les Etats-Unis qui enregistrent un sursaut encore plus fort de ses expéditions (+24% à 286 000 t), en premier lieu vers la Chine où la reprise de la production porcine a relancé les fabrications d'aliments du bétail à base notamment d'ingrédients importés.

Ainsi le bond des échanges internationaux de poudre de lactosérum, de +13% /2020 au 1er semestre, a été totalement capté par la Chine qui accru ses achats de 122 000 t au 1er semestre (+45% /2020 à 396 000 t).



En revanche, les exportations de beurre de UE-27 ont nettement fléchi surtout au printemps (-23% /2020 à 110 000 t) faute de disponibilités. Face à une demande européenne ferme, les importations de beurre ont bondi (x3), mais sur des volumes faibles portées à 6 000 t sur 6 mois. Malgré la progression des expéditions australiennes et états-uniennes, en somme modeste, les échanges internationaux ont fléchi de -7% au 1er semestre, la Nouvelle-Zélande ayant aussi réduit ses envois.

De même, les exportations de l'Ue-27 en poudres grasses ont plafonné aux niveaux de 2018 et 2019, reculant ainsi de 8% d'une année sur l'autre. Grâce à une ressource laitière plus abondante que les années passées au 1er semestre, la Nouvelle-Zélande a fortement accru ses expéditions (+15% à 883 000 t) et fourni la totalité des volumes supplémentaires échangés sur le marché mondial sur la même période (+9% à 1,08 million de tonnes).

Enfin, les exportations de poudre maigre ont été stables, malgré le tassement des fabrications avec des évolutions contrastées selon les destinations : décroissantes vers Algérie (-36%), l'Égypte (-19%), mais dynamiques vers Chine (+27%), Philippines (+60%), Yémen (+16%), Indonésie (+91%). Les États-Unis ont fourni l'essentiel des volumes supplémentaires échangés sur le marché (+6% /2020 au 1er semestre 2020.

Dans les prochains mois, les cours des produits laitiers devraient pour le moins se maintenir, tant que les cours des grains et de l'énergie demeureront élevés. Aux Etats-Unis, la dégradation de la marge alimentaire pourrait ralentir la croissance de la production laitière. Dans l'UE-27, la reprise de la production laitière s'annonce modeste, malgré des fourrages abondants, tant que la hausse des charges neutralisera celle du prix du lait. Et en Nouvelle-Zélande, la reprise demeure très tributaire des conditions climatiques. En somme, la fermeté de la demande internationale devrait absorber sans heurts majeurs le lait supplémentaire issu des grands bassins laitiers.

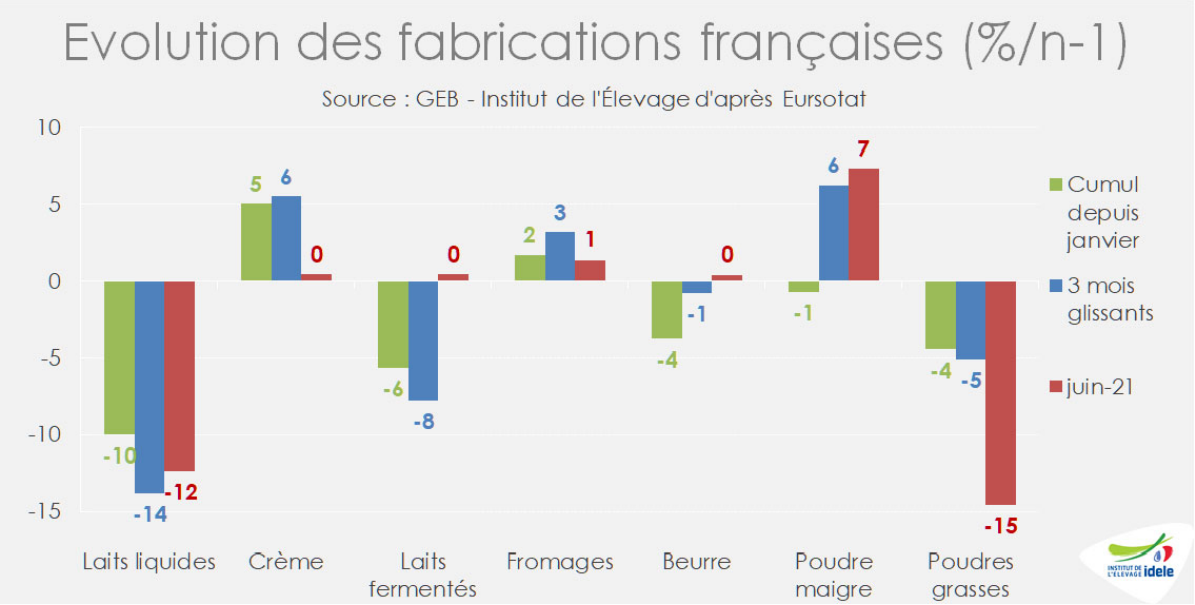
Reprise du commerce extérieur de la France au 1er semestre

Dernière révision le 14 septembre 2021

Au 1er semestre, le commerce extérieur de la France en produits laitiers a été relancé malgré l'érosion de la production laitière française. Les importations, qui avaient fortement fléchi en 2020, ont rebondi, tandis que les exportations ont modestement progressé en équivalent lait.

En France, les fabrications de produits laitiers ont diversement évolué au 1er semestre. Celles de produits de grande consommation (laits conditionnés, ultra-frais et beurre), principalement destinés au marché intérieur, ont fortement chuté. Les ménages ont progressivement réduit leurs achats de laits conditionnés et d'ultra-frais, avec la réouverture progressive de la restauration commerciale. En revanche, les fabrications de crème sont demeurées dynamiques (+5% /2020 au 1er semestre).

Les fabrications de fromages, stationnaires en janvier et février 2021, ont nettement repris depuis, notamment pour l'export.



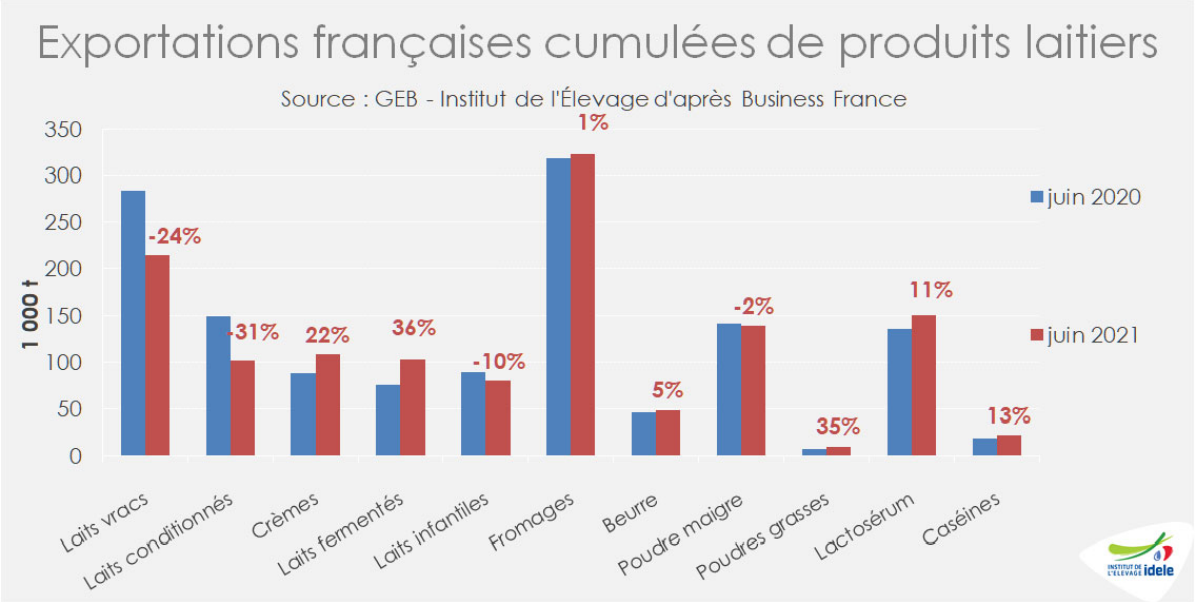
Les fabrications de poudre maigre, ralenties au 1er trimestre, ont nettement repris au printemps en lien avec la reprise de la collecte française. Enfin, les fabrications de poudres grasses ont sensiblement reculé (-4%) par rapport au volume exceptionnellement élevé en 2020, et se situent ainsi entre les niveaux 2019 et 2020.

Échanges extérieurs relancés au 1er semestre 2021

Les échanges extérieurs ont été plutôt dynamiques, malgré la moindre ressource laitière.

D'un côté **les exportations** ont modestement progressé en équivalent lait (+2,4% /2020 selon nos estimations en MSU). Les expéditions de laits de laits vrac et de laits conditionnés ont chuté, respectivement de -24% et -31% /2020 en volume. En revanche, celles de crèmes et de laits fermentés ont bondi, respectivement de +22% et +36% /2020. Le tout contribue pour 10% des exportations totales en valeur.

Les expéditions de fromages, qui contribuent pour 40% des exportations totales (valeur), ont repris au 2ème trimestre, après un tassement au 1er trimestre 2021, et ainsi progressé de +1% /2020 en volume et de +4% en valeur.



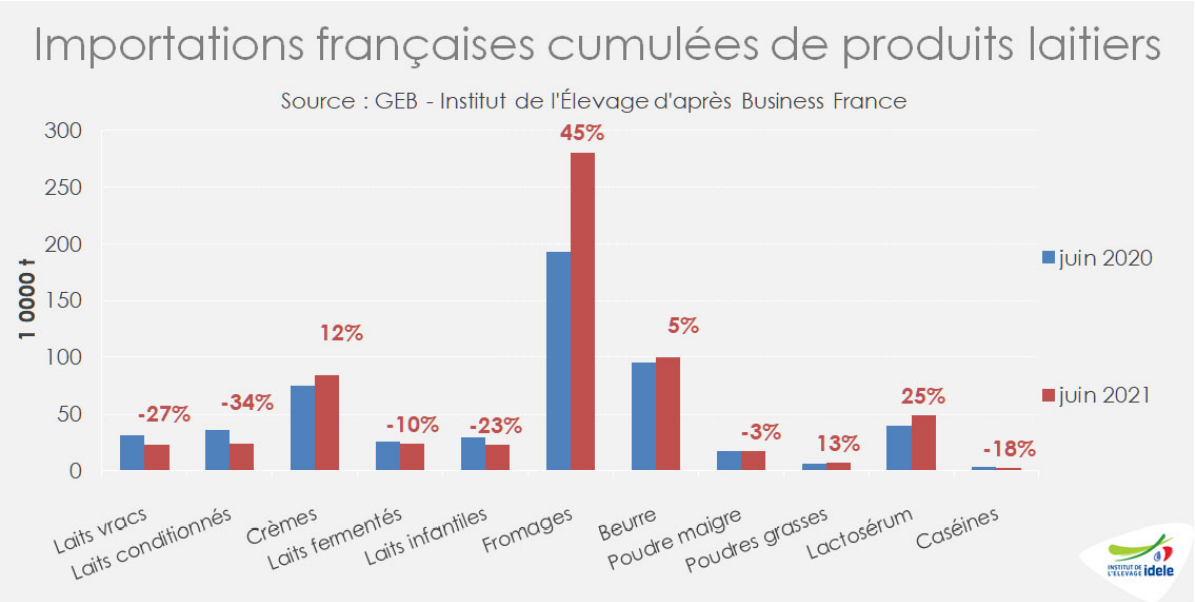
Enfin, les exports d'ingrédients secs (poudres grasses, poudre maigre, lactosérum et caséines) ont faiblement progressé en volume, mais marqué le pas en valeur, respectivement +2% et -1% /2020.

En somme les exportations de produits laitiers ont faiblement progressé en valeur (+3% /2020 à +3,72 Mrds € au 1er semestre 2021.

Les exportations de la France sur pays tiers, Royaume-Uni compris, ont davantage progressé (+5% en valeur) que celles vers les autres pays membres de l'UE, si bien que les premières égalent presque les secondes au 1er semestre 2021.

Amorcé en 2020, le recul des ventes de produits laitiers au Royaume-Uni, s'est prolongé au 1er semestre 2021 (-3% /2020), si bien ce marché britannique est rétrogradé derrière la Chine qui occupe désormais la troisième place derrière la Belgique et l'Allemagne.

Les importations de produits laitiers ont davantage progressé en valeur (+5% d'une année sur l'autre) à +2,0 Mrds € au 1er semestre, après avoir à l'inverse nettement reflué sur la même période en 2020 (-7% /2019). Les volumes correspondants, en équivalent lait de vache, ont augmenté de +15% /2020.

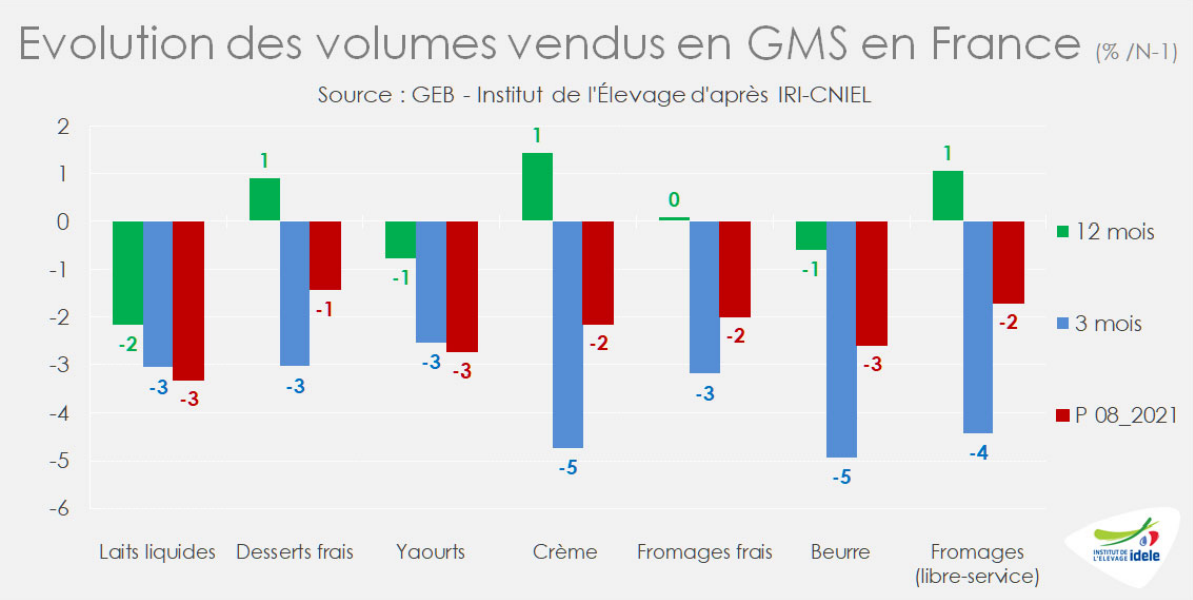


Le reflux des importations de laits liquides, vrac comme conditionnés, s'est poursuivi respectivement de -27% et -34% /2020 en volume, sous l'effet de la poursuite de la logique de nationalisation de l'approvisionnement en lait de vache. Les importations de beurre et de crème ont repris leur hausse tendancielle. Enfin et surtout, les importations de fromages ont fortement progressé en volume (+45% /2020 à 280 000 t) et plus faiblement en valeur (8%), car les importations supplémentaires sont surtout des fromages de moindre valeur unitaire, essentiellement des fromages italiens, et secondairement des fromages ingrédients. Ainsi, le solde commercial en fromages a été divisé par trois en volume à 45 000 t, mais n'a baissé que de -2% en valeur à +555 millions d'euros. La valeur moyenne des fromages exportés s'établit à 4,67 €/kg quand celle des imports est tombée à 3,40 €/kg.

L'excédent commercial en produits laitiers s'est modestement amélioré, de moins de +1%, à 1,73 Mrd €, dont la moitié provient des échanges d'ingrédients secs et un petit tiers de celui des échanges de fromages.

Net reflux des ventes de produits laitiers vendus aux ménages depuis mars 2021

Amorcé au 1er semestre, le report de consommation des ménages vers la RHD, suite à la réouverture de la restauration commerciale, s'est poursuivi en juillet. Toutes les ventes en GMS sont dans le rouge d'une année sur l'autre en période 8 (28 juin au 26 juillet 2021) comme sur les trois dernières périodes. Sur douze mois glissants, seules les ventes de de fromages, de crème et de desserts frais sont encore croissantes d'une année sur l'autre. Cependant, les ventes en GMS (valeur comme volume), demeurent globalement positives comparées aux performances enregistrées en 2019 dans les mêmes circuits.



Fort dynamisme des exportations espagnoles de viande ovine

Dernière révision le 13 septembre 2021

Tandis que les sorties d'agneaux irlandais et britanniques sont en repli, l'Espagne tire son épingle du jeu. Elle intensifie ses envois de viande ovine sur le marché européen, notamment vers la France.

La Nouvelle-Zélande et l'Australie restent préférentiellement tournées vers les marchés chinois et nord-américains.

Viande ovine » France »

Commerce calme et offre en recul

Dernière révision le 13 septembre 2021

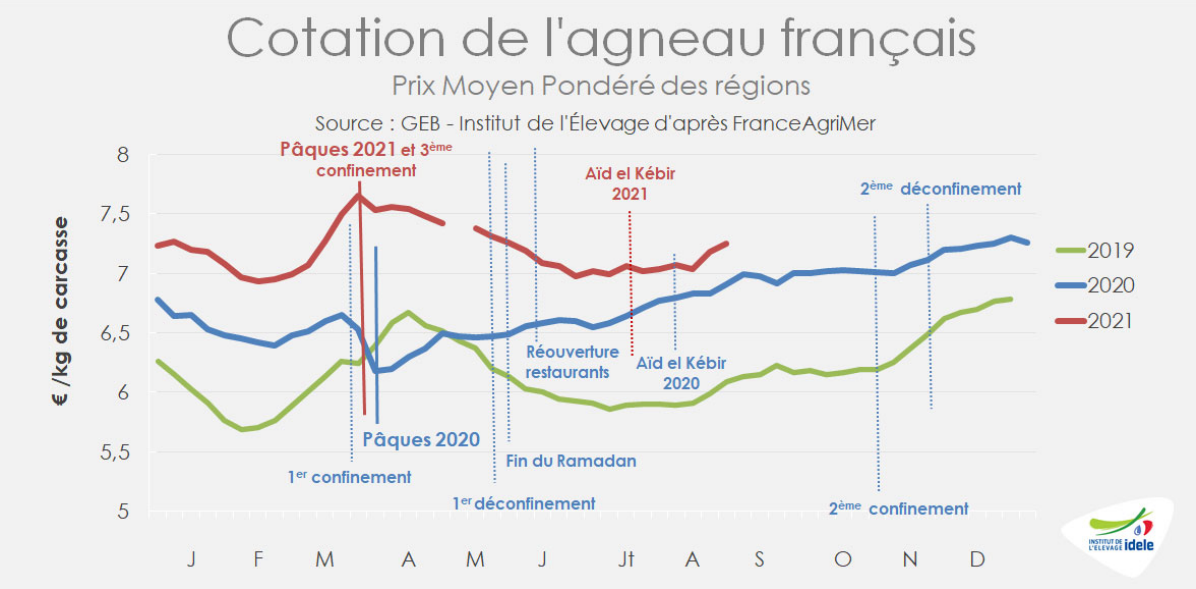
La production française a augmenté en juillet, alors que les importations d'agneaux vivants ont conjointement baissé, illustrant des sorties dynamiques des élevages français. La météo peu propice à la restauration en extérieur a contraint la demande et l'offre importante a eu du mal à s'écouler. Le marché était plutôt équilibré en août tandis que début septembre, l'offre s'est repliée face à une demande plutôt calme, permettant la traditionnelle hausse saisonnière du cours français.

Hausse saisonnière de la cotation

A 7,25 €/kg en semaine 35 (se terminant le 5 septembre), la cotation française poursuit sa traditionnelle hausse saisonnière. Celle-ci reste très élevée : supérieure de +0,34 €/kg à celle de 2020 et de +1,16 €/kg à celle de 2019. Début septembre, l'offre est tout juste suffisante pour couvrir la demande. Depuis Pâques, l'écart avec les niveaux des années précédentes s'est toutefois réduit. Cet été, c'est surtout la météo, exceptionnellement pluvieuse, qui a pesé sur les achats.

Fin juillet, l'Aïd est toutefois venu raviver la demande le temps d'une semaine.

Les cours sont élevés, mais la flambée des prix des intrants alourdit les coûts de production. L'IPAMPA ovin viande a atteint un sommet au mois de juillet 2021, à 112,6 (+9 points /2020).

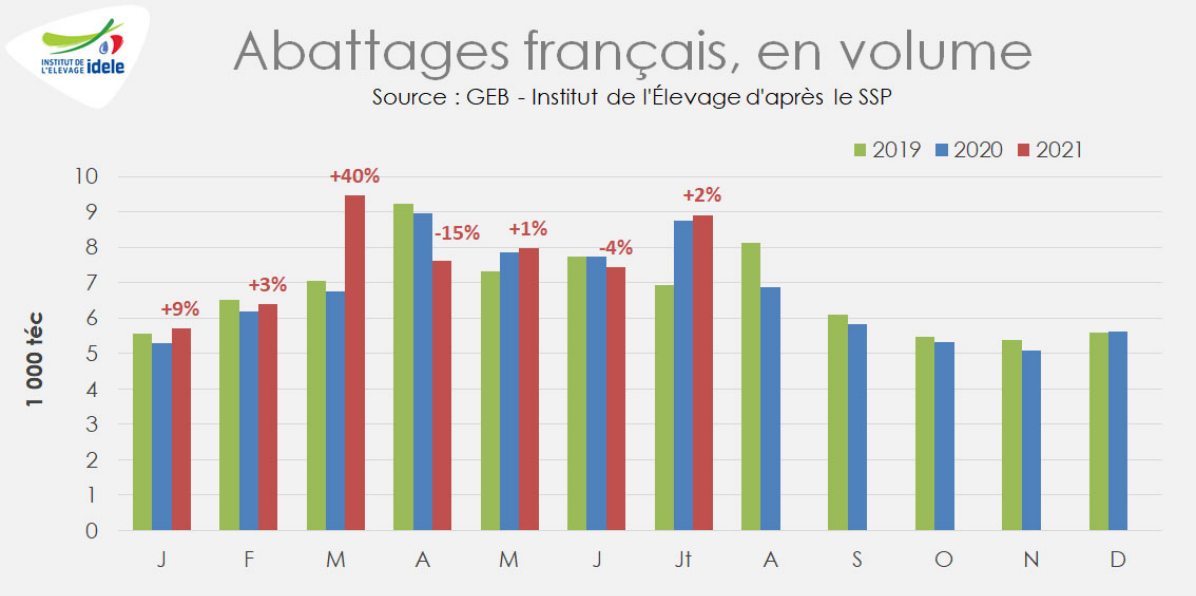


Des abattages français soutenus par l'import de vifs

En juillet 2021, la production abattue a totalisé 8 900 téc, soit +2% /2020, via la hausse des effectifs d'agneaux abattus (+2%) comme de réformes (+2%). Les carcasses de réformes se sont allégées, de 27,2 à 26,8 kg d'une année sur l'autre, alors que celles des agneaux se sont légèrement alourdies (de 19,0 à 19,2 kg de carcasse). Le nombre d'agneaux importés était inférieur à celui de juillet 2020 : la hausse des abattages éait essentiellement due à des sorties dynamiques d'agneaux français.

Sur les 7 premiers mois de 2021, les abattages d'agneaux ont augmenté de +4% /2020 et de +7% /2019, en volume. Cette hausse reste en grande partie due aux importations d'agneaux vivants, qui ont progressé de +37% sur 7 mois /2020, principalement via les achats d'Espagne, qui ont quasiment doublé. La part des imports d'agneaux vifs dans les abattages français est ainsi passée de 4% en 2019 à 6% en 2021.

Les abattages d'agneaux élevés en France ont toutefois augmenté sur la période considérée, de +136 000 têtes d'une année sur l'autre.

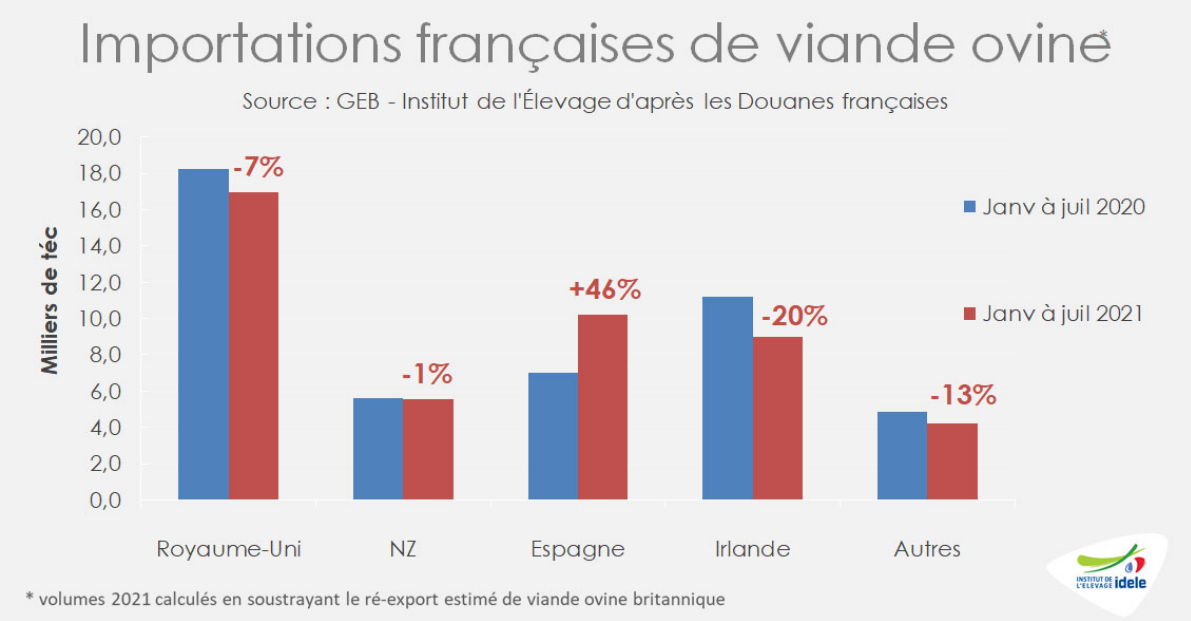


Les importations de viande ovine restent en repli

Les importations de viande ovine destinées au marché français sont restées faibles en juillet (-16% /2020), à environ 7 300 téc. Elles étaient toutefois supérieures aux volumes de 2019, l'Aïd ayant alors débuté en août (demande moindre en juillet 2019 / 2020).

Les achats en provenance du Royaume-Uni ont continué de reculer, de -22% /2020. En revanche, ils ont légèrement augmenté en provenance d'Espagne (+3% /2020 et +6% /2019), mais beaucoup moins vite qu'au 1er semestre. Sur 7 mois, ils s'élèvent à 10 200 téc, soit +46% /2020 et +10% /2019.

Les importations de viande en provenance de Nouvelle-Zélande sont toujours ralenties (-17% / 2020). Celles de viande ovine irlandaise ont continué de chuter d'une année sur l'autre (-16%), mais étaient supérieures de +12% à juillet 2019.



Une offre toujours restreinte à l'échelle mondiale

Dernière révision le 13 septembre 2021

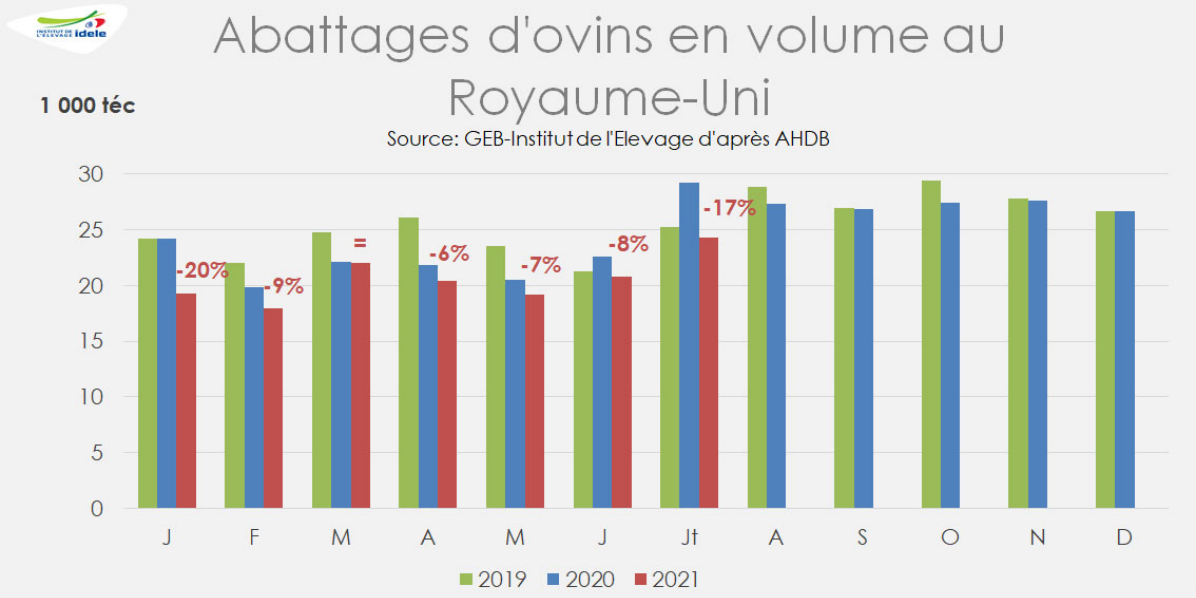
Les principaux pays exportateurs peinent à satisfaire la demande mondiale toujours très forte. Les sorties d'agneaux au Royaume-Uni et en Irlande restent faibles, tandis qu'en Espagne, elles sont plus abondantes et permettent des exportations de viande ovine très dynamiques.

Royaume-Uni : un agneau très peu compétitif

Après une baisse en août, la cotation britannique s'est relevée en semaine 34, à 5,31 £/kg, soit + 0,70 £ /2020 et +1,39 £ /2019. Ce sursaut – en période de baisse saisonnière – s'ajoute aux niveaux déjà très élevés du cours britannique et limite d'autant les envois (-25% sur 6 mois /2020), notamment vers la France. De plus, la livre sterling est forte face à l'euro depuis maintenant plus d'un an, n'améliorant en rien la compétitivité des produits britanniques.

L'offre britannique, toujours réduite, tant au niveau des abattages que des importations, contraint aussi les exportations. Les abattages étaient toujours en recul en juillet (-17% /2020), totalisant -10% /2020 sur 7 mois. Les importations de viande ovine ont aussi régressé, de -16%, principalement en provenance de Nouvelle-Zélande (-12%) et d'Irlande (-56%).

La réouverture de la restauration devrait stimuler la consommation intérieure.

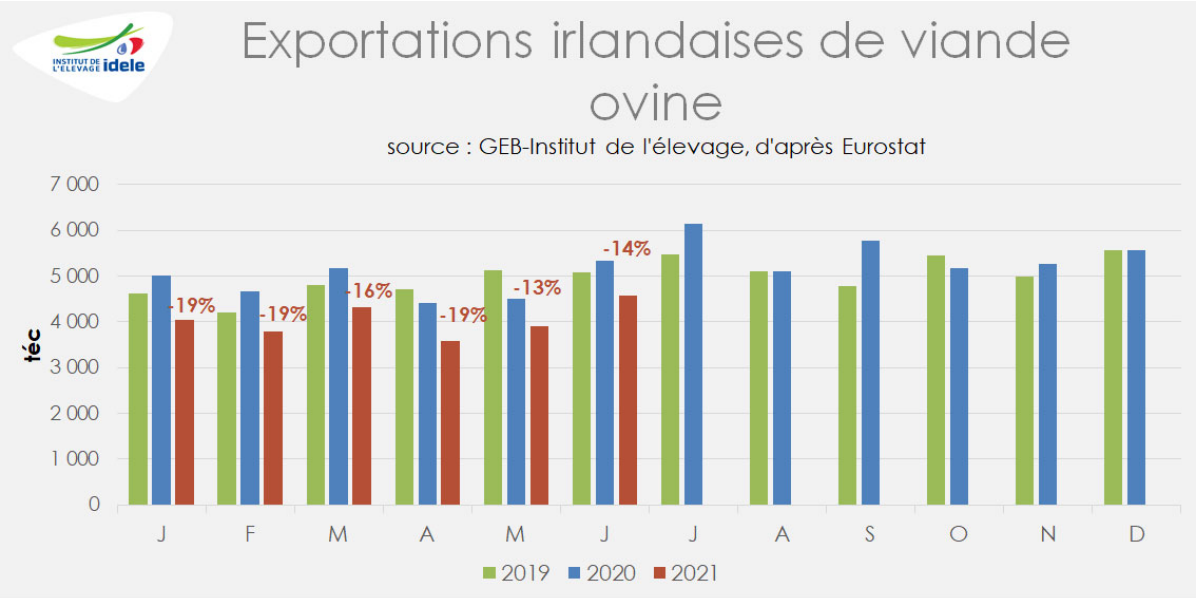


Irlande : des envois contraints face à une demande ferme

La cotation repart à la hausse en semaine 34 (se terminant le 29 août), enregistrée à 6,20 €/kg. Bien qu'il ait régressé depuis Pâques, l'écart avec les niveaux des années précédentes reste élevé : +0,95 €/kg /2020.

Les abattages augmentent progressivement, mais restent inférieurs aux (bons) niveaux de l'an passé : au 1er semestre, les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de -6% /2020, avec 1,3 million de têtes et de – 11% en volume, avec 23 500 tonnes. L'allègement des carcasses a réduit les volumes produits, mais c'est surtout la chute des importations d'ovins vifs d'Irlande du Nord (-46% au 1er semestre /2020), depuis le début d'année (*Brexit* « commercial »), qui est responsable de ce bas niveau de la production irlandaise.

L'aspiration de la Chine pour la viande néo-zélandaise perdure et libère des parts de marché en Europe. Les exportations de viande ovine irlandaise sont toutefois en recul au 1er semestre comparées aux très bons niveaux des deux années précédentes (-17% /2020 et -15% /2019) ; la faible production freine les envois.



Espagne : des exportations de viande ovine dynamiques

Après un creux saisonnier très succinct, la cotation espagnole s'est stabilisée à un haut niveau : 6,39 €/kg en semaine 34 (+7% /2020 et +30% /2019).

L'offre est actuellement équilibrée face à une demande active à l'export, notamment en France (vifs comme viande). Toutefois, les agneaux roumains font actuellement concurrence aux espagnols, poussant ces derniers à ajuster leurs prix pour rester compétitifs.

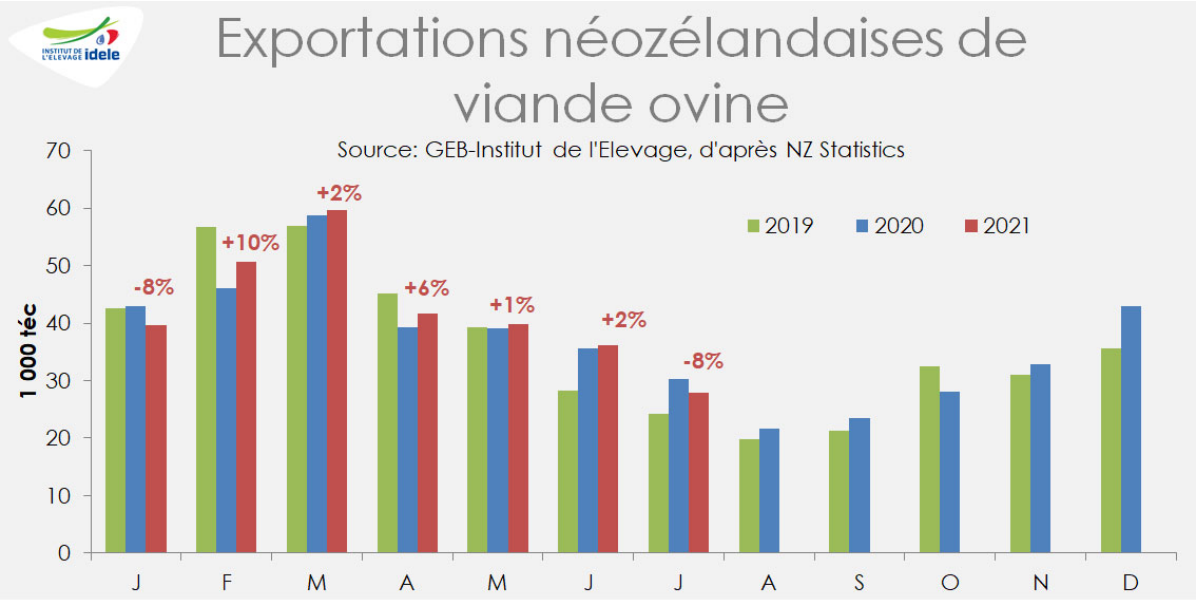
Au 1er semestre, les exportations de viande ovine ont progressé de +32% comparé à 2020 et 2019. Les envois d'agneaux espagnols au 1er semestre 2021 sont en revanche bien moindres qu'en 2020 (- 20%), année durant laquelle leur dynamisme avait été un véritable bol d'air pour la filière. Ils sont légèrement inférieurs à ceux de 2019 (- 3%).

Nouvelle-Zélande : des exportations en légère hausse en 2021

Le cheptel reproducteur néozélandais s'est encore contracté, la sécheresse ayant provoqué des abattages précoces de brebis. Malgré cela, les sorties d'agneaux devraient croître : l'hiver (juin à août) a été suffisamment chaud et les agnelages sont bons.

Sur 7 mois, la production de viande ovine a baissé de -3% /2020, du fait de la réduction du nombre d'agneaux abattus (-6%), partiellement compensée par la hausse des réformes (+2%).

Probablement grâce à du déstockage, les exportations cumulées sur 7 mois ont par ailleurs augmenté de +1% /2020, principalement vers la Chine (+20% /2020). Elles ont également bondi vers les USA (+47%) et le Canada (+25%), traduisant une reprise du secteur de la restauration nord-américaine. Elles ont en revanche reculé vers l'Europe, notamment vers le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

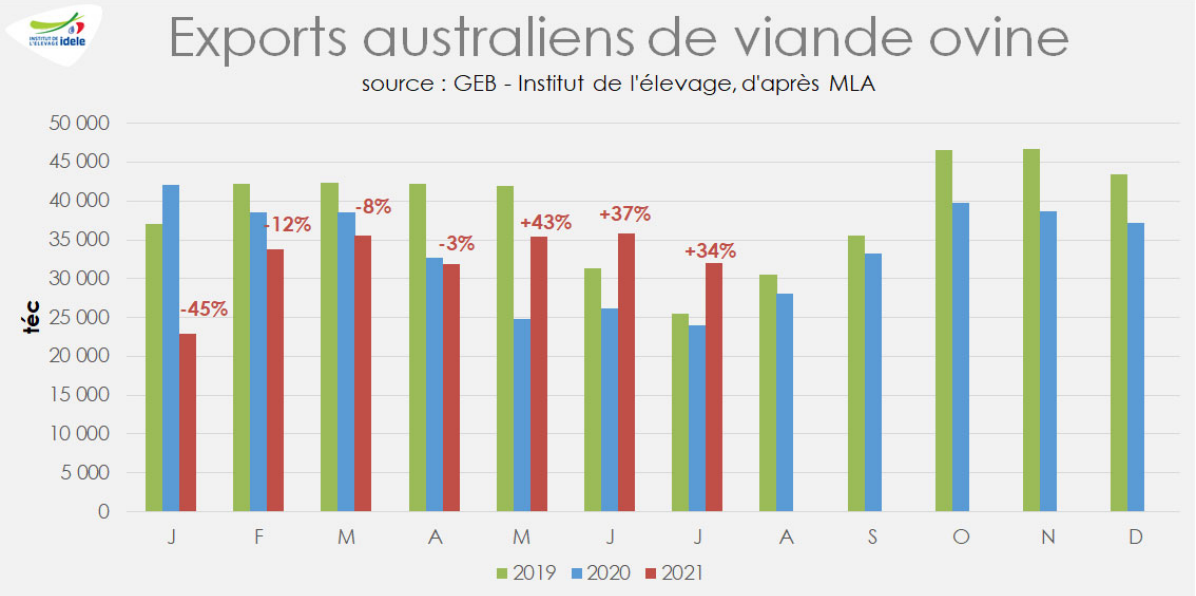


Australie : La recapitalisation se poursuit et les exports se redressent

Au 1er semestre 2021, le nombre d'ovins réformés a encore diminué de -26% /2020, année durant laquelle la recapitalisation avait déjà débuté. Les abattages d'agneaux étaient quant à eux en hausse : +3%, avec 10M de têtes. Les volumes de viande ovine produits ont chuté de -2% /2020, totalisant 313 000 tonnes.

Les exportations ont été dynamiques en juin et juillet : elles ont supplanté leurs niveaux de 2020 (début de recapitalisation) mais aussi ceux de 2019. Sur 7 mois, les envois totaux de viande ovine étaient stables d'une année sur l'autre, mais ont baissé de -13% /2019.

La recapitalisation suit donc son cours et MLA prévoit une hausse du cheptel de +6% /2020 : les conditions météo favorables au 1er semestre et les perspectives positives pour le marché de la viande ovine devraient encourager les éleveurs à garder leurs animaux. Certains envisagent même d'accroître leur cheptel initial, selon une enquête de MLA, ce qui participerait à maintenir des prix élevés en Australie, créant un cycle vertueux.



Hausse concomitante du prix du lait et des charges en élevage

Dernière révision le 13 septembre 2021

En juin, les disponibilités en lait de chèvre sont restées limitées, malgré la franche reprise des importations de produits de report caprins et la progression de la collecte nationale.

Dans ce contexte, le prix moyen du lait de chèvre a évolué favorablement en France au 2ème trimestre, boosté par la hausse du prix de base et par la nette amélioration de sa composition. Mais la hausse du prix des charges en élevage s'est poursuivie, et s'avère désormais plus élevée que celle du prix du lait.

Approvisionnement limité

Dernière révision le 13 septembre 2021

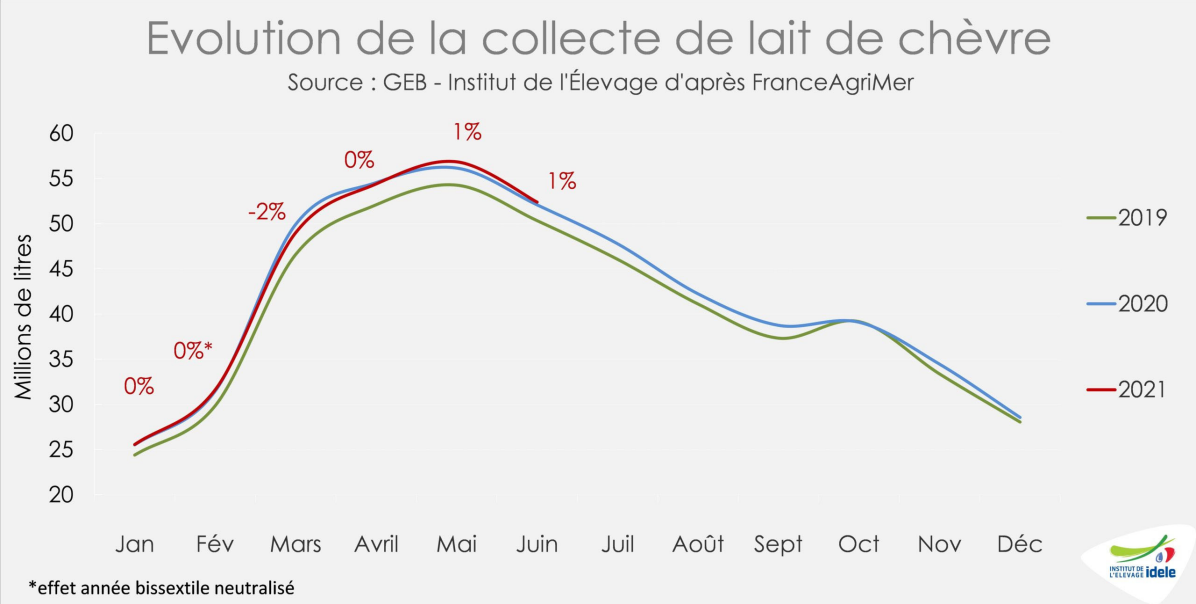
En juin, les disponibilités en lait de chèvre sont restées limitées, malgré la franche reprise des importations de produits de report caprins et la progression de la collecte nationale. Mais la bonne pousse herbagère de l'été pourrait permettre de rattraper le retard cumulé depuis le début de l'année.

La collecte a été stable au 1er semestre

A près de 270 millions de litres livrés en 6 mois, la collecte de lait de chèvre a rattrapé le retard accumulé depuis le début de l'année (après neutralisation de l'effet année bissextile).

Après un démarrage laborieux au 1er trimestre (-1% /2020), imputable aux fourrages récoltés à l'automne de qualité médiocre (qui ont freiné les performances zootechniques des chèvres), la collecte s'est enfin redressée au printemps (+1% au 2ème trimestre). Ainsi, après un mois d'avril stable, la collecte a progressé de +1% en plein pic de production (mai et juin), encouragée par une pousse herbagère propice dans les principaux bassins de production.

L'été humide qu'a connu la France, avec des températures légèrement inférieures à la normale, a été propice à la pousse de l'herbe, dont la production cumulée au 20 août était excédentaire à la normale sur la majeure partie du territoire. Dans un tel contexte, il est possible de prévoir une poursuite de la croissance de la collecte nationale au deuxième semestre.



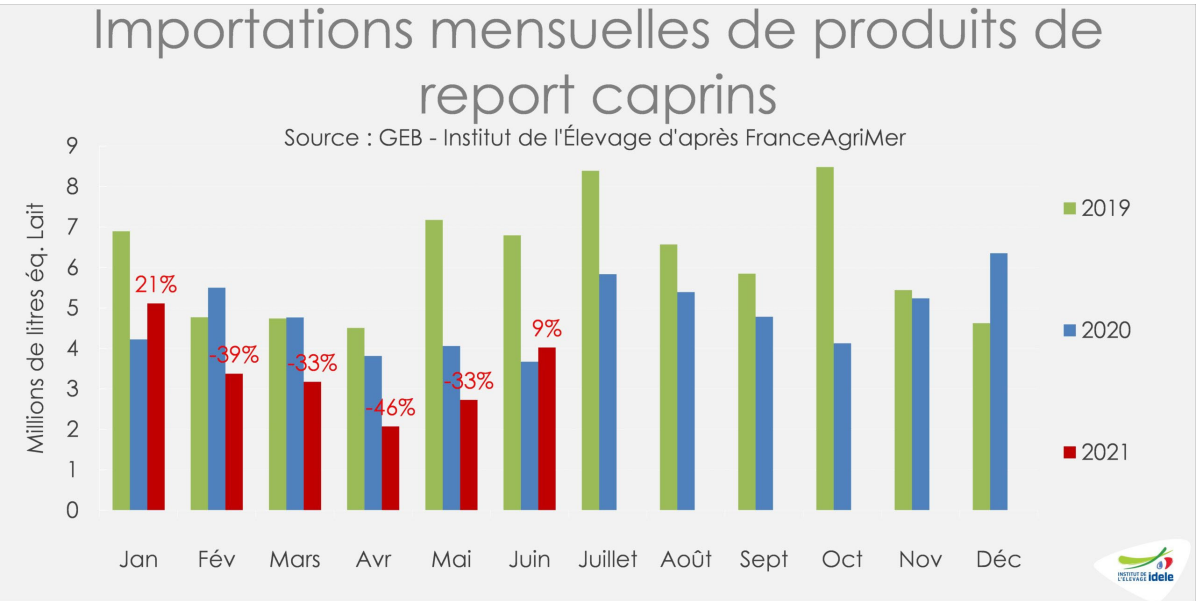
Les importations rebondissent, mais le marché reste tendu

Alors qu'elles étaient restées au plancher pendant 5 mois, les importations de produits de report caprins ont repris en juin, avec 4 millions de litres équivalent lait importés, soit +9% par rapport au niveau exceptionnellement bas en juin 2020 (-46% /2019).

Avec 20,5 millions de litres, le volume cumulé importé au 1er semestre accuse une chute de -21% d'une année sur l'autre (et -41% /2019).

En effet, les difficultés logistiques rencontrées par les transformateurs français pour absorber la collecte nationale en pleine crise sanitaire avaient déjà limité les importations en 2020, qui plus est dans un contexte de rebond de collecte nationale. La demande française réduite en produits importés s'était fait ressentir négativement sur le prix du lait espagnol et, en conséquence, sur la collecte, orientée à la baisse pendant plusieurs mois (-6% au 1er trimestre 2021). Ralentie au printemps, la collecte espagnole est devenue limitante et booste désormais le prix du lait… ce qui stimule la collecte outre-pyrénéenne.

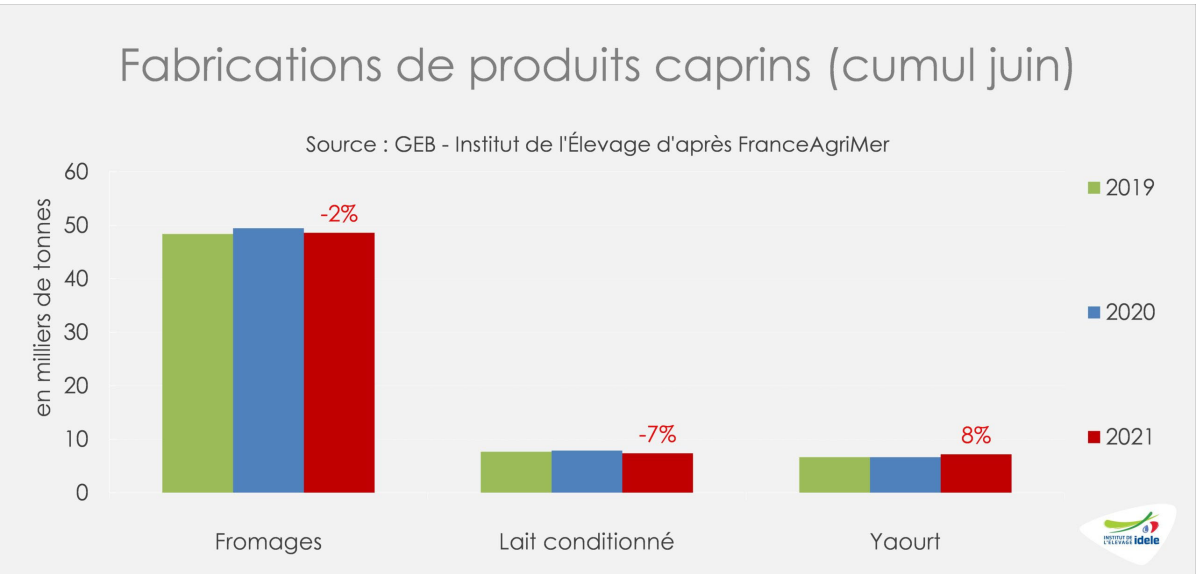
Malgré le rebond estival, les importations de lait espagnol ne devrait pas remonter aux niveaux d'avant crise sanitaire. Car les transformateurs français privilégient la ressource laitière française, notamment grâce à des hausses du prix à la production, et considèrent de plus en plus le lait importé comme une variable d'ajustement de la ressource laitière à la demande de produits laitiers.



En somme, avec un peu plus de 290 millions de litres au 1er semestre, l'approvisionnement total des transformateurs français (collecte et importations) a reculé de 5,4 millions de litres (soit -2% /2020).

Les transformateurs préservent les fabrications en dépit de moindres disponibilités

L'approvisionnement en berne a logiquement impacté les fabrications industrielles des produits laitiers caprins. Celles de fromages de chèvre ont baissé de -2% (à 48 600 t au 1er semestre), et seulement 7,3 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés, soit -7% d'une année sur l'autre. La demande pour ce type de produit semble être arrivée à maturité. Seules les fabrications d'ultra-frais, yaourts et desserts lactés, sont restées dynamiques, à l'exception de juin, avec un rythme de croissance de +9% /2020 au 1er trimestre et de +7% au 2ème trimestre.



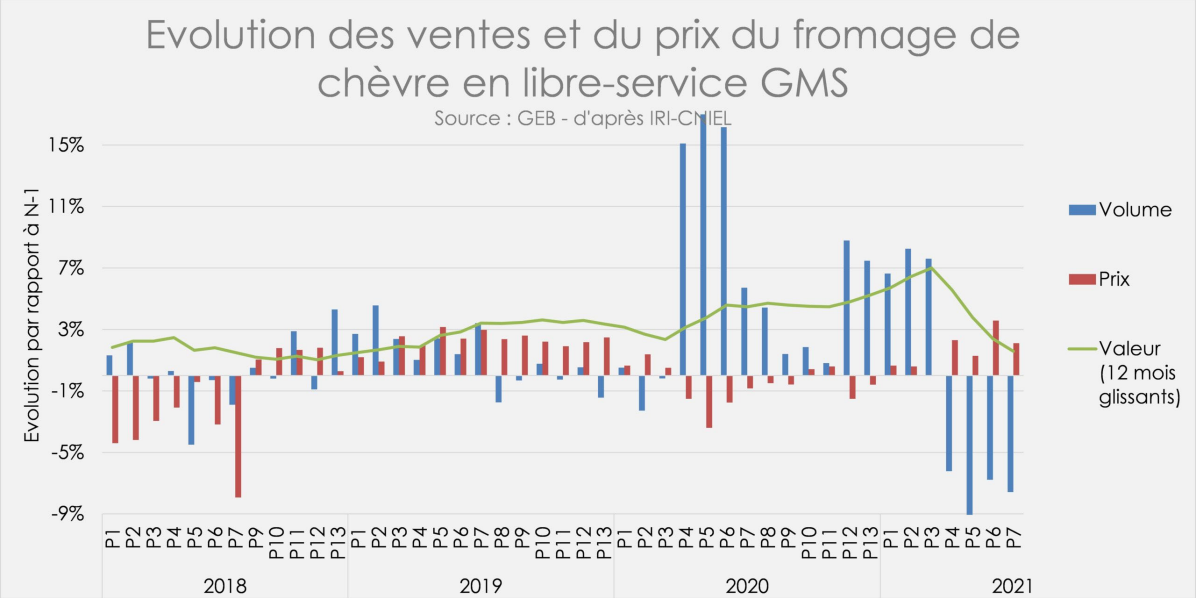
La demande intérieure se stabilise

En dépit de moindres disponibilités, les transformateurs ont réussi à fournir la demande domestique et relancer l'export.

Après avoir été fortement redynamisée pendant les confinements de 2020 et 2021, la consommation française de fromages de chèvre s'est stabilisée. Les ventes en libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromages de chèvre, ont progressé de +1% en Cumul Annuel Mobile à P7 (début juillet), contre +8% à P4 (fin avril). En effet, la réouverture de la RHD signe la fin du report de la consommation à domicile, et les ventes en GMS évoluent désormais moins favorablement.

Cependant, cette stabilisation de la demande se fait dans un contexte de nette revalorisation du prix de vente des fromages de chèvre, de +2,1% d'une année sur l'autre, à 12,15 €/kg en moyenne.

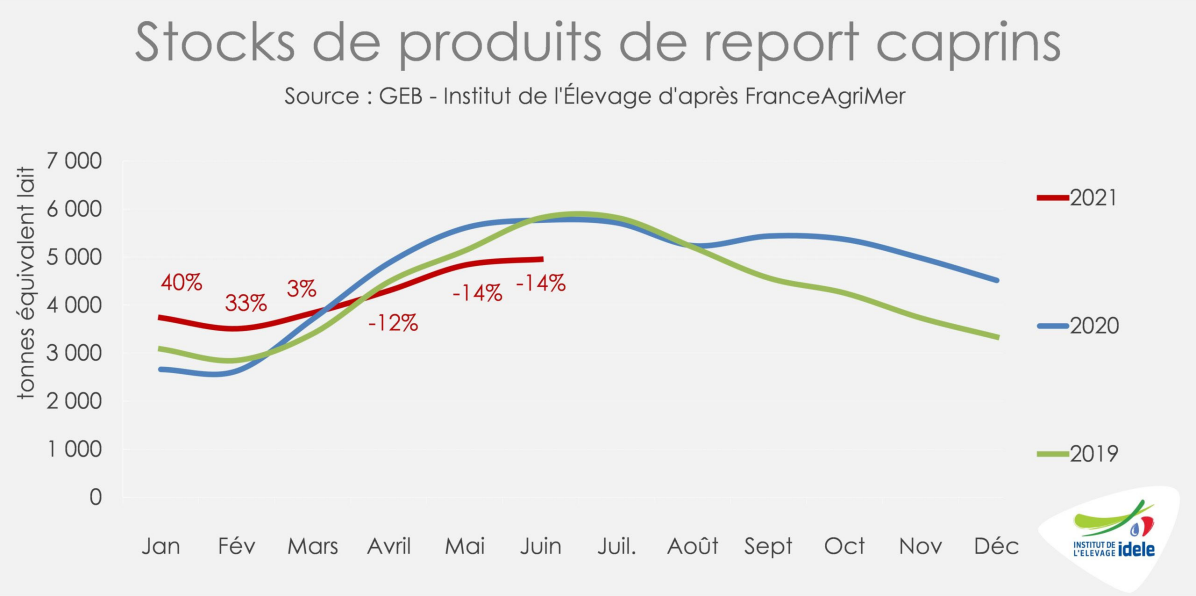
D'autre part, les exportations ont enfin retrouvé une bonne dynamique, et après un 1er trimestre en recul. Le cumul des exportations a progressé de +5% /2020, à 11 600 t (mais restent -7% en deçà des volumes exportés au 1er semestre 2019).



Faible reconstitution des stocks

Les industriels français avaient pu partiellement reconstituer leurs stocks de produits de report caprins en début d'année, face à des fabrications en berne au 1er trimestre. Mais à 6 340 t fin juin, ils se situent désormais 14% sous le bas niveau de 2020, et 20% sous le niveau moyen de 2015 à 2018 à pareille époque.

En effet, les stocks limités de produits de report caprins ont favorisé la revalorisation du prix de base du lait de chèvre, et l'absorption et transformation de la collecte nationale. Ce nouvel équilibre du marché pourrait se prolonger dans les prochains mois, tant que les industriels chercheront à le préserver.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Évolution favorable au printemps

Dernière révision le 13 septembre 2021

Le prix moyen du lait de chèvre a évolué favorablement en France au 2ème trimestre, boosté par la hausse du prix de base et par la nette amélioration de sa composition. Mais la hausse du prix des charges en élevage s'est poursuivie, et s'avère désormais plus élevée que celle du prix du lait.

Nouvelle hausse du prix de base du lait de chèvre

La moyenne nationale du prix de base du lait de chèvre s'est établit à 633 € les 1 000 litres au 2ème trimestre, soit une progression de 17 € d'une année sur l'autre (+2,8%). En effet, les transformateurs ont revalorisé le prix de base du lait français, dans l'objectif de pérenniser la filière et d'encourager le recrutement de nouveaux producteurs, alors même que les charges en élevage ne cessent d'augmenter.

Le prix de base du lait de chèvre demeure le plus élevé dans le Centre, avec 639 € les 1 000 litres au 2ème trimestre ; l'évolution trimestrielle dans ce bassin a toutefois été la plus faible, avec une hausse de +1,8% /2020. Suivent de près le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, où le lait est payé 634 € les 1 000 litres, soit +3,0% et +2,7% respectivement. Finalement, c'est dans le Sud-Est que le lait a été le moins bien payé au 2ème trimestre, à 607 € /1 000 litres, soit +2,3% d'une année sur l'autre.

L'amélioration de la composition du lait collecté se poursuit

Dans le sillage d'une tendance amorcée en début d'année, l'amélioration de la composition du lait de chèvre s'est poursuivie au 2ème trimestre 2021 (après une année 2020 marquée par la fragile stabilité de celle-ci).

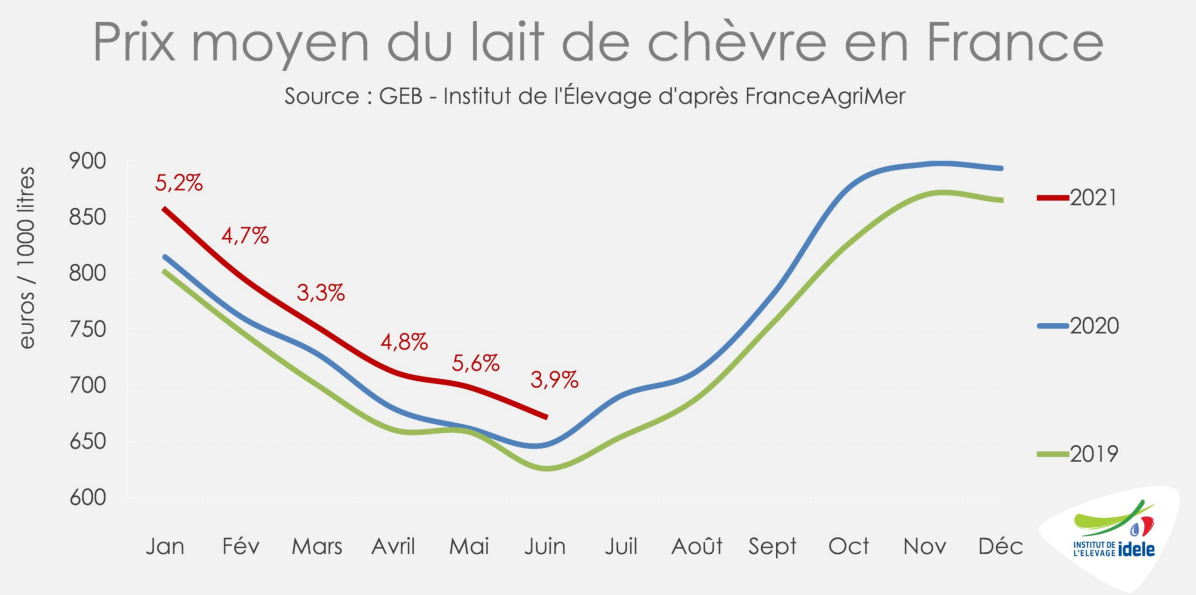
Le **taux butyreux** s'est amélioré en mars et avril, en plein pic de production, mais s'est ensuite dégradé en juin. Au deuxième trimestre, Il se situe en moyenne nationale à 37,8 g/l, il a gagné +0,6 g/l en un an. Toutes les régions ont connu une dégradation en juin, exception faite du Sud-Est, où la composition n'a cessé de s'améliorer, ce qui a permis d'enregistrer dans ce bassin la progression trimestrielle la plus importante (+1,4 g/l, à 38,0 g/l).

Le **taux protéique** a aussi progressé de +0,4 g d'une année sur l'autre, et la moyenne nationale se situe à 33,6 g/l sur le 2ème trimestre. Cette amélioration concerne tous les bassins de production, mais là encore, c'est le bassin du Sud-Est qui enregistre la progression la plus importante, avec une hausse de +0,8 g en un an, à 33,5 g/l.

Le prix du lait payé aux livreurs est dopé par l'amélioration des taux

A 693 € les 1 000 litres au 2ème trimestre, soit +5,3% /2020, le prix moyen du lait payé aux producteurs de lait de chèvre a connu une progression importante, liée à l'amélioration de la composition du lait (notamment lors du pic printanier de la production) et du prix de base. Il se situe 34 € au-dessus du niveau de 2020 et 50 € au-dessus de celui de 2019.

D'après l'enquête prix du lait menée par l'Institut de l'Élevage, le prix du lait payé aux livreurs est toujours le plus élevé dans la région du Centre (719 €/1 000 litres, soit +4,2% /2020), où la part de la collecte transformée en fromages AOP est la plus élevée. Arrive ensuite le Centre-Ouest (691 €/1 000 litres, soit +5,5% /2020), suivi de près par le Sud-Est (690 €/1 000 litres, soit +5,4% /2020). Finalement dans le Sud-Ouest, le lait a été payé 683 € les 1 000 litres, soit +5,3% de plus qu'il y a un an.

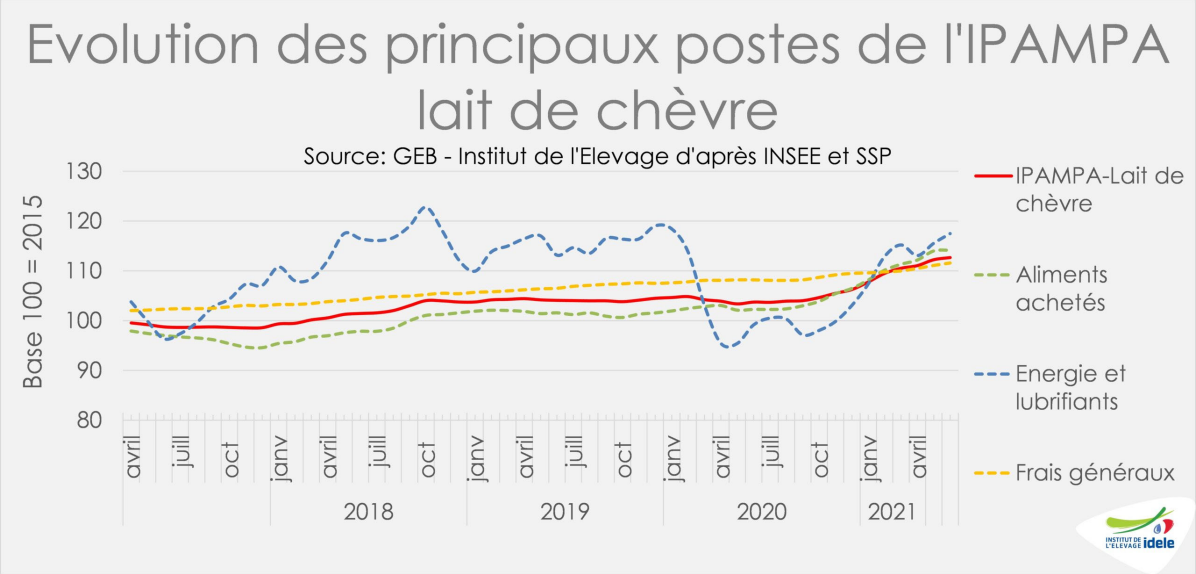


La hausse du prix des charges en élevage se poursuit … et neutralise la hausse du prix du lait

La hausse des prix des charges en élevage caprin, amorcée au 4ème trimestre 2020, s'est poursuivie au 1er semestre 2021, se situant à un niveau supérieur à celui connu l'an passé à pareille époque.

A l'indice 112,0 au 2ème trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA s'est en effet apprécié de +8,0% /2020, essentiellement impulsé par la flambée du prix de l'aliment acheté (+10,7% /2020), poste qui représente 60% des coûts de production indicés dans l'IPAMPA lait de chèvre.

A l'indice 107,6 en juin, l'indice moyen de l'IPAMPA glissant 12 mois s'est logiquement renchéri moins vite, de +3,4% d'une année sur l'autre, soit presque autant que le prix du lait de chèvre (+4,5% à 760 € /1 000 litres).



Marchés des grains : un automne sous haute tension

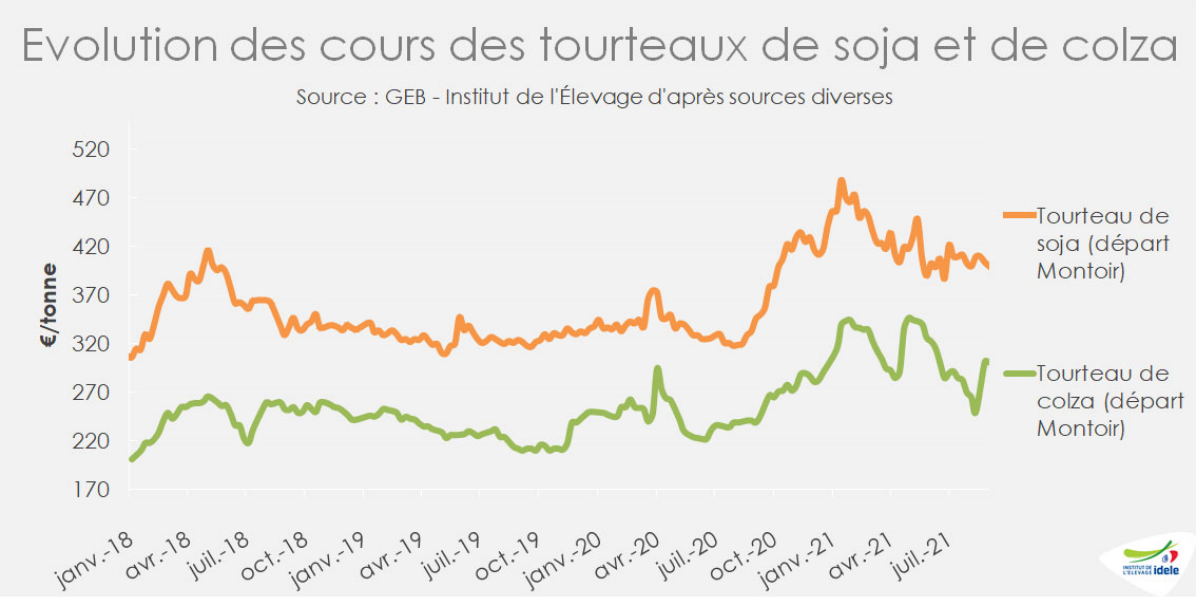
Dernière révision le 13 septembre 2021

Les marchés des grains ont été très animés cet été : aléas climatiques, retard des chantiers de récoltes, retour des achats à l'export. Les cours ont atteint de hautes niveaux. Cet automne, de nouvelles incertitudes planent, comme la menace du variant delta en Asie et l'augmentation du prix du fret, propice à de grandes incertitudes sur l'évolution des cours.

Tourteaux : inquiétudes outre Atlantique

Malgré une forte hausse sur le marché des huiles, les cours des tourteaux de tournesol et de soja sont stables. Le tourteau de colza voit son cours augmenter dans le sillage du canola canadien. En effet à la suite de la sécheresse estivale, la production canadienne est revue à la baisse à 16 Mt, son plus bas niveau depuis 2012. Les stocks de fin de campagne étant déjà diminués, de telles estimations tendent un peu plus les cours. La production européenne est quant à elle attendue en hausse, de +3,4% par rapport à 2020. Pourtant la production française est toujours sur une tendance baissière. Estimée à 3,2 Mt (-26% par rapport à la moyenne 2016/2020), la production baisse encore malgré la hausse des rendements. En cause, la baisse des surfaces qui passent en dessous du million d'hectares. En août, en moyenne sur le marché français, le tourteau de colza était coté à 272€/t.

Pour le soja, les climatologues estiment à 70% la probabilité de retour du phénomène la Niña impactant la production brésilienne et argentine, les deux plus grands producteurs de soja. Pour autant les stocks mondiaux sont revus à la hausse par l'USDA à 92,82 Mt en août contre 91,5 Mt en juillet. Sur le marché international, la demande est soutenue notamment du côté de la Chine qui a commandé fin août 1 Mt de soja nouvelle récolte origine USA. Sur le marché français, le tourteau de soja est côté à 407 €/t. Une inquiétude subsiste aussi du côté de l'approvisionnement en soja non-OGM. Même si certaines cotations ont été réalisées à Sète courant de l'été, le Snia tire la sonnette d'alarme et la prime non-OGM s'élève au 1er septembre à 278 €/t. La demande étant forte pour les aliments non-OGM, des possibilités de rupture sont à prévoir, auquel cas elles impacteraient majoritairement les filières lait et celles inscrites dans des démarches de qualité. Il faut attendre la récolte indienne en novembre pour espérer une amélioration même si les pronostics tablent sur une prime se stabilisant à un niveau haut.



Céréales : une récolte retardée et décevante

La météo estivale n'a pas été bénéfique pour les céréales à paille. Les pluies des mois de juillet et août ont retardé la moisson jusqu'à 15 jours. La production de blé français étant attendue exceptionnelle, est finalement bonne en quantité avec 36,7 Mt d'après FranceAgriMer et décevante en qualité. En effet, seulement 39% des blés tendres dépassent le poids spécifique, ce qui ravit les FAB avec une récolte principalement de qualité fourragère. La production européenne de céréales est étoffée (+7,7% /2020) mais décevante par rapport aux estimations du début de l'été, notamment en Russie qui continue par conséquent d'augmenter les taux de sa taxe à l'exportation. On observe la dynamique inverse aux États-Unis où la sècheresse estivale a fortement impacté les cultures. Seulement 11% des surfaces sont considérés par l'USDA comme « bon à excellent », ce taux n'avait plus été atteint depuis 1988. L'Ouragan Ida a aussi fait des dégâts chez des opérateurs de la côte Est des États-Unis durant la première semaine de septembre, stoppant les exportations et le suivi des collectes. Malgré ce contexte, le CIC évalue la production mondiale en hausse de 8 millions de tonnes par rapport à 2020.

Les cours du maïs sont encore haut. La disponibilité en ancienne récolte est quasiment inexistante et l'attente est grande quant aux nouvelles productions. L'USDA a révisé à la baisse son estimation de production mondiale, ramenée de 385 Mt en juillet à 374 Mt en août. Cette diminution est notamment due au recul de la production au Brésil et aux États-Unis où les conditions météorologiques n'ont pas permis le développement optimal des cultures. Sur le marché français, le maïs est coté à 305 €/t (frais de majoration inclus). Il est encore tôt pour se prononcer sur la future récolte française, mais FranceAgriMer prévoit une diminution de la production (-3% /2020) en lien avec la diminution des surfaces semées en maïs. Pourtant les rendements seraient en forte progression (+11,5 q /2020). Cette récolte arrivera sur les marchés à l'automne.

